

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. FACULTÉ DE DROIT

ETUDE

DE L'

Economie politique et sociale

DE LA

Bretagne Finistérienne

EN FIN DE 1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le janvier 1919

PAR

Henry ROGER

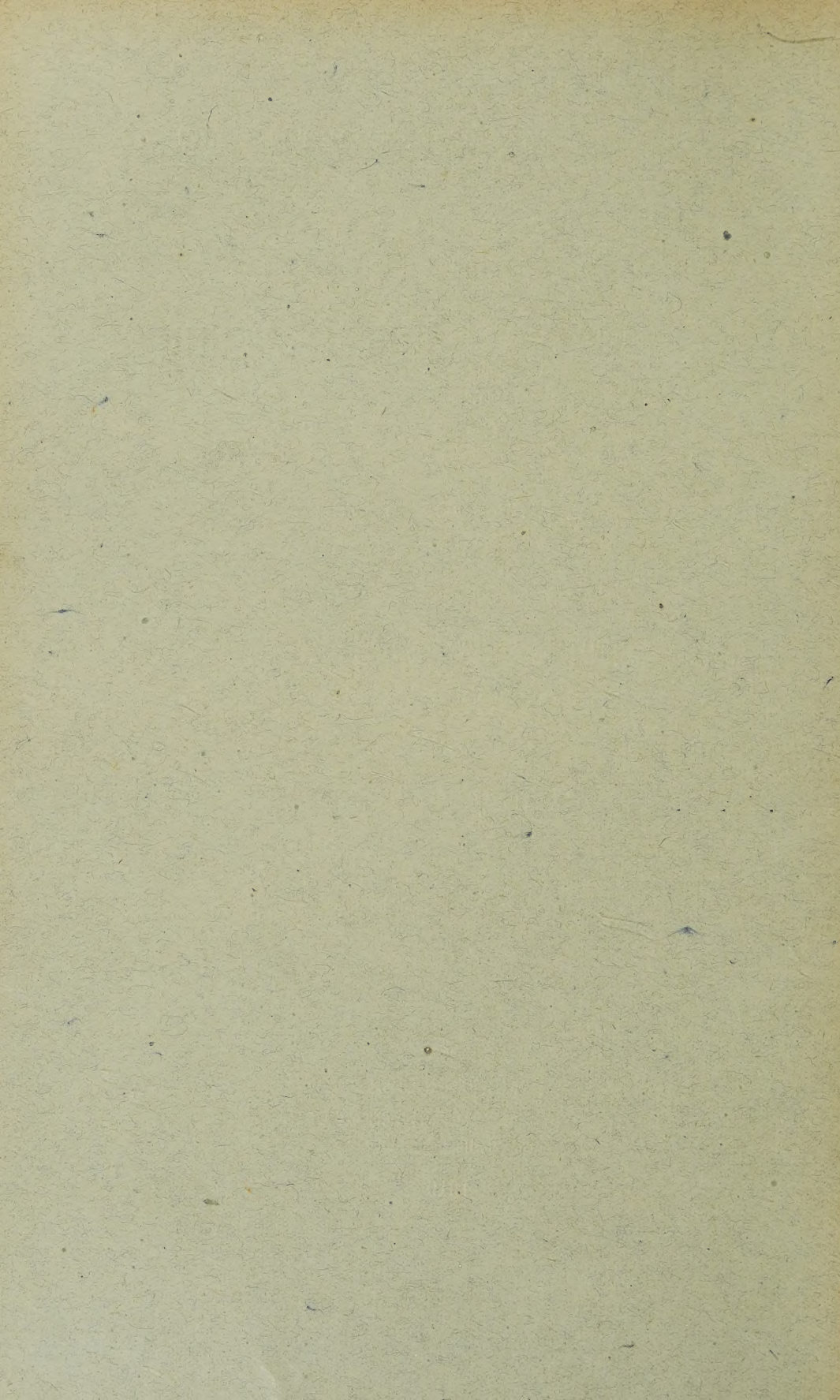


MONTPELLIER

IMPRIMERIE ROUMÉGOUS ET DÉHAN

Rue Vieille-Intendance, 5

—
1919



ÉTUDE
DE
L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE
DE LA BRETAGNE FINISTÉRIENNE
EN FIN DE 1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. FACULTÉ DE DROIT

ETUDE

DE L'

Economie politique et sociale

DE LA

Bretagne Finistérienne

EN FIN DE 1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le janvier 1919

PAR

Henry ROGER



MONTPELLIER

IMPRIMERIE ROUMÉGOUX ET DÉHAN

Rue Vieille-Intendance, 5

—
1919

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. BRÉMOND, Doyen, professeur de Droit administratif.
CHARMONT, professeur de Droit civil.
CHAUSSE, professeur de Droit romain.
VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours
de Droit international privé.
MOYE, professeur de Droit international public.
RIST, professeur d'Économie politique (suppléé).
MORIN, professeur de Droit civil.
BRIDREY, professeur de Droit romain.
GERMAIN MARTIN, professeur d'Economie politique.
RICOL, professeur de Droit civil.
DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit criminel
(suppléé).
PERROT, professeur d'Histoire du Droit.
DUBOIS, chargé des fonctions d'agrégé (Droit constitu-
tionnel).
BECQUÉ, chargé de cours suppléant de Droit criminel.
BOSC, chargé d'un cours complémentaire de droit romain.
VIGIÉ, doyen honoraire.
LABORDE, professeur honoraire.
ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président.*

VALÉRY,

RICOL,

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA FAMILLE

A MES MAITRES

ÉTUDE

DE L'

ÉCONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE

DE LA

BRETAGNE FINISTÉRIENNE EN FIN DE 1913

AVANT-PROPOS

Située à l'extrême Occident de l'Europe, la Péninsule Armoricaïne a, depuis quelques années, par sa situation géographique et son caractère particulier, tenté de nombreux artistes : sculpteurs, peintres ou littérateurs ; elle paraît en revanche avoir été jusqu'à maintenant peu étudiée par les économistes. Il m'a semblé qu'il pourrait y avoir intérêt à recueillir, non sur l'ensemble de cette région, mais sur une partie tout au moins, quelques renseignements nouveaux.

Je n'ai pu, malgré le plus vif désir que j'en avais, englober dans ce travail l'ensemble de l'Armorique. J'ai dû parmi ses départements en choisir un, le Finistère, que j'habite depuis trois ans, influencé surtout dans mon choix parce que ce département représente la forme bretonne la plus pure ; que loin de tout foyer de civilisation il a pu conserver presque intactes ses traditions à ses mœurs du passé, et qu'il n'a subi que de très loin le contre-coup des lois de centralisation qui avaient pour but l'unification de la France entière.

Cette œuvre de centralisation française accomplie par la Révolution peut se résumer en quelques lois : celles des 14 et 22 décembre 1790 sur la constitution des municipalités, celles des 22 décembre 1789 et 3 janvier 1790 sur la constitution des assemblées primaires et administratives, celle du 4 mars 1790 qui divisa la France en 83 départements.

Ces lois ont amené l'unité nationale, une administration unique a relié, par une centralisation puissante, les diverses parties du territoire français et a fait disparaître progressivement, dans presque toutes les anciennes provinces, l'esprit particulariste qui survivait et les différenciait les unes des autres.

En fut-il de même pour la Bretagne ?

Oui, dans une certaine mesure, pour une partie de l'Armorique ; non, si on ne regarde que la Basse-Bretagne dans laquelle est englobé tout entier le département dont nous avons à nous occuper.

Quelles sont les limites de la Basse-Bretagne ? M. Vallaux les a définies en disant que cette région comprend : « Tout le » Finistère ; dans les Côtes-du-Nord les arrondissements de » Lannion et de Guingamp, les cantons de Châtelaudren, Lau- » vollon, Paimpol, Plouha, Etables (arrondissement de Saint- » Brieuc), de Corlay, de Gouarnec et de Mur (arrondissement » de Loudéac) ; dans le Morbihan les arrondissements de Pon- » tivy et de Lorient. » (1).

Ces lois de centralisation n'ont pas atteint l'esprit particulariste de cette région où il est demeuré plus enraciné et plus vivace que partout ailleurs. Ses habitants ont persisté après la Révolution à vivre en marge des autres Français et ont employé tous leurs efforts à conserver leur autonomie.

Ils se sont attachés pendant longtemps et par tous les moyens à résister à l'œuvre d'unité et de civilisation, et ont persisté à vivre, s'obstinant à ignorer l'existence du nouvel état politique représenté par un gouvernement auquel ils ne se sont adressés que pour demander des faveurs et surtout des subsides. Ils conservent encore leurs vieilles coutumes, leurs usages et leur routine, et s'ils ont aujourd'hui commencé à s'ouvrir aux progrès du machinisme, il l'ont fait surtout par orgueil, pour étaler

(1) Vallaux : « La Basse-Bretagne ».

leurs richesses. Encore faut-il n'être pas trop catégorique et ne pas proclamer trop haut les progrès accomplis dans les exploitations agricoles. Ils sont indéniables, c'est certain, mais combien restent à réaliser ! C'est ce que j'exposerai dans mon chapitre sur l'agriculture.

Les habitants de cette région aiment à ce point leur indépendance qu'ils proclament qu'ils sont Bretons avant tout. L'étranger, le fonctionnaire qui, par des attaches de famille ou d'amitié même, se fixe en Bretagne, se verra toujours refuser le droit de cité ; et s'il veut, après de longues années, se mêler à la vie politique du pays, une opposition systématique se dressera en face de lui à cause de son origine. Leur haine de l'étranger est irraisonnée ; ils ne regardent ni les services rendus à leur région, ni le dévouement dont on a fait preuve à leur égard, tout cela disparaît, effacé par une pensée qui domine tout : la méfiance contre ce qui n'est pas Breton. Cet état d'esprit est d'ailleurs maintenu vivace par les journaux et les revues régionalistes. Une formule odieuse, inscrite en tête de certaine publication, rappelle sans cesse aux Bretons leur origine et semble mettre la Bretagne au rang d'un pays étranger. Cette formule : « La France aux Français, la Bretagne aux Bretons » sert à perpétuer cette lamentable mentalité et exprime cette volonté déclarée de s'opposer à la tendance générale unificatrice de la France.

A ce premier résultat vient s'en ajouter un autre qui, pour cette région tout entière, a ses plus déplorables effets puisqu'il entrave la réalisation des progrès économiques et sociaux. Nous constaterons, en effet, que les vallées fertiles, toutes les richesses que contient le sol ont été longtemps inexploitées ; que les Bretons n'ont pas demandé à la terre le maximum de rendement et que si maintenant quelques-uns ont fait un effort dans le sens du progrès, la majorité y reste réfractaire et refuse de recueillir une richesse qu'elle a sous la main.

D'où provient cet état d'esprit ? D'où vient cet amour exagéré de la petite patrie ? D'où cette haine vouée à tout ce qui n'est pas Breton et quelles sont les causes de cet isolement ? Est-il

volontaire ou provient-il de la situation géographique de cette région limitée de tous côtés par la mer et n'ayant avec les provinces limitrophes que peu de contact ? Autrement dit : la Bretagne est-elle positivement isolée ou bien veut-elle s'isoler ? Et reprenant la formule « La France aux Français, la Bretagne aux Bretons », demandons-nous si cette formule est active ou passive.

Elle est, à mon avis, à la fois l'un et l'autre, et il ne faudrait pas chercher les causes d'isolement de la Bretagne uniquement dans la volonté de ses populations, pas plus d'ailleurs qu'il ne faudrait les chercher exclusivement dans sa configuration géographique. Sans doute les arguments ne manquent pas, qui permettraient de soutenir les deux thèses, mais si l'on veut être soucieux de la vérité il faut reconnaître que l'état économique actuel de la Bretagne provient et du caractère Breton et de son isolement géographique.

En effet, si nous faisons pour le moment abstraction de ce désir d'indépendance que nous avons signalé dans le caractère breton et que nous aurons à étudier dans ses divers traits au cours de ce travail, il est à remarquer que la configuration géographique de cette région permet d'expliquer en partie la lenteur de la pénétration civilisatrice qui s'est faite en Bretagne, et ce fait pris isolément tendrait à faire croire que l'odieuse formule est une constatation et non un parti-pris.

Comme pour toutes les régions qui possèdent une frontière maritime et une frontière terrestre, la Bretagne aurait pu être ouverte aux progrès de la civilisation et à ceux des idées, par la voie de terre et par le littoral ; elle ne le fut malheureusement ni d'un côté ni de l'autre, et il est facile de le comprendre en examinant successivement les difficultés de pénétration, soit par le littoral, soit par la voie de terre.

Bien qu'au premier abord une semblable situation paraisse singulière, il faut reconnaître que, contrairement à ce que l'on constate pour les pays qui possèdent une frontière maritime très étendue, la pénétration par voie de mer en Bretagne a été

nulle ou peut s'en faut. Cela paraît d'autant plus surprenant qu'il est facile de remarquer que les populations maritimes ayant à leur portée avec la mer une voie de communication, se sont livrées à la navigation et au commerce et se sont mises ainsi en relation constante avec les habitants d'autres régions et d'autres nationalités. A ce contact journalier elles ont acquis rapidement la civilisation la plus raffinée et ont profité des derniers perfectionnements de la science.

Comment se fait-il donc que la Bretagne qui, plus que tout autre pays, devrait avoir profité des avantages de la mer, soit restée à ce point en retard et qu'elle n'ait pas su utiliser les richesses naturelles qu'elle possédait ? Il est inadmissible qu'un pays tout entier ait, de sa seule volonté, recherché cet isolement et nous devons dans ces conditions nous demander s'il ne faut pas l'attribuer à une cause naturelle.

En examinant attentivement la situation géographique de cette région, nous sommes amenés à constater que sa côte est des plus inhospitalières et qu'elle n'ouvre, pour ainsi dire, aucun port à la navigation (1). C'est cette configuration géographique qui explique qu'au cours des siècles la Bretagne n'a, pour ainsi dire, pas connu d'immigration à part celle du V^e au IX^e siècle, signalée par M. Loth, immigration qui, venue de Grande-Bretagne en Armorique, a donné naissance à la race actuelle. C'est aussi cette configuration géographique qui explique que les relations ont été peu suivies avec l'Espagne et l'Angleterre et n'ont laissé aucune trace.

Inhospitalière, en effet, est cette côte, car à part Morlaix qui se trouve sur les rives du Jarlot, petite rivière qui vient se jeter

(1) « Les côtes de Cornouaille sont parmi les plus dangereuses du monde : les innombrables écueils dont elles sont bordées, le défaut de bons ports de relâche, des « barres », qui rendent difficile l'accès des rives maritimes, les courants qui passent entre l'île de Sein et la pointe du Raz avec une vitesse de plusieurs nœuds à l'heure et qui changent brusquement de direction selon que la marée cesse de monter ou de descendre, tout concourt à rendre la navigation très périlleuse. » (De La Rogerie).

dans la Manche par un estuaire assez vaste, à part Brest dont l'importance commerciale est minime, mais qui peut être appelé, le jour où un quai en eaux profondes et où les moyens de communication par voie de terre auront été améliorés, à devenir le point de départ d'une ligne de transatlantiques se rendant dans l'Amérique du Nord, à part Douarnenez d'origine assez récente et Concarneau, les centaines de kilomètres de la côte ne possèdent pas un seul port abordable, car il ne faut pas comprendre dans cette énumération le Conquet, Camaret, Morgat, ni les ports de la pointe de Penmarch, suffisants pour abriter la flottille des petits bateaux de pêche, mais qui ne sont pas aptes à recevoir des navires d'un certain tonnage, pas plus d'ailleurs que Quimper, accessible seulement aux heures de marée.

Et ici un fait curieux est à signaler, qui offre un caractère particulier : c'est qu'autour des quelques rares ports que nous avons cités, s'est formé un territoire, une zone, où l'esprit breton a, pour ainsi dire, disparu et où il a été remplacé par l'esprit français, qui s'y est à peu près acclimaté. Dans ces ports, sans vouloir prétendre qu'on y parle exclusivement le français, il est facile de constater que la plus grande partie des populations s'exprime avec assez de facilité dans cette langue, fait d'autant plus surprenant, que lorsqu'on s'enfonce à quelques kilomètres de là vers l'intérieur des terres, on se heurte souvent à des paysans qui, non seulement ne peuvent se faire comprendre, mais encore saisissent difficilement le sens de vos paroles. Il semble que lorsqu'on a dépassé ces petits centres maritimes on a abandonné le sol français, car au delà de cette sorte de frontière, la langue bretonne reprend avec toute son intensité et on n'entend presque plus que les dialectes locaux. C'est là l'affirmation nouvelle de cet esprit particulariste sur lequel nous reviendrons plus loin, en établissant que le manque de ports n'est pas la raison exclusive de l'isolement de la Bretagne et que le caractère breton y contribue pour sa large part.

Ce n'est pas seulement par la mer que la civilisation peut pénétrer dans un pays ; elle peut aussi s'introduire par les popu-

lations du littoral qui, poussées par un esprit de lucre, vont vendre dans les pays voisins les objets récoltés ou produits chez elles et qui, au contact d'autres peuples, empruntent leur civilisation. On serait tenté de croire que les milliers de marins qui habitent les côtes sont portés à voyager et que l'amour de la mer les pousse à entreprendre des navigations au long cours qui les mettraient en contact permanent avec les populations d'autres pays. Ce serait une erreur grossière que de le croire, car le Breton est casanier par tempérament. Il ne peut abandonner son foyer pour longtemps, et à part ceux qui tous les ans partent pour les côtes de Terre-Neuve pour y pêcher la morue, à part ceux des environs de Morlaix ou ceux de l'île d'Ouessant qui, leur engagement fini dans la marine de l'Etat, s'embarquent pour la navigation au long cours, les autres restent chez eux où ils se livrent à la pêche non loin des côtes, qu'ils ne perdent jamais de vue à cause de leurs mauvaises petites embarcations et aussi à cause des tempêtes qui, dans cette région, surgissent brusquement et ont presque toujours un caractère d'étonnante gravité.

A cette énumération des pêcheurs qui abandonnent momentanément le sol natal, il faut ajouter ceux qui secondent la tentative faite depuis quelque temps à Concarneau par un armateur, M. Boutellier, qui, tous les ans, arme un certain nombre de bateaux qui vont en Mauritanie se livrer à la pêche des langoustes et reviennent rapporter en France les produits de leur pêche.

Le nombre des marins qui, après leur congé, voyagent au cours de leur vie est insignifiant ; le Breton, je le dis, et ne saurais trop insister sur ce point de son caractère, est casanier. Il a horreur de quitter son pays pour toujours et n'accepte que la mort dans l'âme un départ sans esprit de retour. Il serait impossible ici de rapporter des cas particuliers, ils sont innombrables, mais qu'il me soit permis de citer, à titre d'exemple, un essai qui fut fait en 1904. A cette époque, la crise sardinière était très aiguë ; certaines autorités cherchant un moyen de remé-

dier à cette crise, avaient pensé, pour diminuer la misère qui s'était abattue sur la population des côtes, qu'il était bon de pousser les marins à s'expatrier. A cet effet, elles avaient demandé au Gouvernement et obtenu de lui des concessions en Tunisie qui furent distribuées rapidement. Tous les bénéficiaires partirent heureux, mais peu après leur arrivée en Afrique, ils furent atteints de la nostalgie du sol natal, ils ne pouvaient vivre loin de leur ciel, au milieu de populations dont la mentalité et les mœurs étaient toutes différentes, et ils vendirent ce qu'on leur avait donné. Ils reprirent alors le chemin de la Bretagne et rentrèrent chez eux allégés de l'argent qu'ils avaient reçu et qu'ils avaient semé dans les cabarets de la route.

Nous avons vu que par le littoral, ni la civilisation, ni l'esprit de discipline sociale ne peuvent pénétrer dans la Bretagne finistérienne ; que les étrangers ne peuvent facilement atterrir sur une côte privée de porte d'accès et que, d'autre part, les habitants du littoral eux-mêmes se confinent chez eux. Il nous reste à envisager si, plus facile que par la mer, la pénétration a pu se faire par la terre.

Il ne peut être question de pénétration par terre que s'il existe des routes. Avant leur création, la Bretagne était difficilement accessible ; elle l'était encore après l'établissement des premières voies de communication. La construction de ces voies fut entreprise par le duc d'Aiguillon, au milieu du XVIII^e siècle, vers 1750. Le résultat obtenu fut déplorable car on n'avait pas tenu compte de la configuration du sol, on les avait établies rigoureusement droites, les faisant passer, sans ménagement de pentes, du fond des vallées au sommet des montagnes. Ainsi construites, ces routes ne devaient avoir qu'une utilité des plus contestables, et, comme le dit M. Vallaux : « Après leur construction la masse de l'Armorique demeura aussi fermée qu'auparavant à la circulation des produits et des hommes ».

Ce n'est que plus tard, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, que des modifications ayant été apportées à leur tracé, ces routes devinrent praticables. On en créa de nouvelles et le réseau

des chemins vicinaux fut rendu viable. Ces modifications auraient certainement porté leurs fruits ; mais les progrès auraient été très lents, lorsqu'une intervention nouvelle, celle des chemins de fer, vint bouleverser les problèmes économiques, et sortit la Bretagne de son isolement.

Entre 1862 et 1867 on établit sur tout le territoire de la France de grandes lignes de chemins de fer qui, ainsi que le dit M. Vallaux « ont ouvert de larges brèches dans le mur de Chine » qui fermait l'ancienne Basse-Bretagne. »

Grâce à ces routes, grâce surtout à ces chemins de fer, des relations incessantes et journalières ont commencé à s'établir entre l'Armorique et le reste de la France. La Bretagne alors a été connue, elle a tenté le touriste et les progrès de l'automobilisme aidant, elle a été parcourue en tous sens. De plus, les besoins d'une organisation administrative ont nécessité la constitution dans les plus petites bourgades de fonctionnaires, presque tous étrangers à la région. Ceux-ci, venant d'autres points de la France, en contact direct avec les populations, ont contribué pour une large part à créer dans leur cercle d'action un mouvement d'idées.

Mais il ne faudrait pas croire que cette pénétration ait été brutale, il ne faudrait pas s'imaginer qu'elle est entière, même à l'heure actuelle. L'évolution qu'a subie la Bretagne a été au contraire lente et son œuvre n'est pas achevée. La pénétration ne s'est produite que de proche en proche et commençant dans les régions limitrophes des provinces avoisinantes, elle n'a que lentement fait sentir ses effets dans une partie de la Basse-Bretagne. Le département du Morbihan et celui des Côtes-du-Nord ont déjà perdu une partie de leur caractère ; le Finistère ne sera pas épargné. Jusqu'à ce jour, ce département s'était encore défendu contre l'invasion des idées nouvelles, à son tour il se verra obligé de céder devant la lente et incessante poussée de la civilisation. Pour le moment il reste encore entier, et pour lui la formule particulariste possède encore toute sa force.

C'est pour cette raison que j'ai cru devoir borner ce travail

au seul département du Finistère, qui mieux que tout autre se prêtait à une étude des conséquences économiques qu'ont eues sur la Bretagne tout entière la décentralisation et l'unification du pays. J'ai pensé aussi que dans ce département, qui possède encore son caractère personnel presque entier, il serait plus facile de retrouver et d'expliquer les effets qu'ont produit sur toute la Bretagne les innombrables dispositions légales et administratives. J'ai fixé également mon choix sur ce département, parce que ses frontières politiques sont nettes et bien définies, et surtout parce que, à mon avis, il synthétise toute l'Armorique et constitue de nos jours la partie la plus bretonne de la Bretagne.

J'examinerai successivement dans les chapitres qui vont suivre le Breton actuel, son caractère et ses mœurs, l'agriculture du pays, la culture et l'élevage qui constitue une branche importante, l'industrie, la pêche, une source considérable de richesse, enfin les conflits économiques auxquels cette industrie donne lieu et qui ont fait de la crise sardinière un problème irritant pour une très grande partie des populations du Finistère.

CHAPITRE PREMIER

Le Breton actuel

Pour connaître et comprendre l'économie politique d'un pays ou d'une région, il importe avant tout d'étudier le caractère de sa population, ses mœurs, ses coutumes, sa manière de vivre, son état moral. C'est donc par l'étude du Breton que je vais commencer. Je compte le dépeindre d'abord au physique, dans ses costumes, dans sa manière de vivre et, après avoir exposé l'hypothèse la plus répandue sur l'origine de la race bretonne, j'examinerai l'état mental de ces populations, leurs relations avec l'Eglise, qui présente dans cette région un caractère tout particulier et que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Enfin, je parlerai des qualités de ce peuple sans laisser dans l'ombre ses défauts, que je dépeindrai avec la plus grande impartialité.

Le Breton, tel qu'il est dans la réalité, est si différent de celui que les écrivains et les auteurs dramatiques nous ont représenté, qu'il est impossible de se faire une idée exacte des populations de cette région si on n'a vécu quelque temps parmi elles. Certains auteurs, et ceux-là avaient une excuse puisqu'ils étaient Bretons, n'ont voulu voir que leurs qualités, d'autres, au contraire, n'ont tenu compte que de leurs défauts. Ces derniers ont fait naître de violentes polémiques, qui ne sont pas encore éteintes ; je m'en voudrais de les suivre, et le tableau que je vais essayer de tracer du Breton, je me propose de le faire sans aucun parti-pris.

Tel qu'on le voit chez lui, le Breton n'est plus l'homme au « bragou-braz », large pantalon bouffant et tout plissé, serré aux genoux, se complétant par des guêtres d'étoffe et que revêtent tous les héros de théâtre. Il porte un costume plus simple. Le Breton a abandonné, dit-on, le bragou-braz » parce qu'il lui avait été imposé autrefois par les seigneurs et qu'il constituait un signe de servitude. Ce vêtement large, gênant pour la marche et peu pratique, avait, assure-t-on, pour but unique d'embarrasser les mouvements et de prévenir ainsi toute révolte. Je signale en passant et sans insister cette explication qu'on ne doit sans doute accueillir qu'avec un certain scepticisme.

Mais si le « bragou-braz » a disparu, le costume du Breton n'en est pas moins pittoresque. Les vêtements ont subi une légère modification, mais dans l'ensemble ils ont conservé leur forme nationale et cela est vrai indistinctement pour toutes les régions (1).

Evidemment leurs costumes ne sont pas partout les mêmes, ils diffèrent sensiblement, mais presque toujours on retrouve leurs pantalons dits « à pattes d'éléphant », leurs vestes courtes et leurs chapeaux à larges rubans.

Dans le Léon, qui forme la région la plus riche, on ressent jusque dans le vêtement l'influence d'un bien-être éprouvé depuis longtemps ; et cette impression ne naît pas seulement lorsqu'on traverse leurs agglomérations un jour de fête, mais même lorsqu'on voit les paysans occupés au travail de leurs champs. Leurs costumes, composés d'une veste à basques largement échancrée, sans col et garnie de boutons, couverts de passementerie, font leur orgueil ; ils sont fiers de leurs gilets aussi largement échancrés, de leurs splendides chemises blanches dont ils ont grand soin, contrairement à ce qu'on observe dans le

(1) Les hommes de la région Trégorroise du Finistère portent cependant un costume qui n'est guère différent de celui des paysans des autres régions de la France.

reste du pays. Ils sont fiers aussi de leurs pantalons, en général de nuances claires et qu'ils font tailler largement évasés du bas. Ce costume se complète par une grosse ceinture de laine dont on ne comprend pas l'utilité dans ce pays et qu'ils portent plusieurs fois enroulée autour de la taille, ce qui alourdit considérablement le costume qui, sans cela, serait presque élégant et rappellerait le boléro des Espagnols. Ils se coiffent du chapeau de feutre que nous retrouvons partout orné d'un large ruban dont les extrémités retombent sur la nuque, et qui est retenu par une boucle de fer chez les plus pauvres, d'argent et même d'or chez les plus fortunés. Seule la place qu'occupe cette boucle varie, et à ce signe il est possible de distinguer le chapeau d'un Roscovite, de celui de l'habitant de Lampaul, par exemple. Ce qui surprend à première vue dans ce costume, c'est l'absence de cravate, et l'œil de l'étranger inhabitué s'étonne de voir ce large plastron surmonté d'un col et sur la blancheur duquel aucun ruban ne vient trancher par sa couleur.

Le costume des femmes est sobre de teintes, presque exclusivement noir ; il n'a d'originalité que dans la coiffe. Celle-ci varie suivant les régions et suivant les usages, et chacune diffère de ses voisines. La coiffe de Locquéholé, avec ses deux cornes, ne ressemble pas à celle de Saint-Pol, ornée de deux oreilles de chat, et n'est pas non plus celle de Saint-Thégonnec qui revêt la forme d'un casque rejeté en arrière. La coiffe de Morlaix, qui est portée exclusivement par les femmes de la ville, ressemble au dire des uns à une queue de homard, au dire des autres à une tête de cheval et diffère par sa sobriété de celles que nous avons citées. Les premières, en effet, peuvent être ornées de dentelles dont la finesse varie, ou de broderies plus ou moins riches, tandis que le petit bonnet de Morlaix ne comporte aucun ornement, n'est fait ni de dentelles ni de rubans et est unique dans son genre.

Ce qui donne l'impression d'un pays riche, même lorsque toutes les populations sont occupées à travailler la terre, c'est

la vue de ces « julots » qui paraissent s'être endimanchés pour accomplir leur tâche journalière, car les paysans de cette région portent toujours le même vêtement lorsqu'ils se livrent au travail des champs. Et cette impression se confirme lorsqu'on pénètre dans leurs intérieurs, qui allient un peu de confort moderne à la vieille tradition malpropre que le Breton du sud semble s'efforcer de maintenir. Dans presque toutes les maisons on croirait se trouver chez des fermiers cossus. Ils ont, comme le dit M. Vallaux (1), « rejeté les habitudes sociales » dont l'archaïsme sentait trop la misère et l'isolement d'une « société primitive » ; ils ont fait pénétrer chez eux un peu de bien-être en laissant toutefois la plus grande place aux institutions et aux habitudes locales qu'ils ont seulement modifiées.

Leurs maisons sont, en général, construites sur un type unique et comprennent un premier étage sur rez-de-chaussée, le tout surmonté d'un grenier. Le chaume a presque disparu de nos jours et la grande majorité est recouverte en ardoises d'Angers qui sont employées de préférence à celles dites de Quimper, considérées comme trop lourdes. Au rez-de-chaussée elles prennent jour par deux fenêtres qui encadrent une porte, et au premier étage par trois ouvertures, dont la disposition donne à ces maisons un air de coquette propreté. Une particularité existe presque partout, et dans toutes les fermes on remarque un petit corps de bâtiment construit en saillie, percé d'une fenêtre et qui, à l'intérieur, est ouvert sur la pièce principale qui contient les lits clos. C'est dans cette sorte de verrue qu'ils établissent en général leur salle à manger. Ils y mettent leurs bancs et leur table, au-dessus de laquelle se trouve le vaissellier, le « parayer », qui « balance ses cuillers de bois ».

Mais combien différentes sont les habitudes et les maisons du Breton de la Cornouaille. Dans cette région, la malpropreté règne en maîtresse, sauf peut-être dans une partie de l'arron-

(1) « La Basse-Bretagne », p. 63.

dissement de Quimperlé. L'habit échancré et brodé que nous avons trouvé dans le Léon fait place à une sorte de veston court sur lequel des carrés de velours juxtaposés dessinent un damier assez bizarre ; le gilet est moins échancré et cache une chemise d'une propreté souvent douteuse ; pas de cravate. Cependant, bien que le costume que nous venons de décrire se rencontre dans presque toute la région de Cornouaille, il faut reconnaître que, dans certains endroits, il revêt un caractère particulier, notamment dans la région qui s'étend entre Quimper et Douarnenez, et dans laquelle les hommes portent un vêtement dénommé « le glazick » de couleur bleue, orné transversalement de larges galons le plus souvent jaunes. De même à Pont-l'Abbé où, sous la veste noire, s'étale un gilet brodé de passementeries, de couleur jaune ou orange, qui tranche vivement sur le reste du vêtement. La région d'Elliant possède aussi un costume particulier, tout noir, il est orné de broderies étroites de couleur jaune, orangée et verte à la fois, qui se continuent dans le milieu du dos et se retrouvent formant un liseré sur la manchette. Mais que l'on examine les divers costumes que je viens d'énumérer, on trouvera chez tous un trait commun, le pantalon à pont taillé en « pattes d'éléphant » le plus souvent de couleur foncée, quelquefois quadrillé blanc et noir.

Le large chapeau de feutre est sensiblement le même que celui qui est porté dans le Léon. Il revêt une forme particulière dans la région de Carhaix et d'Huelgoat où, de forme plus rigide, il n'est agrémenté d'aucun ruban retombant sur les épaules.

Ces gens qui sont aussi peu soigneux de leur toilette ne peuvent avoir pour maisons que des taudis d'une saleté repoussante. Et c'est le cas de ces habitations qui servent à loger à la fois la famille et les animaux. Sous le même toit, côte à côte, vivent les enfants et le bétail. Les appartements ne sont séparés des écuries que par des minces cloisons qui laissent filtrer les odeurs de purin et de fumier. Quelquefois même ces cloisons n'existent pas, et seul, un meuble établit la séparation.

On ne peut pénétrer, sans des nausées, dans ces intérieurs qui n'ont ni air, ni lumière, et si on s'y aventure on est étonné de la misère qu'on y découvre. Construites le plus souvent avec des pierres grossières qui ne sont reliées les unes aux autres par aucun mortier, ces maisons sont couvertes en chaumes de blé ou en bruyères. Intérieurement la seule pièce destinée à la famille offre le même caractère de simplicité. Pas de parquet, pas de dalles, la terre battue forme le seul plancher. Et dans cette pièce unique, qui sert à la fois de chambre et de cuisine, grouille toute la famille souvent nombreuse, qui le serait plus encore sans les ravages de la maladie engendrée par l'état de malpropreté dans lequel vivent les habitants. L'hygiène n'y est pas soupçonnée. Ils couchent encore de nos jours dans les « lits clos », sorte de bahuts dont les portes mobiles se referment, ne laissant circuler l'air que par d'étroits orifices qui semblent pratiqués plutôt en vue de l'ornementation.

Il convient de constater cependant que l'habitation est depuis quelque temps déjà en voie de transformation, et que les maisons nouvelles procèdent d'une architecture à laquelle l'hygiène et la morale ne sont pas étrangères et qui est en partie l'œuvre du tourisme qui a, dans une large mesure, contribué à ce progrès.

Le mobilier qu'on trouve dans ces intérieurs anciens ou récents est à peu près le même. Il est aussi simple que sommaire, et chaque meuble correspond à un besoin. Rien de superflu : une table, un vaissellier, des bancs de bois, des lits clos, une planche à pain, une armoire, constituent toute la richesse d'un intérieur breton. Comme je le disais, une région de la Cornouaille fait exception, c'est celle qui forme l'arrondissement de Quimperlé, dans laquelle la terre, sans avoir la valeur de celle du Léon, est très appréciée et sur laquelle on pratique l'élevage des chevaux et surtout celui des bœufs dont la race pie-noire a donné des résultats merveilleux. Là nous retrouvons une catégorie de paysans tenant le milieu entre le « Julot » du Léon et l'agriculteur de la Cornouaille. Leurs maisons sont

assez bien tenues et donnent l'impression de la recherche d'un certain bien-être.

A côté de ces paysans qui ont conservé leurs costumes, nous trouvons une classe de Bretons, les pêcheurs, qui ont rompu complètement avec toutes les traditions du passé et qui, aujourd'hui, ne se différencient en rien de la masse des marins des autres ports. Ils portent le costume qu'on a l'habitude de voir dans tous les ports français et qui, s'il manque d'élégance, a une réelle commodité : béret basque, veste et pantalon gros bleu, costume qu'il recouvrent d'un vêtement ciré les jours de mauvais temps pour aller en mer. Cet abandon des vêtements bretons et peut-être aussi le peu d'attachement qu'ils témoignent pour la terre, leur vaut, de la part des autres paysans, un assez profond mépris, qui est d'ailleurs réciproque ; ils sont accusés avec acrimonie par les Bretons séparatistes d'adopter trop facilement les nouveautés. Un trait spécial est à ajouter propre aux marins de Douarnenez : chez les pêcheurs de ce port, il existe une très vieille coutume qu'ils conservent fidèlement et qui veut que leur tenue comprenne un chapeau haut de forme dont ils accompagnent leur vareuse lorsqu'ils assistent à une cérémonie. Ce singulier accoutrement ne manque pas de frapper l'attention ironique des étrangers quand ils voient défiler sous leurs yeux une noce ou un baptême.

Tel est, dans ses grandes lignes, le costume du Breton moderne ; je n'ai pas eu la prétention d'en faire une description complète, car, ainsi que je l'ai dit plus haut, il y a souvent, entre les communes voisines, des différences sensibles. J'ai présenté les traits spéciaux, et j'ai surtout insisté sur les plus saillants. Je vais maintenant essayer d'étudier aussi rapidement que possible le costume féminin de cette région, qui est encore plus varié et dont le trait dominant est la coiffe.

Si les costumes des femmes ont quelque peu varié, les coiffes ont gardé leur originalité primitive, et si, aujourd'hui, elles ont moins d'ampleur qu'autrefois, elles n'en ont pas moins conservé les formes anciennes. Les bonnets de cérémonie n'ont pour

ainsi dire pas subi de transformation, gardant tous quelque analogie avec la coiffe d'Anne de Beaujeu. Ces coiffes varient à l'infini, non seulement avec les régions, mais encore parfois avec les villages. Tantôt vaporeuses et formant des sortes de diadèmes comme dans la région de Pont-Aven, tantôt toutes petites comme dans la région de Quimper.

Avant de faire une description de ces coiffes, examinons le costume qui, presque partout, est le même et n'offre de différences sensibles que dans certaines régions très limitées. Les jupes d'abord ne sont pas restées telles qu'elles étaient autrefois, elles ont subi une évolution et se sont relativement « mises à la mode » ; elles sont larges et plissées tout autour des hanches où elles forment des bourrelets dont les élégantes augmentent encore le volume au moyen de rembourrages assez épais, le « bourlick », qui n'est ni esthétique, ni élégant. La robe et le corsage sont en général garnis de velours, sauf pour les costumes de cérémonie brochés d'or et d'argent chez les femmes, de soie chez les jeunes filles.

Le costume de la femme de Pont-l'Abbé est très caractéristique et son corsage se reconnaît entre tous, il est presque entièrement couvert de passementeries jaune et orange de l'effet le plus curieux et qui se rapproche beaucoup du gilet que portent les hommes de cette région.

Dans l'arrondissement de Quimperlé, le costume des femmes présente les mêmes traits essentiels que celui des hommes, et l'élégance des filles de Pont-Aven surprend quand on la compare à celle des filles de la région de Quimper. De couleur sombre, ce costume se complète par une vaste collerette qui descend assez bas dans le dos, découvrant presque entièrement les épaules et qui s'élève en s'évasant. Presque plus de « bourlick », plus de plis nombreux, mais une simplicité plus grande qui donne à la robe plus dégagée un aspect d'élégance.

Tels sont les principaux costumes des habitants de la Cornouaille. En commençant cette description, j'ai dit que la coiffe en constituait la principale originalité. Examinons main-

tenant ce point particulier, en prenant successivement les diverses régions.

D'Audierne à Douarnenez la coiffe est en dentelles et ressemble à une résille qui emprisonne les cheveux ; c'est la même coiffe qui est portée par les femmes du Cap ; mais ce qui les différencie, c'est que les premières portent sur leur costume un châle, en général noir, qui couvre complètement le corsage et descend même jusqu'au milieu de la robe.

De Douarnenez à Quimper les femmes mettent sur un chignon qu'elles échafaudent sur le sommet de la tête un tout petit bonnet appelé « bourledène », sorte de petit trapèze fait de dentelles plus ou moins fines suivant la situation et la fortune de celle qui le porte. Cette coiffure est d'une médiocre originalité, c'est celle de la campagne qui s'étend de Quimper à Rosporden.

Les deux coiffes les plus typiques sont celles du pays qui s'étend au sud de Pont-l'Abbé et celles de Pont-Aven et de Quimperlé qui, complétant le costume porté dans cette région, y sont du plus gracieux effet. La première règne dans le pays bigouden et en porte le nom ; elle paraît se tenir toujours en équilibre sur le sommet de la tête bien qu'elle y soit solidement fixée et qu'elle serve à retenir les cheveux fortement tirés sur la nuque et enduits de substances grasses et d'huile, ce qui leur donne un aspect assez répugnant. Comme celui de Quimper, ce bonnet est fait de dentelles, mais il est sensiblement plus haut et se complète par des sortes d'« oreillères », le plus souvent de velours brodé, dont les couleurs sont en harmonie avec celles du corsage. C'est, paraît-il, par pudeur qu'elles cachent leurs oreilles, et cette explication, que j'ai entendue bien souvent, ne manquera pas de surprendre ceux qui connaissent la dissolution des mœurs de ce pays. Les jours de fête, de larges rubans dont la couleur diffère avec les goûts, mais qui sont toujours de teintes vives, ajoutent leur originalité à ce costume déjà curieux par lui-même.

J'ai réservé, pour terminer, la description de la coiffe de Pont-Aven qui est d'une réelle élégance. Cette coiffe que l'on ren-

contre dans le pays qui s'étend de Fouesnant à Quimperlé, a la forme d'une sorte de diadème assez volumineux autour duquel s'enroule un ruban dont les extrémités flottantes retombent sur la collerette, et qui contribuent à donner à l'ensemble du vêtement le caractère d'élégance dont j'ai parlé plus haut.

J'en ai fini avec le costume. Il nous reste à étudier la mentalité des Bretons et à établir que si ces populations sont arriérées dans leur vie, dans leurs habitudes, dans leurs mœurs et dans leur outillage, elles le doivent uniquement à leur lamentable état d'esprit.

Je crois nécessaire d'exposer d'abord l'origine de ces populations et d'examiner de quels croisements successifs s'est formée la race qui peuple actuellement cette région.

Le Breton moderne (1) est un descendant direct des Celtes qui, après avoir occupé l'Europe centrale tout entière, étaient venus, refoulés par les invasions successives, se fixer dans cette région et avaient été arrêtés dans leur marche par l'Océan Atlantique. Ils s'étaient répandus, en l'an 56 avant J.-C., dans la Grande-Bretagne, l'Armorique, et aussi dans une bande de terrain longeant les côtes et se continuant jusqu'aux frontières méridionales de la Tarragonaise (Espagne).

Cette marche des Celtes à travers l'Europe, ce recul continu devant les invasions s'expliquent facilement lorsqu'on connaît le caractère de ces peuplades qui, bien que barbares, étaient pacifiques et préféraient la fuite devant un ennemi menaçant, à une lutte pour conserver le sol sur lequel elles s'étaient établies. Au cours de cette marche de l'Est à l'Ouest, les Celtes s'étaient trouvés en contact avec d'autres peuples et avaient déjà perdu la pureté de leur race, et il est à peu près certain aujourd'hui que les populations qui se fixèrent aux confins de

(1) Ces lignes sont un résumé des conclusions de M. Loth, dont la compétence en ces matières est universellement reconnue.

l'Europe Occidentale étaient déjà mélangées d'autres éléments et notamment de « Belgii ».

Laissons pour le moment de côté la partie des populations qui étaient allées se fixer en Grande-Bretagne, et que nous retrouverons plus tard, et examinons ce qu'il advint des Celtes qui s'établirent en Armorique.

Ceux-ci qui formaient plusieurs peuplades dont les plus importantes étaient celles des « Redons », des « Vénètes », des « Osismiens », des « Nannètes », des « Curiosolites », arrêtés dans leur course par la mer, ne pouvant plus fuir devant les invasions, avaient résolu de se fixer sur cette côte. En 56 avant J.-C., ils furent troublés dans leur quiétude par Jules César envahissant la Gaule ; ils furent vaincus par les armes de Publius Crassus, lieutenant de César, et se soumirent alors à Rome (Jules César, de Bello gallico, *Comm.* II-35 et III). Ils en acceptèrent la domination et restèrent soumis jusqu'au V^e siècle ; mais à cette époque la dislocation de l'empire romain ayant commencé, lorsqu'il craqua de toute part, dissolu à l'intérieur par les menées politiques, menacé sur ses frontières par l'invasion des Barbares, ils s'affranchirent et reprirent leur liberté sans devenir ce qu'ils étaient avant la conquête, car ils avaient connu la civilisation romaine et en avaient été pénétrés.

Ce contact de deux peuples d'origine différente, contact qui avait duré cinq siècles, avait apporté des modifications à la race celte qui se trouvait au moment de la chute de l'Empire, mêlée d'éléments disparates.

C'est vers cette époque que nous allons trouver la seconde branche des Celtes, celle qui était allée se fixer en Grande-Bretagne, et qui fit son apparition sur le continent pour y retrouver des peuples de même race. Ces Celtes avaient subi, sans l'accepter, la conquête saxonne, mais ils ne se soumirent pas, et repoussés peu à peu à l'Ouest du Severn et dans le pays de Galles, ils se virent enfin obligés d'abandonner la Grande-Bretagne. Ils vinrent donc entre 499 et 585 se joindre à leurs

frères d'Armorique et purent, par ce rapprochement, reprendre les traditions celtiques. A dater de ce jour, ils rentrèrent dans leur farouche indépendance, se désintéressant de tout ce qui se passait autour d'eux. Les guerres avec l'Angleterre et avec l'Espagne les laissèrent aussi indifférents que l'occupation par l'ennemi de certains ports de leurs côtes. Et lorsqu'un pouvoir absolu voulut s'imposer à eux, leur Parlement résista, soutenant leurs droits à une indépendance presque complète.

Cependant, malgré tous leurs efforts, leurs costumes et leurs traditions ne purent rester intacts et la monarchie leur imposa certaines de ses volontés. Elle leur refusa l'indépendance, fit appel au culte qu'ils professaient pour la mer et leur demanda des hommes pour former les équipages de ses navires : ils ne s'inclinèrent qu'à contre-cœur devant les ordres du Roi.

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, les Bretons gardèrent presque entière, on peut en convenir, leur autonomie, et la race resta ce qu'elle était au V^e siècle. Et lorsque la Révolution française apporta à la Bretagne la nouvelle de sa libération, c'est avec enthousiasme que ses habitants l'accueillirent, non pas à cause du progrès qu'elle apportait, mais parce qu'elle avait tué un régime qui leur avait refusé leur indépendance. Ils en furent heureux parce que cette époque de troubles leur permit de rompre la contrainte qui leur avait été imposée, parce qu'ils purent détruire tout ce que l'ancien régime avait établi chez eux, et revenir à leurs anciennes coutumes et à leurs antiques traditions.

Examinons maintenant les effets d'un siècle d'efforts, cherchons chez les descendants des Celtes qui peuplent actuellement le Finistère, quelle est leur mentalité et voyons si sous les mœurs d'aujourd'hui nous ne retrouvons pas les traces de leur hérédité.

Depuis un siècle, le régime de liberté toujours plus grande a laissé le Breton indifférent. Avant la Révolution, qui lui a donné cette liberté dont il jouit, il était relativement heureux et vivait sans souci et sans idéal sur la terre dont chacun possédait un

morceau ; c'est à cette division, à ce morcellement qu'il devait un certain bien-être. Tout près du seigneur il avait, en comparaison des autres serfs, une situation enviable, car les nobles bretons, propriétaires de domaines, n'étaient pas des seigneurs puissants. Passant leur vie loin de la Cour, enfermés dans leurs châteaux, ils partageaient un peu la vie du paysan qu'ils finissaient par connaître et à qui ils s'intéressaient. Ils avaient pour lui quelques ménagements, et l'ancien serf, habitué à se laisser vivre, nonchalant par nature, a continué à mener sa vie coutumière après 1789. Il ne demande de nos jours qu'à persister dans ses routines, dans ses occupations traditionnelles, et pourvu qu'on ne touche pas à ses coutumes, peu lui importe l'évolution du reste du monde. Il a continué à mener sa vie dans sa sphère sans jamais vouloir en sortir, et en dehors de sa Bretagne, il pense qu'il n'existe plus rien.

Tout ce qui n'est pas Breton —, j'ai insisté sur ce point dans mon avant-propos —, il le range dans une même catégorie. Français ou non, tous les autres hommes en Bretagne sont des étrangers dont tout bon Breton a le devoir de se méfier. C'est pour cela qu'il n'admet dans son intérieur que ceux qui sont nés exactement à l'ombre de son propre clocher, et tout ce qui n'est pas sa routine, sa coutume ou sa tradition l'effraie et exerce sur lui une action répulsive. C'est ce qui explique le rôle insignifiant que jouent dans ce pays les fonctionnaires, qui n'ont que peu de prise sur les populations. Et si l'on objecte que les fonctionnaires de cette région devraient être recrutés sur place et faire bénéficier de leurs conseils les paysans qui s'ouvriraient plus facilement à eux, je répondrai que cette solution possible offrirait un inconvénient pire, car elle aurait pour résultat d'entretenir plus vivace encore l'esprit particulariste breton, qui un jour finira cependant par céder.

Aujourd'hui encore ils méconnaissent volontairement le Gouvernement de la France, et cette institution n'est pas la seule qui ait été l'objet de cette défiance instinctive. La religion catholique notamment n'a pu s'implanter chez ce primitif qu'est le Finis-

térien, qu'au prix des plus persévérants sacrifices. L'Eglise romaine a dû s'adapter au milieu dans lequel elle se plaçait, et modifier sa manière d'être pour devenir bretonne. Ce n'est que de cette façon qu'elle a pu s'implanter dans ces contrées et s'y fixer par des racines profondes, car la Bretagne compte parmi les pays où cette religion a ses adeptes les plus ardents. Si, comme l'a fait le Gouvernement, elle avait voulu opposer aux Bretons un esprit uniformément rigoriste, elle se serait heurtée aux mêmes oppositions qu'ont trouvées toutes les institutions temporelles. Lorsqu'en 1790 on a voulu donner une organisation à la France, sans se préoccuper de créer pour chaque région une administration adaptée à ses mœurs, on s'est efforcé de lutter surtout contre une division du pays ; on a imaginé un type unique d'administration ; on a voulu non pas édifier les institutions sur les mœurs locales, mais obliger les populations à modeler leurs esprits sur les règles qu'on leur imposait, pour arriver plus rapidement à l'unification de la France. En Bretagne on s'est heurté au tempérament et au caractère des habitants, on en a fait des révoltés et ce ne sera que difficilement, après de longs efforts, qu'on arrivera à apporter un changement et un progrès.

L'Eglise, elle, loin d'être brutale, a compris qu'il fallait qu'elle fit preuve d'une très grande souplesse, et c'est uniquement à cette façon d'agir qu'elle doit sa prépondérance.

Alors que le Gouvernement imposait ses lois aux Finistériens qui n'en ont retenu que l'obligation de se présenter au service militaire, par crainte du gendarme, et celle de payer leurs impôts, par crainte de l'huissier, l'Eglise, se faisant plus conciliante, a, sans hésitation, adopté les dieux païens que les Bretons adoraient.

M. Loth, dans une remarquable étude de ces questions, explique comment l'Eglise catholique a fait une place « à la légende du dieu Lug ». Ce dieu, esprit du mal, croyaient les anciens Bretons, avait des enfants qui, eux, étaient des esprits du bien. Le premier était redouté, les seconds étaient adorés et leur culte était célébré partout. Lorsque le catholicisme s'im-

planta, il comprit qu'il ne parviendrait pas à déraciner cette croyance, et bien que Rome méconnût Lug, le clergé local lui fit une place dans les doctrines qu'il enseignait. Il le plongea en enfer parce qu'il était méchant. Il en fit de même pour ses enfants parce que seuls ils étaient capables de s'opposer aux méchancetés de leur père.

Et ce n'est pas seulement à Lug que l'Eglise du Finistère a ouvert ses portes. Elle a accepté d'honorer des saints aussi innombrables que peu authentiques. Le calendrier de l'Union régionaliste bretonne, — qu'à titre de curiosité je reproduis ci-dessous, — est rempli de ces saints de convention, j'allais dire de contrebande. De tous, à part saint Yves, aucun n'a été canonisé, et saint Corentin lui-même, dont les histoires légendaires sont connues dans toute la Bretagne, le sauveur du roi Graalon, qui est adoré à l'égal d'un dieu, n'a pas reçu de Rome la consécration officielle ; comme saint Pol-de-Léon, il a continué à recevoir du clergé breton l'hommage d'un culte auquel il n'a aucun droit.

Table des noms des Saints

*Extrait du livre « Les Vies des Saints de la Bretagne Armorique »,
de M. Fr. Albert le Grand, de Morlaix.*

Saint Aaron.
Saint Armel.
Saint Arthian ou Martian.
Saint Aubin.
Sainte Azénor.
Saint Béal.

Saint Benoît de Macerac.
Saint Bieuzy (Pierre son-
nante, 29).
Bonne-Nouvelle (Fondation).
Saint Brendan ou Brévalaire.
Saint Briac.

Saint Briec.
Saint Budoc, Abbé de Lavré.
Saint Cado.
Saint Cadouan, Cadwan ou
Guéthénoc.
Sainte Candide ou Nennok.
B. Charles de Blois.
Sainte Christine ou Chrétienne.
Saint Clair.
Sainte Clervie.
Saint Colodoc, Ké ou Kénan.
Saint Colomban.
Saint Conogan ou Guenegan.
Saint Convoyon.
Saint Corentin.
Saint Derrien et Saint Né-
venter.
Saint Dominique.
Saint Donatien et Saint Ro-
gation.
Saint Efflam.
Saint Eguiner ou Guiner.
Sainte Eliboubane.
Sainte Enora ou Honora.
Bienheureuse Ermengarde
d'Anjou.
Saint Ethbin.
Sainte Evette.
Saint Félix, Abbé de Rhuys.
Saint Félix, Evêque de Nan-
tes.
Le Folgoat (Fondation).
Saint Fragan.

Bienheureuse Françoise
d'Amboise.
Saint Friard et Saint Secon-
del.
Saint Geldouin.
Saint Gestin.
Saint Giequel ou Judicael.
Saint Gildas.
Saint Gobrien.
Saint Goeznou.
Saint Gohard.
Saint Goneri.
Saint Goulven.
Saint Gudwal ou Goual.
Saint Guen-Ael.
Saint Guénégan ou Conogan.
Saint Guingaloc.
Saint Guénolé, Abbé de Lan-
dévénec.
Saint Guénolé, Moine.
Sainte Guenn ou Blanche.
Saint Guéténoc, Gvennec ou
Venec.
Saint Guevroc.
Saint Guillaume.
Saint Guiner ou Eguiner.
Saint Gunstan.
Saint Gurval.
Sainte Haude et Saint Tan-
guy.
Saint Hélier.
Saint Herblond ou Herme-
land.
Saint Herbot.

Saint Hernin ou Thernen.
Saint Hervé.
Saint Hiltut ou Iltut.
Saint Hoardon.
Sainte Honora ou Enora.
Saint Hyvarnion ou Hoarvian.
Saint Idunet.
Saint Jacut.
Saint Jaoua ou Joévin.
Saint Jean-Baptiste (Trans-
lation de son doigt).
Saint Jean de la Grille.
Saint Jean Discalecat.
Saint Jean de Saint-Samson.
Saint Josse ou Judoc.
Saint Judicael ou Gicquel.
Saint Judoc ou Josse.
Saint Ké, Kénan ou Colodoc.
Saint Kerrien ou Querrien.
Saint Kirecq ou Guévroc.
Saint Léonor ou Lunaire.
Saint Magloire.
Saint Majan.
Saint Malo.
Saint Marcoul.
Saint Martin de Vertou.
Saint Maudez ou Mandé.
Saint Maurand ou Moderan.
Saint Maurice.
Saint Meen.
Saint Mélaine.
Saint Méliau ou Miliiau.
Saint Mélar ou Méloir.
Saint Mériadec.
Saint Moderan ou Maurand.

Sainte Nennok ou Candide.
Saint Néventer et Saint Der-
rien.
Saint Nona ou Vougay.
Sainte Osmane.
Saint Pasquier.
Saint Patern, Evêque de Van-
nes.
Saint Paterne, Evêque d'A-
vranches.
Saint Paul-Aurelien ou Pol-
de-Léon.
Sainte Pompée.
Saint Primel.
Saint Quay, Ké ou Kénan.
M. P. de Quériolet.
Saint Querrien ou Kerrien.
V. P. Quintin.
Saint Quirec, Kirec ou Gué-
vroc.
Saint René, Evêque d'Angers.
Saint Riok.
Saint Riok, Riec ou Riou.
Sainte Rivanone.
Saint Rivoaré ou Riovaré.
B. Robert d'Arbrissel.
Saint Rogatien et Saint Do-
natien.
Saint Ronan.
Saint Salomon.
Saint Samson.
Saint Sané.
Saint Secondel.
Sainte Sève.
Saint Sezny.

Saint Similien.	Saint Tugdual.
Saint Suliau.	Saint Urfol, Urfoed ou
Saint Tanguy et Sainte	Wlphroedus.
Haude.	Sainte Ursule et les Onze
Saint Téliau.	mille Vierges.
Saint Ténénan.	Saint Venec, Guennec, Gué-
Saint Thernen.	thenoc.
Saint Thivisiau, Thuriau ou	Saint Vial ou Vital.
Thurien.	Saint Vittor de Campbon.
Sainte Thumette.	Saint Vincent Ferrier.
Saint Thuriau, Thurien ou	Saint Vougay ou Nona.
Thivisiau.	Saint Vinokh.
Sainte Triphine et Saint Tré-	B. Yves Mahyeuc.
meur.	Saint Yves.

Les divinités païennes elles-mêmes ont une place dans les églises, et aucun recteur ne s'est encore préoccupé de les en chasser. Saint Vénérand reçoit les prières des fidèles qui ignorent son origine et ne savent pas qu'il n'est qu'une déformation de la divinité Vénus qui avait autrefois des temples même en Armorique. C'est dans un de ces monuments aux inscriptions effacées que les « Welches » purent lire le mot *Venerem* ; ils imaginèrent de créer une légende autour de ce nom et en firent un de leurs dieux. Ces exemples ne sont pas isolés, et on pourrait en citer beaucoup d'autres car le clergé local s'est assimilé toutes les légendes anciennes ; il les a sans doute quelque peu façonnées, mais toutes subsistent : c'est saint Guénolé qui sauva la Bretagne d'une disparition certaine ; ce sont toutes les pierres, toutes les fontaines miraculeuses attribuées à l'influence des saints bretons que l'Eglise comprend dans son enseignement, en un mot toute l'ancienne religion païenne façonnée comme je le dis plus haut.

Et c'est à cet état d'esprit que l'Eglise bretonne doit son influence. Pendant que l'Etat lutte sans succès contre l'esprit traditionnaliste et essaie, malgré la résistance qui lui est oppo-

sée, de le plier à la discipline sociale, l'Eglise en guerre ouverte contre l'Etat s'installe à sa place, et acceptant les mœurs et les traditions celtiques, domine sans réserve sur ces populations.

Examinons alors de quels éléments est formé le caractère des Bretons, demandons-nous quelles sont leurs qualités et quels sont leurs défauts.

Le Finistérien est un être étrange ; ses qualités sont peu perceptibles d'abord et se devinent à peine en pleine lumière. On peut traverser l'étendue de cette région sans être frappé par le caractère dominant de cette race qui, au premier contact, paraît absolument terne. Mais l'opinion change si on se rapproche de ces populations, si on les étudie avec attention, si on se mêle à leur vie. On remarque alors que si aucune de leurs qualités n'est saillante, c'est qu'ils possèdent au même degré les défauts correspondants. Cette opinion peut surprendre, elle est cependant justifiée si on prend des exemples.

Les qualités dominantes qu'on trouve d'abord chez le Breton sont l'amour du travail et la bravoure. La première est fréquente chez les paysans, la seconde se trouve surtout chez les pêcheurs de la côte.

Le premier est un rude travailleur, âpre au gain, ne marchandant ni son temps ni sa peine, pour faire rapporter à son champ, avec l'outillage sommaire dont il dispose, le plus grand rendement possible. Levé avec le jour, il travaille sans repos, et exige que tous autour de lui suivent son exemple. A part les vieillards usés par l'âge et le travail, tous s'occupent, et on ne voit pas, comme dans d'autres régions de la France, des groupes compacts d'oisifs fumer leur pipe ou remplir les cafés aux heures de travail aux champs. Avec une persévérance qu'on ne saurait trop louer, le Breton s'acharne au labeur le plus dur et le plus ingrat. Rien ne l'arrête pour avoir de l'argent, dont il est amoureux sans en être avare. Mais une fois le gain amassé, il le dépense avec une facilité surprenante. Le fruit de ses travaux lentement recueilli, il le dissipe au cabaret sans compter, il boit par plaisir, par passion, et ce

vice, sur lequel je reviendrai longuement, contraste singulièrement avec ses habitudes de travail qui devraient en être exclusives.

Le marin possède d'autres qualités, et au plus haut point la bravoure ; elle ne peut lui être contestée, bien que certains prétendent qu'elle est faite d'égoïsme. Certes non ; le marin aime le danger pour lui-même, il secourt ses semblables dans un sentiment de profonde philanthropie et non par intérêt ; il ne se dit pas que le lendemain, peut-être, il devra faire appel au secours de ses semblables. Braves, les marins bretons le sont au suprême degré. Leurs sauvetages ne se comptent plus, et aux jours de fête on peut voir s'étaler sur leurs poitrines de nombreuses médailles, témoignages officiels des actes d'héroïsme qu'ils ont accomplis. Une noble émulation règne entre les pêcheurs des divers ports, et ceux qui ont à leur actif quelques exploits, en sont légitimement fiers. Leurs actes de courage sont innombrables, et les annales des diverses agglomérations maritimes en sont pleines. Ils poussent la bravoure jusqu'à la témérité, ils s'acharnent contre les éléments déchainés et veulent arracher à la mer le plus grand nombre possible de victimes. Sans souci du danger ils ne reculent devant rien, et j'ai été personnellement le témoin de leur héroïque conduite.

C'était à Quiberon, par une formidable tempête, un trois-mâts norvégien démâté, sans gouvernail, allait à la dérive. Sur la plage, battue par les éléments déchainés, était accourue toute la population de ce port qui assistait, impuissante, à l'horrible spectacle d'un navire en perdition à quelques centaines de mètres de la côte. On entendait les appels de détresse que lançaient les matelots, leurs supplications, et, cependant, aucun espoir ne leur était permis, car c'eût été aller au devant d'une mort certaine que de vouloir tenter de les sauver. Et malgré les dangers d'une pareille entreprise, j'ai vu les pêcheurs, après quelques minutes de délibération, se porter en masse vers l'abri qui renfermait le bateau de sauvetage, prêts à affronter une mort certaine, pour tenter de secourir les nau-

fragés. Il fallut toute l'autorité du patron du bateau, les supplications et les efforts de leurs femmes, pour les décider à abandonner leur projet. Et ils restèrent sur la plage, muets, assistant à l'agonie de leurs semblables, jusqu'au moment où le navire, violemment jeté contre les roches, vint s'ouvrir, livrant à la mer les corps de 28 matelots. Ils partirent alors tristement, sans parler, mais tout indiquait dans leur attitude qu'ils se reprochaient leur inaction. Ils n'osaient se regarder, et paraissaient honteux de leur conduite.

Mais à côté de ces qualités d'héroïsme, il est un défaut honteux, l'amour exagéré du lucre qui les pousse au vol qu'ils commettent avec une sorte d'inconscience ingénue. Sans scrupule, ils détroussent les naufragés qu'ils ont arrachés à la mort, et si nous ne trouvons plus les actes de piraterie d'autrefois, nous reconnaissons, dans le Breton actuel, le descendant des corsaires et des pilliers d'épaves, dont les histoires légendaires sont arrivées jusqu'à nous.

Dans l'étude de M. Bourde de la Rogerie, que j'ai citée plus haut, nous trouvons un exposé chronologique des principaux pillages, dont les archives de l'Amirauté ont gardé la trace. Je dis principaux, car à cette époque on négligeait de s'occuper des accidents survenus aux barques de pêches. En lisant cette étude, il est facile de se faire une idée de ce qu'était le pêcheur d'autrefois. En résumant ces récits, je voudrais montrer l'atavisme chez le Breton, et prouver que le temps n'a presque pas modifié sa mentalité. Je signalerai seulement quelques faits dont certains sont presque contemporains et qui se sont produits à l'occasion de naufrages sur les côtes d'Armorique.

La première affaire réellement grave que l'on puisse signaler, fut le naufrage du vaisseau le « Saint-Jacques », échoué sur les rochers de la Torche, le 30 novembre 1716. Le capitaine, après avoir constaté que tous ses efforts seraient vains et qu'il ne restait aucun espoir, abandonna son navire et gagna la côte à la nage. A peine avait-il atterri, que les riverains se

précipitèrent sur lui, lui enlevèrent sa culotte qui contenait quelques louis d'or, sa chemise, les boutons qu'il portait au col et aux manches ; rien ne fut épargné, et les cadavres qui s'échouèrent sur la côte furent dépouillés de leurs vêtements. La population des villages voisins, conduite à ces actes de brigandage par le recteur de Plomeur lui-même, pilla complètement la cargaison du navire. Une sanction intervint, mais la répression fut platonique, et l'audace des pillleurs d'épaves en fut augmentée.

Le 19 février 1719, la « Catherine » venait se perdre dans la baie des Trépassés. Grâce au zèle et au dévouement de l'équipage, il fut possible d'échouer le navire sur le sable. Pendant la nuit, une cohorte d'hommes et de femmes des villages voisins prirent le chemin de la grève, et commencèrent le pillage, malgré tous les efforts de l'équipage. Cette affaire, pas plus que la précédente, ne reçut de sanction efficace.

Après ces exemples, on pourrait croire que cette mentalité est propre aux habitants d'une seule région, il n'en est malheureusement rien. Ces habitudes sont celles de toutes les côtes, dont l'histoire lamentable nous est racontée.

Ainsi, à l'île de Sein, notamment, les habitants paraissent avoir été les maîtres dans l'art de détrousser les naufragés, et ils semblent n'avoir pas hésité devant la profanation. Le 18 janvier 1724, le « Sarat » se brisa dans les parages de cette île. Dans ce naufrage, un prêtre, François Morphy, trouva la mort. Par je ne sais quel oubli incompréhensible on négligea d'enlever l'argent qu'il avait dans ses poches. « Etrange oubli, — dit M. de la Rogerie —, qui fut réparé quatre ans plus tard. »

Et cette phrase indique à merveille l'état mental des populations de la côte, ce n'est pas la seule que nous retrouvions dans l'ouvrage de M. de la Rogerie qui, avec une rare compétence, a étudié pendant les longues années de son séjour à Quimper, les mœurs et le tempérament bretons. Quelques lignes plus loin, nous lisons : « Il semble que pendant près

» de deux ans, les îliens furent privés d'aubaines semblables
» à celle que leur avait valu le malheur du « Sarat », mais,
» le 30 janvier 1726, ils eurent le plaisir de voir le navire
» anglais, « Le Parker de Londres », s'engager dans un pas-
» sage dangereux, et exécuter de fausses manœuvres qui
» présageaient un naufrage prochain. »

Et ici, nous allons voir apparaître les pillleurs d'épaves des vieilles légendes, ceux qui recherchaient des proies, ceux qui, non contents de profiter d'une aubaine, la faisaient naître, qui, insoucians de la vie humaine, n'avaient en vue que leurs intérêts :

Pendant que sur le rivage les îliens souhaitaient la perte du « Parker », l'un d'eux, moins inhumain que les autres, Joseph Cariou, se rendit à bord, et par ses conseils éclairés et la connaissance qu'il avait de ces parages, il aida le capitaine à remettre son navire dans la bonne voie. Cet acte de générosité fut mal interprété par la population de l'île. Furieux de voir échapper la proie qu'ils convoitaient, les îliens sautèrent dans leurs barques et se dirigèrent vers le navire qu'ils envahirent. Ils en chassèrent brutalement le malheureux Cariou, et le « Parker », privé d'un pilote, reprit, malgré les efforts du capitaine, sa marche à la dérive, aidé en cela par les pirates qui se réjouissaient de leur entreprise. Une roche menaçante, sur laquelle déjà l'avant-veille le bateau avait touché, se dressait dans le chenal. Pour y jeter plus sûrement le navire et le perdre irrémédiablement, les îliens coupèrent les voiles et toutes les commandes, et firent si bien que, peu après, le navire vint se briser sur la roche fatale. Comme les précédents, ce crime fut laissé impuni, et l'inaction coupable des magistrats de cette époque encouragea les marins à poursuivre leurs exploits.

Trois mois plus tard, un bâtiment hollandais, le « Gomaxès-Nicolas », qui avait été découvert entre deux eaux, fut vendu

aux enchères ; le prix en provenant fut partagé et servit à payer de copieuses libations (1).

De 1719 à 1730, sur trente naufrages qui se produisirent sur la côte de Bretagne, trois furent suivis de pillage, et on en aurait compté un plus grand nombre si, dans certaines communes, les prêtres et les gentilshommes n'étaient venus apporter leur protection aux malheureux naufragés.

A cette époque se produisit un fait nouveau qui mérite d'être signalé. Alors que, jusqu'en 1720, les juges de l'Amirauté s'étaient désintéressés de ces crimes, refusant d'en rechercher les auteurs, il semble que les magistrats d'alors aient essayé de retrouver les coupables de ces pirateries, et de les punir.

Vers l'année 1720, nous trouvons notamment contre les habitants des régions environnant Quimper (2), des jugements prononçant des peines sévères contre les pillards d'épaves. Tel fut le cas d'un nommé P. Le Faver, qui fut condamné à être flétri au pilori, marqué d'un fer chaud portant la figure d'une ancre, et à être banni de la ville pour avoir volé une voile dans une gabarre au port de Quimper (1725). Malgré ces sanctions le résultat obtenu fut à peu près nul. La passion que ces populations vouaient au vol était si tenace que malgré la crainte d'une condamnation, lorsqu'en 1726 le navire « La Patience » vint s'échouer sur la côte, sa cargaison ne fut pas épargnée et le navire fut dépouillé de tout ce qui était susceptible d'être enlevé. Les juges, dès qu'ils eurent connaissance de cet acte, décidés à faire cesser ces brigandages, prononcèrent contre les coupables des peines d'une sévérité exceptionnelle. Je n'en veux pour exemple que le cas du nommé Lucia qui, pour avoir enfoncé un baril de beurre dont il n'avait pris que sa part, fut condamné à 5 ans de galères, à 10 livres d'amende et à 51 livres de dom-

(1) Interrogatoire des témoins. Archives du Finistère. Fonds de l'Amirauté de Cornouaille. Série B, 4338.

(2) LA ROGERIE.

mages-intérêts. Ce ne fut pas le seul qui, pour cette affaire, eût à subir la sévérité des juges ; d'autres peines moins dures, à la vérité, furent infligées à des comparses : personne ne fut épargné. L'effet de ces nouvelles sanctions fut nul. Il est possible de citer à cette époque, sur toute la côte, des actes de pillage plus ou moins importants qui prouvent que rien ne pouvait empêcher ces populations de commettre leurs actes abominables. Quelques années après notamment, malgré l'intervention du curé de l'île de Sein, lorsque l'« Ange-Raphaël », de Bordeaux, vint, le 2 décembre 1739, se briser aux abords de l'île, un pillage sans merci eut lieu. 5.500 livres en or, en argent ou en bijoux furent enlevés. Grâce à l'influence du recteur, 420 livres furent rendues, le reste fut gardé par les pilleurs.

Et je pourrais encore citer de nombreux exemples, mais je m'arrête car je crois avoir montré ce que fut le Breton de la côte. Voyons maintenant ce qu'il est de nos jours.

Il est le digne descendant des auteurs des brigandages que nous venons de raconter. Il agit comme eux avec une naïveté qui déconcerte et sans se rendre compte de l'extrême gravité de ses actes. Vivant près de la mer, il a l'habitude de trouver dans ses fonds tout ce qui est nécessaire à sa vie et à celle de sa famille. Il considère que toutes les richesses qu'elle contient appartiennent au patrimoine commun, et que s'approprier les épaves qui viennent à la côte n'est pas un vol. Il ne se passe pas de naufrage sur les côtes sans que l'on ait à enregistrer des réclamations, sans que des plaintes soient portées pour vol d'objets mobiliers.

Cependant il faut reconnaître que, contrairement à ce qui s'est produit au cours du XVIII^e siècle, les actes de brigandage ayant un caractère odieux se font de nos jours de plus en plus rares. On en rencontre encore cependant qui sont révoltants d'atrocité ; nous n'avons pas à remonter bien haut dans nos souvenirs pour en trouver des exemples.

Un des derniers en date sur lequel nous avons les renseignements les plus précis, prouvera que la nature du marin breton

est toujours la même, et que si les progrès de la civilisation ont fait disparaître le corsaire, ils n'ont pu brusquement changer la mentalité des habitants de toute une région, et que dans l'âme de chacun sommeillent des pensées criminelles que l'occasion fait apparaître.

Il est évident que nous ne voyons plus ces gens qui, promenant des torches enflammées sur le dos de leurs bœufs le long des parages dangereux, attiraient les navires, mais nous retrouvons toujours la mentalité de ce vicomte du Léon qui, montrant dans son domaine une roche sur laquelle de nombreux navires étaient venus s'échouer, disait que c'était le plus beau diamant de sa couronne. Le naufrage du « Drummont-Castle » nous donne une idée exacte de ce que sont capables de faire les populations maritimes du Finistère.

Dans la nuit du 16 au 17 juin 1896, le paquebot anglais qui se rendait à Liverpool, longeait les côtes de l'île Molène. Enveloppé depuis plusieurs jours par un brouillard épais, le capitaine dirigeait la marche de son navire avec l'unique concours des moyens du bord et, trompé dans ses calculs par une erreur bien compréhensible, il se croyait encore loin de toute côte. Pour fêter l'arrivée prochaine au port, une grande fête avait été organisée à bord. Vers minuit, au milieu du bal, une formidable secousse vint ébranler le bâtiment entier. Une profonde angoisse s'empara de tous les passagers qui, dès qu'ils comprirent l'horrible réalité, se précipitèrent sur le pont. Ce fut une ruée indescriptible vers toutes les issues des salons, mais cette précipitation devait être vaine ; en trois minutes, le navire avait coulé, entraînant avec lui dans cette terrible catastrophe les 297 personnes qu'il contenait, et qui presque toutes trouvèrent la mort. Ce désastre, bien que s'étant produit à quelques milles seulement de Molène, aux « Pierres Vertes », serait passé inaperçu, et personne n'aurait jamais connu la triste fin du « Drummont-Castle », si un bateau langoustier n'avait recueilli deux marins de l'équipage qui, à cheval sur une épave, entraînés par les courants vers la pointe du Stiff, demandaient du

secours. Dès que les premiers détails du naufrage arrivèrent à Ouessant et à Molène, tous les pêcheurs partirent pour sonder l'Océan, à la recherche des naufragés à sauver, peut-être aussi pour essayer de tirer quelque profit d'une semblable aubaine. Ils retirèrent de la mer quelques cadavres, qui furent inhumés avec la plus grande solennité, et, dans cette occasion, on ne peut relever à l'encontre des habitants de Molène aucun fait répréhensible. Pendant les quelques jours qui suivirent, les insulaires trouvèrent sur leur grève les corps que la mer y rejetait, et c'est devant ces naufragés, que la mort avait surpris dans leurs parures de fête, que devait reparaître leur atavisme. Ils dépouillèrent ces cadavres avec une férocité sans nom, qu'aucun auteur n'a révélée, mais dont on parle parfois encore aujourd'hui ; ils enlevèrent les vêtements et, fait plus grave, plus odieux, pour s'approprier les bagues que portaient les femmes, et qu'ils ne pouvaient retirer de leurs mains tuméfiées, ils n'hésitèrent pas à couper les doigts.

Et ce sont ces hommes qu'on a félicités, ce sont eux, dont la presse entière a célébré les exploits, qui, sans remords, ont accepté les récompenses qui leur furent remises au nom de l'Angleterre par sir Edmond Monson, ambassadeur britannique à Paris.

Une nouvelle preuve de leur mentalité nous fut donnée en 1902, lors du naufrage du « Vesper », qui vint s'échouer dans les parages d'Ouessant. Ce navire, qui transportait une quantité assez considérable de fûts de vin, pris par la tempête, sombra, et sa cargaison fut rejetée sur la côte d'Ouessant et sur celle de Plounéour-Trez. Dès que les premières épaves furent trouvées à Ouessant, les populations commencèrent à parcourir les plages à la recherche de ces richesses, qu'elles s'approprièrent sans le moindre scrupule, et elles furent partagées entre tous les habitants de l'île. Dans chaque maison, tous les réceptifs susceptibles de contenir un liquide furent utilisés, et, pendant de nombreux jours, on but le produit de ces rapines. A Plounéour-Trez, par crainte de la gendarmerie et de l'admi-

nistration des contributions indirectes, les recherches ne se pratiquèrent que de nuit, et le transport s'effectua sur des charrettes escortées de véritables brutes, armées de gourdins, prêtes à s'opposer par la force à toute tentative des agents du fisc. Ce fut pendant de longs mois une fête continuelle. L'ivresse fut générale chez les femmes, les enfants, les jeunes gens et les hommes.

Plus récemment encore, dans la nuit du 2 au 3 septembre 1905, un navire anglais, « Unzuonbi », vint s'échouer dans les parages de Molène. Sa cargaison, composée de bananes et de maïs, fut mise au pillage par les habitants de cette île, et il n'en serait rien resté si, après quelques jours, on n'avait réussi à renflouer le navire et à le conduire à Brest.

De nos jours, la création de phares puissants qui permettent aux navires de se diriger dans leur course, a diminué le nombre des naufrages sans faire régner sur la côte une sécurité absolue. Hier encore, deux vapeurs italiens se sont échoués sur les récifs de « Ware-Hir » et ont été mis à sac par les riverains, qui ont vendu quantité de ferraille et des objets de toute sorte (1).

Je crois que cette mentalité est à ce point ancrée chez les Bretons que lorsque plus tard les annales de la navigation auront enregistré de nouveaux sinistres sur les côtes armoricaines, elles mentionneront, en même temps que le courage des marins, leur amour féroce du lucre ; et je doute qu'avant longtemps on puisse modifier ces déplorables habitudes.

(1) « Les Pilleurs d'épaves. — Brest, 11 novembre 1913. — Deux vapeurs « italiens échoués depuis plusieurs mois sur les récifs de Ware-Hir, et « vendus par les armateurs à un industriel de Brest, ont été complètement démolis par les riverains. Les pilleurs d'épaves ont vendu quantité « de ferrailles et d'objets de toute sorte à deux marchands de métaux « étrangers au pays qui s'étaient installés à proximité du lieu du naufrage. Ces derniers revendaient à des marchands en gros les objets « achetés par eux à vil prix. Le Parquet a ouvert une enquête. Des arrestations sont imminentes. » (*Le Matin*, 11 novembre 1913).

Il existe chez le Breton un autre trait de caractère, qui est à la fois une qualité et un défaut, c'est son entêtement obstiné. Dans ses travaux, dans toutes ses entreprises, il fait preuve d'une ténacité louable, mais sans discernement. Il tient tête à tout, rien ne le rebute, et c'est au prix de ses efforts persévérants, qu'il est arrivé à faire de son pays ce qu'il est actuellement au point de vue agricole. Mais, si les Bretons partent d'un point de départ faux, ils ne l'abandonneront pas. Contre les éléments, qui seront sans cesse victorieux, ils lutteront sans merci, ne comprenant, ou ne voulant comprendre aucun raisonnement. Remplis de préjugés, ils ne tiennent que rarement compte des progrès économiques et continuent le plus souvent à exploiter leurs champs en suivant les vieilles méthodes.

Nous venons de voir dans ce premier aperçu les qualités que le Breton possède, ainsi que les défauts correspondants, antithèse qui empêche ces qualités de ressortir en pleine lumière. Je vais parler de ses vices.

Les mœurs finistériennes révèlent une très grande hypocrisie et une absence totale de sens moral. Cette assertion sera certainement critiquée, ne serait-ce que par ceux qui pourront se croire visés. Je vais essayer de justifier mon opinion par des statistiques contre lesquelles on ne pourra pas s'élever.

Hypocrite, le Breton l'est au dernier degré. Soumis et respectueux, toujours de l'avis de celui qui lui parle, il donne au premier abord l'impression d'un être facile à modeler. Et cependant, lorsqu'on a pu le voir tel qu'il est en lui-même, lorsqu'on a pu pénétrer dans ses sentiments, quelle surprise vous est réservée ! Il vous apparaît alors tout différent du Breton que vous connaissez ; et, lorsqu'après plusieurs observations, alors qu'on connaît d'une façon certaine ses véritables sentiments, on se trouve en présence de leur apparence hypocrite, on est saisi d'un profond écœurement.

Je me suis souvent demandé d'où pouvait provenir ce défaut ; s'il était en quelque sorte congénital à la race, ou s'il était dû à des influences extérieures. J'ai été amené à penser que son

hypocrisie était due tout d'abord à une prédisposition intime de la race, mais que ces dispositions natives avaient été développées par l'établissement de l'Eglise catholique. Ce sont les règles strictes de cette religion qui ont orienté le peuple breton à l'opposé des tendances matérialistes qui sont au fond de son tempérament. Par son influence, le clergé lui a imposé une apparence humble, décente et pieuse, mais il n'a pu modifier que l'extérieur et n'a pu changer les sentiments. Sous ces dehors trompeurs, le Breton cache un orgueil incommensurable et une opinion très haute de sa valeur. Il semble, en apparence, se plier aux statuts religieux, mais, dans le fond, il est ataviquement convaincu de l'écrasante supériorité de sa race, et il persiste, malgré la morale chrétienne, à proclamer la suprématie des droits individuels, qui lui permet tous les abus. Devant l'influence du clergé, il a compris qu'il fallait se soumettre, et il a paru se plier. Mais ce n'a été qu'une apparence. Convaincus de la puissance de leurs dieux, et comprenant l'impossibilité fondamentale d'allier la métaphysique romaine à leurs doctrines, les Bretons ont appris à se composer une attitude toute faite d'hypocrisie. Et c'est ce sentiment, transmis par l'hérédité, que nous retrouvons dans tous les actes de la vie journalière.

Ce n'est malheureusement pas leur seul défaut. Il en est un autre que je dois signaler : le manque complet de sens moral. Cette constatation nous apparaît dans tous les rapports que les Bretons ont entre eux, et il est possible de le prouver par des statistiques précises qui ont leur éloquence.

Les enfants ne les préoccupent guère. Venus souvent malgré eux, les Bretons les acceptent, ou plutôt les tolèrent, et les laissent grandir sans aucun soin. La propreté physique n'est même pas soupçonnée, et on pourrait à ce propos entrer dans des détails que je préfère passer sous silence. La mortalité infantile est, dans le département du Finistère, plus élevée que partout ailleurs ; et cependant, grand a été l'effort fait par ceux qui avaient la charge d'administrer ces populations. Malgré les con-

seils qui leur ont été prodigués, malgré les affiches rédigées en langue bretonne, dans laquelle on faisait ressortir les dangers d'une alimentation précoce, le résultat obtenu a été insignifiant, si l'on considère l'effort qui a été fait.

Le tableau ci-dessous le prouvera clairement, car j'ai rapproché le Finistère d'autres départements dans lesquels le taux de la natalité est sensiblement le même, et je l'ai également rapproché de départements dans lesquels le taux de la natalité est moindre de moitié. Il sera facile de se rendre compte, par le simple examen de ces chiffres, de la véracité de ce que je viens d'avancer.

L'absence de sens moral apparaît surtout lorsqu'on voit l'effet que produit sur les familles la mort d'un des siens. Avec une indifférence qui étonne chez ces populations, le Breton apprend la mort d'un de ses enfants, sans s'en montrer autrement affecté. Egoïste à l'excès, il se soucie peu des existences qui finissent autour de lui. Il a accepté sans la souhaiter la venue au monde de celui qui disparaît; avec la même tranquillité, il en accepte le départ. Mais si la perte d'un enfant ne le touche guère, la perte de certains avantages pécuniaires le désole. M. Le Dantec — un Breton — dans son ouvrage intitulé *Le Conflit*, nous montre au chapitre IV, « La Mort », comment, au décès de son fils, la vieille Yvonne se préoccupe surtout de savoir si on lui paiera le trimestre en cours de la pension de son enfant, et comment, préoccupée par ce souci matériel, la mort ne lui suggère aucune pensée attristée.

Souvent, non contents de voir sans regret la mort de leurs enfants, les Bretons les suppriment à leur venue au monde, et ce crime est entré dans les mœurs, au point que les quelques affaires, cependant bien caractérisées, qui sont soumises au jury, se terminent presque toutes par des acquittements qui déconcertent le ministère public.

Et si l'éducation physique donnée aux enfants est nulle, presque nulle aussi est l'éducation morale. Seules quelques leçons de catéchisme sont données par le desservant, comme pré-

DÉPARTEMENTS	POPULATION	TAUX DE NATALITÉ compté sur 10.000 habitants	NOMBRE TOTAL DES DÉCÈS D'ENFANTS DE 0 A 1 AN sur 10.000 habitants											
			1907		1908		1909		1910		1911			
			En 1910	En 1911	Nombre	Proportion sur 10.000 décès	Nombre	Proportion sur 10.000 décès	Nombre	Proportion sur 10.000 décès	Nombre	Proportion sur 10.000 décès		
Finistère.....	809.771	284	269	2918	36.03	3025	37.34	2783	34.36	2316	28.60	3215	39.72	
Creuse	266.188	250	242	439	16.49	353	13.26	392	14.72	327	12.27	339	12.74	
Nièvre.....	299.312	231	214	643	21.48	577	19.27	479	16.00	473	15.80	663	22.15	
Allier.....	406.291	153	142	644	15.85	601	14.79	529	13.02	428	10.56	585	14.43	
Yonne.....	303.889	147	141	565	18.23	634	20.86	468	15.40	504	16.58	672	22.15	
Lot-et-Garonne...	268.083	138	134	414	15.44	482	17.98	448	15.89	440	15.29	540	20.44	

paration à la première communion, ainsi que les leçons indispensables d'enseignement imposées par la loi. Passée son enfance, le gamin ne reçoit plus de conseils; il grandit ayant sans cesse sous les yeux le mauvais exemple donné par ses parents qui s'adonnent à la boisson. Il faut y ajouter la promiscuité du couchage, qui dépasse en immoralité tout ce qu'on peut imaginer. En tête de ce travail, j'ai, en décrivant un intérieur de ferme, insisté sur ce fait que la seule pièce destinée à la famille servait à la fois de cuisine et de chambre. J'ai montré cette pièce, contenant plusieurs lits clos, parfois à deux étages, et dans laquelle couchent pêle-mêle les enfants, les pères, les mères, les nouveaux mariés. Et l'on ne s'étonnera pas, connaissant ce détail, de l'immoralité des habitudes bretonnes. Les rôles des assises du Finistère sont dans la France entière les plus chargés en affaires de mœurs. Et encore faut-il tenir compte de l'extrême bienveillance des magistrats, qui ne poursuivent — ce détail m'a été donné par l'un d'eux — que les affaires nettement caractérisées. Hâtons-nous d'ajouter que les débats se terminent presque toujours par un acquittement, qui s'explique parce que ces affaires sont soumises au jury.

DÉPARTEMENTS	POPULATION	ANNÉES									TOTAUX	ANNÉES	
		1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911		1912	
												(1)	
Finistère	809.771	13	17	7	19	13	15	10	15	109	10	14	
Rhône	915.581	7	8	8	5	2	3	10	2	45	»	»	
Nièvre.....	299.312	1	1	4	0	0	4	1	3	14	»	»	
Allier	406.491	8	1	4	5	2	1	3	1	25	»	»	
Hte-Garonne..	432.126	3	2	2	2	2	0	1	2	14	»	»	
Dordogne ...	437.432	5	2	1	8	7	6	2	5	36	»	»	
Marne.....	436.340	3	8	3	5	4	14	6	4	47	»	»	

(1) Pour les années 1911 et 1912, la statistique générale n'ayant pas encore paru, je me suis contenté de donner les chiffres intéressant seulement le Finistère.

Les actes d'immoralité que nous venons de signaler ne sont pas les seuls, et le Breton en a d'autres à son actif. Pour lui, le respect des parents n'existe que tout autant que l'autorité du chef de famille peut s'imposer coercitivement. Il accepte, ou plus exactement il subit ses exigences tant qu'il n'est pas sûr d'être le plus fort, mais il prend sa revanche dès qu'il le peut. Il n'a pas plus de respect vis-à-vis de ses ascendants que vis-à-vis de sa domesticité, qui cependant, ajoutons-le, a sa place dans la famille. Les uns et les autres sont traités sur un même pied d'égalité; on les garde tant qu'ils sont utiles, mais lorsque, cassés par l'âge, ils ne sont bons à aucun travail, et qu'ils ne sont plus en état de rendre des services, ils sont abandonnés et mis à la charge de la société.

DÉPARTEMENTS	POPULATION	1908		1909		1910	
		Nombre d'assistés	Rapport par 1000 hab.	Nombre d'assistés	Rapport par 1000 hab.	Nombre d'assistés	Rapport par 1000 hab.
Finistère (1)...	809.771	40.686	13.19	41.692	14.13	42.224	15.09
Gironde.....	829.095	9.289	11.20	9.033	10.89	8.993	10.84
Creuse.....	266.188	2.685	10.09	2.826	10.62	2.837	10.65
Puy-de-Dôme..	525.916	4.852	9.20	6.039	11.40	5.596	10.60
Indre-et-Loire.	341.203	2.634	7.72	2.900	8.40	2.964	8.68
Marne.....	436.310	3.691	8.45	4.135	9.47	4.211	9.65
Aube.....	240.755	1.885	7.83	2.172	9.21	2.276	9.45
Savoie....	247.890	1.971	9.75	2.111	8.51	2.052	8.28
Haute-Savoie...	303.838	3.327	10.94	3.887	12.73	4.227	13.91
Jura.....	252.713	2.947	11.66	3.058	12.10	2.916	11.54

(1) Il est à remarquer que, dans le Finistère, le nombre des vieillards à la charge de la collectivité augmente à mesure que les lois d'assistance sont connues; dans la Gironde, au contraire, entre les années 1908-1910, ce nombre a été en diminution constante. Notons encore que dans le Finistère ce nombre est en progression régulière et qu'il est passé de 8119 assistés en 1907 au chiffre de 12442 en 1911, et à 13668 en 1912. Pour ces deux dernières années, aucun tableau statistique officiel n'ayant paru, je n'ai pu faire le pourcentage et le comparer à celui d'autres départements.

Le respect qu'ils ont pour la femme n'est pas plus grand que celui qu'ils ont pour leurs parents ; sur la côte même, il est nul. Les cultivateurs font à la femme une place dans la famille, mais, à l'image des peuples orientaux, cette place est celle d'un être inférieur, et la femme ne jouit pas d'une situation supérieure à celle des domestiques. C'est elle qui vague aux travaux du ménage, c'est à elle qu'incombent les besognes les plus dures.

Le marin a une autre conception du rôle de la femme. Avant tout, il voue à la terre une horreur et un mépris sans pareils ; il abhorre les travaux des champs et croirait déchoir s'il cultivait la terre aux heures où il ne se livre pas à la pêche. C'est ce travail qu'il laisse aux femmes et aux enfants trop jeunes qui ne peuvent affronter les dangers et les fatigues de la mer. Les marins préfèrent, lorsqu'ils ne sortent pas en mer, se réunir et causer politique, fumant leur pipe, nonchalamment étendus sur le sable, à moins qu'ils ne passent leur temps dans les cabarets, que l'on compte en grand nombre dans la moindre agglomération, et où ils s'adonnent à leur passion pour l'alcool.

Et c'est dans cette passion qu'apparaît toute l'amoralité de la race ; c'est dans cette passion qu'il faut chercher les causes de la démence et de la criminalité qui sévissent dans d'effrayantes proportions.

Ils boivent pour le plaisir de boire, sans avoir pour eux l'excuse qu'ont ceux qui habitent les « cités ouvrières. ». Ils ne connaissent pas l'entraînement du « café » ; ils ne sont pas attirés par des établissements coquets où ils pourraient trouver un confort qu'ils ignorent chez eux. Leurs débits sont presque toujours des bouges ignobles, sans air, éclairés le soir par une lampe fumeuse, et qui, pour tout mobilier, ne comprennent la plupart du temps qu'un comptoir de zinc, autour duquel ils se pressent pour se faire servir quelque verre d'eau-de-vie de cidre, qu'ils avalent précipitamment pour aller plus loin, dans d'autres débits, s'en faire servir encore. Le nombre de ces établissements est inimaginable. Sur une place, près du port de

Douarnenez, pour ne citer qu'un exemple, chaque maison, ou à peu près, compte le sien ; tous les jours on en ouvre de nouveaux, et il y en a rarement qui se ferment.

Je vais sur ce point donner quelques chiffres, dont l'éloquence nous dispensera de tout commentaire :

En 1892, le Finistère comptait 7930 débits, nombre qui est passé en 1900, pour les 296 communes de ce département, au chiffre de 9020, et, en 1911, il existait 9880 débits, soit un pour 82 habitants.

Malgré la faculté que la loi du 17 juillet 1880 a donnée aux municipalités, sur les 296 communes que comprend le Finistère, dans 49 seulement il existe actuellement des arrêtés fixant un périmètre d'interdiction autour des établissements publics, limitant ainsi le nombre des débits. La loi de finances du 30 juillet 1913 vient d'étendre cette faculté aux préfets. Des arrêtés ont été pris, mais ces mesures ne feront pas diminuer d'un litre la consommation de l'alcool, car, en Bretagne, on boit chez soi autant qu'au cabaret, et cela uniquement dans le but avoué de s'enivrer. La quantité d'alcool imposée annuellement dans le Finistère dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Je puis en donner le chiffre pour les dix dernières années, et j'y ajoute le détail pour certaines communes, dont j'indique la population afin de rendre ces renseignements plus complets.

QUANTITÉS D'ALCOOL EN HECTOLITRES
IMPOSÉES DANS LE DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE

1892.....	40.910	1906.....	44.552
1900.....	48.240	1907.....	40.703
1901 (1).....	41.988	1908.....	43.813
1902.....	42.944	1909.....	43.947
1903.....	43.900	1910.....	45.094
1904.....	46.660	1911.....	48.085
1905.....	43.505		

(1) La diminution entre 1900 et 1901 s'explique par suite de l'augmentation des droits sur l'alcool, qui ont été portés de 156 fr. 25 à 220 fr. par hectolitre. Cette diminution a eu pour conséquence d'augmenter la consommation des vins.

REMARQUE. — Il est à noter que les années où la récolte du cidre est abondante, la consommation de l'alcool diminue. Il en est de même lorsque le cours des alcools est élevé. Il est à présumer que, pour 1914, vu l'abondance de la récolte des pommes, nous aurons à constater une diminution dans la vente de l'alcool pur.

Il faut également tenir compte, lorsqu'on examine les quantités d'alcool absorbées, d'un élément nouveau, l'émigration passagère des pêcheurs qui, depuis quelques années, se portent sur les points du littoral, Vendée, Loire-Inférieure, etc., lorsque la sardine est signalée dans ces régions, ce qui diminue les quantités d'alcool absorbées dans le Finistère.

A titre de renseignement complémentaire, je donne ci-dessous la quantité d'alcool en hectolitres imposée dans certaines communes pendant les 11 dernières années.

COMMUNES DANS LESQUELLES L'ALCOOL EN HECTOLITRES A ÉTÉ IMPOSÉ PENDANT LES 11 DERNIÈRES ANNÉES

COMMUNES	POPULATION	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1911	1912
Audierne.....	4706	667	599	522	456	570	512	450	411	419	459	463	437
Concarneau.....	8007	626	522	452	437	608	410	403	342	370	407	386	372
Douarnenez.....	43568	1440	1134	1076	1020	1073	1032	932	831	869	942	927	863
Guilvinec.....	4092	387	342	310	275	308	273	293	282	285	280	288	297
Ile-Tudy.....	1250	104	86	73	64	84	75	62	54	60	65	57	53
Loctudy... ..	2722	165	165	181	173	187	178	175	172	171	169	167	184
Penmarc'h... ..	5702	509	467	393	376	450	417	436	413	393	437	481	490
Treboul.....	5130	330	259	258	250	260	276	249	247	264	284	302	278
Treffogat.....	2042	110	104	117	103	98	99	114	102	92	104	107	107

Cependant, ce tableau ne nous donne pas une idée exacte de la quantité d'alcool absorbée par chaque habitant, et je vais, en me basant sur les chiffres officiels qui m'ont été fournis avec la plus grande complaisance par l'administration des Contributions indirectes, exposer, dans le tableau ci-dessous, la quantité annuelle absorbée dans certaines communes, par chaque habitant, chiffre qui donnera une idée à peu près exacte, bien qu'il ait été impossible de dénombrer exactement pour chaque commune, le nombre d'enfants et de femmes.

CHIFFRE DE LA QUANTITÉ D'ALCOOL IMPOSÉE DANS CERTAINES
LOCALITÉS DU FINISTÈRE, ET TAUX D'ALCOOL ABSORBÉ PAR HABITANT
EN 1912

Localités	Population totale	Alcool imposé	Taux par habt
Molène	653 habit.	40 h. 15 lit. 87	6 lit. 15
Ouessant	2953 —	202 h. 67 lit. 50	6 — 86
Ile de Sein	1072 —	85 h. 13 lit. 23	7 — 94
Plougastel-Daoulas. .	7874 —	599 h. 55 lit. 88	7 — 65
Kerlouan	3061 —	106 h. 54 lit. 93	3 — 48
Guisseny	2705 —	110 h. 05 lit. 75	4 — 06
Plouhinec	6512 —	304 h. 12 lit. 17	4 — 67
Penmarc'h	6051 —	484 h. 41 lit. 50	8 — 00
Guilvinec	4429 —	195 h. 79 lit. 70	4 — 42
Plouzévet	4575 —	166 h. 97 lit. 30	3 — 65

Et pour terminer cette étude, j'ai dressé un tableau d'ensemble dans lequel, sans tenir compte des communes, ne retenant que le chiffre global d'alcool et celui de la population, j'ai obtenu le tableau ci-dessous, qui complètera ceux que je viens de fournir. Enfin, j'ai cru intéressant d'y faire un rapprochement entre le Finistère et la Gironde, dont la population (829.095 habitants) est sensiblement la même, et d'examiner la

différence qui existe entre ces deux départements relativement au nombre de débits et à la quantité d'alcool absorbée par tête.

		1901	1911
Quantités imposées par habitant dans le Finistère.	Vins	0 ^h , 24 ^l	0 ^h , 24 ^l
	Cidres ...	0 ^h , 24 ^l	0 ^h , 27
	Alcool pur	5 ^l , 45 ^{cl}	5 ^l , 85
	Vins de liqueur.....	0 ^l , 32	0 ^l , 28
	Absinthes et amers.	0 ^l , 24	0 ^l , 24
	Bières.....	0 ^l , 30	0 ^l , 46
Impôt acquitté par habitant sur les boissons..		11 f. 39	14 f. 64
Prix moyen de l'hectol. d'alcool pur d'industrie (impôt non compris) ..		30 f.	50 f.
Consommation moyenne de l'alcool en France par habitant.....		3 ^l , 53 ^{cl}	4 ^l , 06
Produit de l'impôt des boissons dans le Finistère.	Boissons (alcool compris).	9.727.501	11.643.751
	Alcool seul.....	9.196.708	10.481.116
Rang du département pour la consommation de l'alcool.	Finistère.....	12°	12°
	Gironde (1 ^l ,86 par h...	46°	46°
Nombre de débits en France.....		467.419	477.899
Nombre de débits..	Gironde.....	7.966	7.194
	Finistère	9.185	9.880
Nombre d'habitants par débit	Gironde.....	102	114
	Finistère.....	81	82

Tous les jours, des procès-verbaux sont dressés contre des ivrognes et les archives de la simple police regorgent d'affaires d'ivresse. J'aurais voulu citer, ici, le nombre de procès-verbaux qui sont dressés tous les ans pour ce motif, mais j'ai reculé devant l'énormité de la tâche et je m'en suis tenu au seul exa-

men des affaires qui viennent en récidive devant les tribunaux, qui ne connaissent pas les délinquants primaires. Le tableau ci-dessous ne vise que les récidivistes, et le nombre que je fournis est celui des ivrognes invétérés.

**NOMBRE TOTAL DES DÉLINQUANTS RÉCIDIVISTES POURSUIVIS
PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS DU DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE
DEPUIS 1908**

Tribunal correctionnel de						
Années	Quimper	Brest	Morlaix	Chateaulin	Quimperlé	Total
1908	61	713	110	91	19	994
1909	92	694	116	84	15	1001
1910	92	796	96	28	13	1025
1911	116	945	95	38	23	1222
1912	180	733	90	40	23	1066

Dans les statistiques que j'ai données, je n'ai fourni que des chiffres officiels, et je n'ai pu tenir compte du nombre d'hectolitres d'alcool passés en fraude. Depuis l'établissement du privilège des bouilleurs de cru, ce nombre a augmenté dans des proportions formidables, qu'il m'est impossible de délimiter avec précision.

En consultant le tableau que j'ai donné sur la quantité d'alcool bu dans certaines communes pendant les 10 dernières années, on a peut-être été étonné de constater une certaine diminution pour quelques agglomérations. On le sera moins lorsque j'aurai dit que la fraude sévit dans les communes où l'on produit le cidre, et dans lesquelles les propriétaires, usant du droit qui leur est accordé, distillent eux-mêmes et sans contrôle.

L'alcoolisme, loin de diminuer, augmente partout. Les noces, les baptêmes, en un mot toutes les cérémonies, sont prétextes à

libations ; nombreux sont les convives qui sortent abominablement ivres. Cet amour de la boisson se rencontre dans toutes les classes de la société : chez l'ouvrier, chez le paysan, chez le bourgeois aussi bien que chez la noblesse locale. Et ces excès conduisent à la folie et à la criminalité. On ne connaît pas, pour le Finistère, le nombre total des internés, car il serait impossible de prétendre donner pour tous les établissements privés le nombre des malades qui sont en traitement. Je ne citerai donc que les chiffres pris dans deux seuls asiles publics existant dans le département, et que je dois à l'extrême obligeance des directeurs.

Je citerai l'Asile Saint-Athanase de Quimper et celui de Morlaix, le premier ne recevant que des hommes, le second des femmes.

ASILE PUBLIC DES ALIÉNÉS DE QUIMPER

Années	Malades présents au 31 décemb.	Nombre d'alcooliques	Nombre de malades entrés dans l'année 1 ^{re} fois	Nombre d'alcooliques entrés dans l'année 1 ^{re} fois
1903	553	118	118	37
1904	553	122	118	39
1905	589	139	121	38
1906	596	155	125	50
1907	633	163	134	40
1908	668	164	163	44
1909	684	174	148	55
1910	706	181	134	41
1911	709	172	131	38
1912	688	161	102	20

ASILE PUBLIC DES ALIÉNÉES DE MORLAIX

Années	Malades présents au 31 décemb.	Nombre d'alcooliques	Nombre de malades entrés dans l'année 1 ^{re} fois	Nombre d'alcooliques entrés dans l'année 1 ^{re} fois
1903	499	26	117	4
1904	504	26	112	4
1905	517	33	113	8
1906	494	28	130	6
1907	520	23	157	6
1908	531	48	133	12
1909	529	54	124	14
1910	524	48	145	3
1911	555	51	130	2
1912	577	52	125	7

Une autre constatation peut être faite sur le nombre des parricides, qui est pour le Finistère très sensiblement supérieur — toutes proportions gardées — à celui des autres départements.

Pour la période comprise entre 1903 et 1910, nous obtenons le tableau suivant :

TABEAU DES PARRICIDES

Départements	Population	Nombre des parricides
Finistère	809.771	4
Nièvre	299.312	0
Allier	406.491	0
Rhône	915.558	2
Bouches-du-Rhône ..	805.532	3
Haute-Garonne	432.126	0
Marne	436.310	2
Seine	4.154.042	6
Pas-de-Calais	1.068.155	3

Il nous reste un point à examiner : celui de savoir si cet alcoolisme constitue un appauvrissement de la race. Les enfants « du samedi », conçus dans un moment d'ivresse et nés des devoirs rendus par le pêcheur à sa femme, sont-ils des dégénérés ? Je n'ai pas sur ce point une compétence bien étendue, mais si j'examine les statistiques du conseil de révision, je suis obligé de convenir qu'elles prouvent le contraire, et qu'elles témoignent de la vigueur de la race.

Année	Bon service armé	Bon services auxiliaires	Engagés volontaires et inscrits maritimes	Totaux partiels des admis	Exemptés	Ajournés	Totaux des exemptés et ajournés
1905	3413	173	2583	6169	612	1229	1841
1906	3266	177	2562	6005	985	798	1783
1907	3781	213	2521	6515	677	726	1403
1908	3885	177	2562	6624	687	402	1089
1909	4153	214	2684	7051	684	290	974
1910	4039	157	2513	6709	672	238	910
1911	3946	354	2500	6800	981	325	1306
1912	4202	189	2443	6834	526	495	1021
	30685	1654	20368		5824	4503	
Chiffre total des admis :				52707			
				Chiffre total des ajournés et exemptés :			10327

INSCRIPTION MARITIME

Années	Nombre total des inscrits maritimes	Nombre d'inscrits levés pour le service de la flotte
1903	43698	4086
1904	43964	4111
1905	44229	4125
1906	44434	4231
1907	44549	4109
1908	45773	4075
1909	45913	4088
1910	45925	998
1911	46423	983
1912	45767	943

Cependant, on peut faire une constatation effrayante, qui semblerait prouver les résultats lamentables de l'alcoolisme, c'est le nombre de tuberculeux qui existent dans le Finistère.

Sur ce point, la statistique de la tuberculose nous montre qu'à part la Seine, c'est dans le Finistère qu'on trouve le plus de tuberculeux. Pour l'année 1911, ce département contenait la proportion énorme de 30.9 tuberculeux sur 10.000 habitants, alors que la Seine n'en comptait que 33.1, et Paris seul 41.5, toujours sur 10.000 habitants.

Une autre constatation bien troublante, qui permet de se demander si les statistiques de recrutement ne sont pas un leurre, c'est le nombre d'enfants qu'on rencontre qui sont atteints de luxation congénitale de la hanche, luxation simple ou double, à laquelle certains médecins donnent une origine alcoolique.

J'en aurais fini avec ce fléau, si je n'avais ici à faire une place spéciale à une ligue antialcoolique qui obtient des résultats tout à fait satisfaisants, et à une institution qui a pour but d'empêcher le marin de boire : « L'Œuvre de l'Abri du Marin ».

La ligue antialcoolique de Brest, à laquelle je fais allusion, groupe actuellement environ 300 membres qui s'abstiennent complètement de tout usage de l'alcool. Ce qui la différencie des autres sections, c'est qu'elle ne comprend dans son sein que des ouvriers à tendances anarchistes, qui apportent à l'exécution de l'engagement qu'ils ont pris le même zèle et le même dévouement qu'à propager leurs doctrines. Il faut avoir vu de près ce milieu composé d'illuminés à la recherche d'un idéal pour bien comprendre la portée de cette œuvre, qui fait tous les jours des progrès.

L'institution de l'Abri du Marin mérite aussi tous les encouragements, bien que le résultat obtenu soit moindre. Son but, qui consiste à donner aux pêcheurs un lieu de réunion agréable et à les arracher au café, serait parfait si l'on ne se heurtait au mauvais vouloir des populations de la côte. Je suis souvent entré dans ces maisons coquettes, propres et largement éclairées où

le marin trouve gratuitement une boisson inoffensive à l'eucalyptus et où une bibliothèque est mise à sa disposition, et j'ai toujours trouvé la salle à peu près vide, malgré les statistiques qui m'ont été fournies par le gardien, désireux de me convaincre des merveilleux résultats obtenus.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que si tous les jours, grâce à ces abris, on arrache quelques marins aux dangers de l'alcoolisme, on fait œuvre utile, et je souhaite que les générations qui viendront, ayant dès leur jeune âge subi une orientation nouvelle, préfèrent au café ces lieux de réunion, et le but poursuivi par l'Œuvre de l'Abri du Marin sera entièrement atteint. Nous devons à ces organisateurs toute notre reconnaissance pour le résultat que leur persévérance aura su obtenir.

Au commencement de cette étude, je me plaisais à remarquer que le Finistère était en voie d'évolution et qu'il suivrait ce progrès. Je remarquais que pendant longtemps le Breton avait été réfractaire à toute civilisation, et je constatais l'influence heureuse du tourisme qui avait contribué pour sa part à le faire sortir de son isolement. Mais, parmi les idées nouvelles qu'il a déjà acceptées, je constate qu'il en a pris le mauvais côté, et que certaines institutions se sont malheureusement implantées et font déjà sentir leurs lamentables effets.

Jusqu'à ce jour cette région tout entière par sa fécondité semblait nous mettre à l'abri du danger de la dépopulation que l'on constate partout. Aujourd'hui sa natalité diminue, car la population a fait siennes les théories malthusiennes, et il est à craindre que dans un avenir rapproché on ne ressente les effets de ces théories. Depuis 1905 notamment, les naissances ont sensiblement diminué, si je m'en rapporte au tableau ci-dessous, que j'ai trouvé dans le Recueil adressé au Conseil général en 1912, et qui contient les résultats des 20 dernières années.

TABLEAU DES NAISSANCES DANS LE FINISTÈRE

Années	Naissances
1891	23.860
1892	23.402
1893	24.135
1894	23.444
1895	22.991
1896	24.569
1897	23.734
1898	23.316
1899	23.884
1900	23.364
1901	24.422
1902	23.238
1903	23.975
1904	23.691
1905	24.010
1906	23.865
1907	22.798
1908	22.663
1909	22.683
1910	22.641
1911	21.777
1912	21.943

Afin d'enrayer ce mouvement de dépopulation qui menace l'avenir du pays tout entier, le Gouvernement a tenu à obtenir des Chambres, avant leur séparation, le vote de deux lois du plus grand intérêt : la première, promulguée le 30 juillet, étend sa protection sur les femmes en couches, pour qui elle édicte une assistance obligatoire ; la seconde, du 14 juillet, sur les familles nombreuses. Je ne voudrais pas entreprendre ici une étude

détaillée de ces textes, ce qui n'entrerait plus dans le cadre que je me suis tracé, mais j'estime qu'il est intéressant de faire remarquer ici, après le tableau que j'ai fourni sur la diminution des naissances dans le Finistère, les résultats probables qu'auront ces lois sur l'ensemble de ce département.

La loi du 17 juillet 1913, complétée par les articles 68 à 75 de la loi de finances du 30 juillet 1913, institue l'assistance obligatoire aux femmes en couches qui se livrent habituellement à un travail salarié, soit à domicile, soit chez autrui.

Sans contester les avantages de cette loi, dont le but est de protéger à la fois la mère et l'enfant au moment le plus critique de leur existence, sans prétendre douter des services qu'elle doit rendre, je crois que pour le Finistère elle ne s'appliquera qu'à une infime minorité de protégés. Non seulement ne bénéficieront pas des effets de cette loi les mères de familles nombreuses que leurs occupations absorbantes et variées empêchent de travailler pour autrui, et il y en a beaucoup dans cette région, mais encore en sont exclues toutes les dentellières de la côte qui forment une partie importante de la population de notre littoral, ainsi que les pêcheuses de coquillages qui, les unes et les autres, ne sont jamais occupées pour le compte d'un patron déterminé. Et, par là, cette loi me paraît ne pas devoir donner des résultats auxquels on est en droit de s'attendre, et ne me semble devoir apporter aucun remède à la crise que nous traversons et que je viens de signaler.

La loi du 14 juillet 1913 non plus n'apportera pas un changement sensible à l'état actuel. Cette loi qui, bien comprise, devrait être d'un si haut intérêt social et répondre à un sentiment profond de la Nation, sera insuffisante dans le Finistère pour enrayer le mouvement de dépopulation. Telle qu'elle a été votée, elle n'apportera aucun progrès, et son texte devra être remanié. Nous avons, en effet, dans l'ensemble du pays de nombreuses agglomérations aussi populeuses que pauvres et auxquelles cette loi demande un effort qu'elles ne peuvent pas

accomplir. Elles ne pourront jamais supporter leur quote-part des dépenses allant jusqu'au 70 0/0.

Telles sont les populations du Finistère dans leurs origines, leurs coutumes et leurs mœurs. Très arriérées il y a encore une vingtaine d'années, elles sont entrées depuis cette époque dans la voie du progrès, qui continue lentement son évolution. L'esprit particulariste des habitants de cette région a contribué pour sa large part à maintenir vivaces les traditions du passé, mais on peut espérer qu'avec le mouvement incessant des idées, avec l'enseignement qui pénètre tous les jours jusque dans les campagnes les plus retirées, une ère nouvelle va commencer.

Il faut souhaiter que dans un avenir rapproché, tout en restant attachés à leur petite patrie, les Finistériens apprennent qu'au-dessus de leur Bretagne il y a une France qui, dans leur amour, a droit à la première place.

CHAPITRE II

L'Agriculture

Les principales sources de richesse du Finistère sont, avant tout, l'agriculture et l'élevage. Son climat privilégié contribue pour une large part à la fertilité de son sol. Examinons d'abord quelles sont les caractéristiques de ce climat.

Il ne faudrait pas généraliser et croire qu'il est le même dans toutes les régions ; pour en avoir une idée exacte, il faut distinguer dans la partie de la péninsule armoricaine qui nous intéresse deux régions fort différentes l'une de l'autre et dans lesquelles on constate de très grandes variations atmosphériques, puisque le thermomètre accuse des différences moyennes de 5 à 6 degrés.

La première de ces zones comprend toute la partie maritime du département ; elle s'étend sur une bande de terrain d'une profondeur de 10 kilomètres environ et sur laquelle l'influence de la mer fait sentir ses bienfaisants effets. La seconde comprend tout l'intérieur des terres, dans lesquelles le climat est plus âpre.

La zone maritime offre plusieurs caractéristiques, dont les deux principales sont la douceur et l'humidité de la température. Elle doit la première aux effets du « Gulf-Stream » dont une branche remonte le long des côtes de Bretagne ; elle doit son humidité à sa configuration géographique. Cette humidité est intense surtout pendant les mois d'hiver et au commencement du printemps, périodes pendant lesquelles des brouillards

épais et des pluies fines appelées « crachins » s'abattent sur toute la région, principalement dans les presqu'îles de la côte. A ces deux premiers traits, qui sont les plus saillants et qui frappent au premier abord, il faut en ajouter un troisième qui ne peut apparaître qu'après un certain temps de séjour; c'est la régularité du climat, toujours le même, et qui diffère de celui du midi de la France où les variations sont souvent brusques et où, sans transition, surtout au moment du coucher du soleil, à une température presque tiède succède un froid sec et pénétrant.

Dans la zone maritime, les gelées et la neige sont presque complètement inconnues, et si cette dernière fait parfois son apparition, elle fond en tombant et ne reste que rarement sur le sol.

Pour compléter ce tableau sommaire, il faut ajouter que les orages sont assez rares, si l'on ne tient pas compte des pluies torrentielles qui tombent souvent et qui, dans le langage des marins, sont désignées sous le nom d'« orages de mer ».

Mais, en pénétrant dans l'intérieur du département, en s'enfonçant dans les montagnes d'Arrée, on constate, malgré la légère différence d'altitude, un changement presque complet.

Si les riverains de la Manche et de l'Océan jouissent d'une température clémente, les habitants de ces régions ont à supporter un climat bien plus rude. La neige, sans y être fréquente, y fait des apparitions et souvent y persiste pendant plusieurs jours. A ce désagrément se joint celui que nous avons signalé dans la région maritime, il y pleut autant, et, circonstance aggravante, le vent qui y souffle parfois avec une rare violence, rend cette pluie insupportable.

C'est en grande partie à son climat maritime que le Finistère doit son état économique actuel, c'est à lui qu'il doit ses cultures qui font sa richesse et sa prospérité. Nous y trouverons, en effet, non seulement les céréales comme l'avoine, le seigle, le sarrasin, le froment et l'orge, mais encore toutes les primeurs que fournissent en abondance les coteaux de Plougastel-

Daoulas et les jardins de Roscoff. Nous y trouverons des pommiers dont les fruits produisent la boisson préférée du Breton, et dont les crus célèbres de Fouesnant sont connus et fort appréciés. Nous y rencontrerons encore les plantes fourragères : trèfles et choux, betteraves et panais qui servent à l'élevage des chevaux et des vaches pie-noires, deux merveilleuses races de ce pays. Nous y trouverons aussi plus de 43.000 moutons et plus de 32.000 pores. Les plantes industrielles sont aussi représentées par le chanvre et le lin, dont la production est cependant assez restreinte.

Presque toutes les terres sont aujourd'hui mises en valeur et les 672.720 hectares qui forment l'étendue du Finistère se divisent en :

339.520	hectares	de terres labourables ;
88.000	—	de prés naturels ;
15.076	—	de pâturages et pacages ;
13.712	—	de cultures diverses ;
28.590	—	de bois et forêts ;
29.623	—	de routes et canaux ;
148.701	—	de landes et terres incultes.

Ce dernier chiffre est bien minime si l'on tient compte des terrains en bordure de la mer qui forment autour de ce département une immense couronne de sables et de roches, et qui cependant ont par leur situation une valeur considérable, car, selon une expression locale, les paysans « louent le voisinage de la mer ».

Dans la région côtière, la terre est morcelée plus que partout ailleurs, et les petites fermes qu'on y rencontre sont louées à des prix qui varient entre 300 et 500 francs, somme qui peut paraître excessive, si on ne tient compte que des produits récoltés, mais qui s'explique par la proximité de la mer. C'est sur les plages, en effet, qu'on recueille en abondance le goémon, et c'est cette considération, bien plus que le revenu qu'ils atten-

dent du sol, qui détermine les paysans à devenir les fermiers de ces propriétés. Pour prix de leurs travaux, ils demandent à la terre d'assurer leur vie matérielle et celle de leur famille ; le prix de la vente des goémons leur permet d'acquérir les objets nécessaires à l'existence et de disposer de quelque argent qui servira à satisfaire leur passion pour l'alcool.

Il est difficile de se faire une idée de la quantité de goémons qui viennent à la côte, surtout après les tempêtes qui les ont arrachés, amenés sur le rivage par les vagues et les marées, sous l'influence des vents et des courants marins. On est étonné des revenus considérables que ces populations en retirent. Pour prendre un exemple emprunté à une commune du Finistère, je dirai qu'à Plozévet une population de 4.575 habitants vend annuellement pour 130.000 à 150.000 francs de ces goémons. J'étais, en octobre dernier, par une mer fortement agitée, sur la côte de Tréffiagat, et je me suis rendu compte des bénéfices que les riverains pouvaient retirer de cette exploitation. Je puis dire, sans être taxé d'exagération, qu'en trois jours on a recueilli pour plus de 4.000 francs d'algues. J'ai vu ce jour-là un paysan qui, après avoir travaillé pendant trois jours avec sa femme et ses deux enfants, avait vendu pour plus de 300 francs de goémons, destinés, comme la presque totalité de celui qui est recueilli pendant l'hiver, à servir de fumure à la terre ; celui qui est récolté pendant les mois d'été est vendu aux usiniers de la côte, qui en retirent de l'iode, de la soude et des sels de potasse. Par exception, dans la région qui s'étend aux alentours de Roscoff et de Saint-Pol-de-Léon, la totalité de ces plantes est destinée, à toutes les époques de l'année, à servir d'engrais à la terre, qui doit à cette fumure sa fertilité. Aussi, l'Administration, comprenant que l'établissement d'usines sur cette côte aurait fatalement pour conséquence d'amener la ruine de toute cette région, s'est-elle opposée avec la dernière énergie à la construction d'établissements industriels dont les lamentables effets n'auraient pas tardé à se faire sentir.

Toutes ces richesses, comment sont-elles exploitées ? Quelle conception les Bretons ont-ils de la propriété ?

Pour eux, elle n'existe que sous une seule forme : La Ferme.

Construits le plus souvent en dehors de la route, les bâtiments sont desservis par un petit chemin particulier, presque toujours étroit, encaissé et ombragé, long de 100 à 300 mètres, dont l'entretien ne paraît que médiocrement préoccuper le propriétaire ou le fermier. Bordé de talus, en général assez élevés, dont la hauteur varie selon les régions de 1 m., 20 à 2 mètres, sur lesquels poussent des arbustes, sauf sur la côte où l'impétuosité des vents empêche toute plantation, ils deviennent plus boueux et plus sales à mesure qu'on s'approche des bâtiments ; et, à cette particularité, il est facile de deviner la proximité de la ferme, cachée souvent derrière un rideau de pommiers. Cet état de malpropreté, il faut se servir de ce mot pour dépeindre ce cloaque, provient du charroi qui est plus intense sur cette partie, et aussi de la jonchée de litière de feuilles mortes et de branches qu'on y dépose pour les faire pourrir et qu'on enlève ensuite pour les apporter dans les terres.

A l'extrémité de ces chemins, on trouve les bâtiments, qui presque partout se ressemblent. La maison d'habitation notamment est, en général, orientée la façade au midi, et se compose dans toute la Cornouaille d'un rez-de-chaussée unique, et, dans le Léon, d'un rez-de-chaussée surmonté d'un étage et d'un grenier. Ces maisons sont comme toutes celles dont j'ai fait une description sommaire au cours de mon premier chapitre ; elles sont couvertes en chaume si elles sont de construction ancienne, d'ardoises si elles sont plus récentes. Elles se complètent par un « appentis » communiquant directement avec la cuisine, construit en général à l'exposition du Nord, qui tient lieu de laiterie et renferme tous les instruments nécessaires à la fabrication du beurre.

Autour de cette maison, dans le plus grand désordre, on trouve des bâtiments plus ou moins nombreux, plus ou moins spacieux suivant les besoins de l'exploitation, qui diffèrent

entre eux par la hauteur ou la largeur, et qui, assez fréquemment, sont juxtaposés, pour éviter les frais de construction d'un mur. Leur premier aspect permet de se rendre compte des étapes du progrès et de l'importance qu'a pu prendre la ferme depuis sa création, car ils ont été construits au fur et à mesure des besoins, et chaque fois que des circonstances nouvelles l'ont exigé, on a ajouté de nouvelles annexes aux constructions qui existaient déjà.

Sous les gouttières, et, en général, à proximité des porcheries et des écuries, on trouve des tas de fumier dont les odeurs remplissent la ferme. On ne les trouve jamais à côté des étables à bœufs qui, elles, par routine ou par paresse, ne sont que rarement vidées, contrairement aux règles de l'hygiène.

Les étables destinées aux espèces bovines sont en général de trois catégories et abritent des animaux qui demandent pour un bon élevage des nourritures différentes. Les unes sont réservées aux vaches, les autres aux bœufs, les dernières aux jeunes veaux, qu'on désigne sous le nom d'« élèves ». Mais, qu'elles appartiennent à l'une ou à l'autre de ces catégories, toutes sont construites sur le même modèle et présentent intérieurement une cuvette de 60 à 80 centimètres de profondeur au-dessous du niveau de la porte, d'où part un plan incliné qui permet de pénétrer dans l'étable lorsqu'elle est complètement vidée, ce qui, fait particulier au Finistère, ne se produit que deux fois par an, au printemps et à l'automne, époques auxquelles le fumier est retiré pour être répandu dans les champs. Aussi, à la fin de l'été, ou au commencement du printemps, le fumier se trouve-t-il accumulé en quantité telle que les animaux sont couchés sur des litières de plus de deux mètres d'épaisseur, ce qui explique qu'on voit parfois le « purin vagabond » filtrer hors des murs à 50 centimètres de terre. Soignés de la sorte, les animaux, s'ils ont l'avantage d'être toujours au sec, par suite de l'infiltration à travers la paille des matières liquides, sont, par contre, incommodés par les odeurs âcres de pourriture qui s'exhalent de ces fumiers amoncelés pendant six mois, et ce

manque absolu d'hygiène, contraire aux règles d'un bon élevage, donne aux éleveurs, ou du moins ne les empêche pas d'obtenir de merveilleux résultats.

Tout autour de la ferme s'étendent les champs, de contenance le plus souvent médiocre, entourés de talus de hauteurs différentes comme ceux que nous avons rencontrés le long des chemins d'exploitation, plantés d'arbustes et d'arbres dont le bois est destiné au chauffage. Ces bois sont exploités par coupes échelonnées et un roulement est établi de façon que tous les neuf ans la totalité des arbres ait été émondée. Ce laps de temps s'explique par ce que tous les baux sont conclus pour une période de neuf ans, et que le fermier tient à retirer de la propriété qu'il loue le maximum de rendement.

Les champs sont de dimension tout à fait variable. En général assez peu étendus, ils le sont moins encore aux environs immédiats de la ferme et prennent alors le nom de « courtils », sorte de jardins potagers qui ne produisent pas la nourriture du fermier, mais les fourrages ou les plantes nécessaires à l'alimentation des petits animaux : les veaux, les porcs et les lapins. Ces « courtils » sont à proximité de la maison parce que le soin de ces animaux incombe à la femme, et c'est pour qu'elle ait toujours sous la main les éléments nécessaires à cette alimentation, qu'on les place ainsi. Une surface plus restreinte est plantée d'arbres fruitiers, dont les espèces dominantes sont les pruniers et les pommiers, qui produisent les fruits de qualité spéciale qui ne sont pas destinés à la fabrication du cidre, et réservés en totalité pour être mangés à la main ou être expédiés et vendus comme pommes à couteau.

Ces terres forment le domaine de la femme ; c'est elle seule qui les cultive, qui préside à l'aménagement de son jardin potager, dans lequel on trouve parfois quelques cultures maraîchères : pommes de terre, choux, choux pommés ou salades. Les hommes s'occupent plus spécialement des gros travaux de culture. Il est rare de trouver dans une ferme un coin destiné à l'agrément ; la cour est nue, et, à l'inverse de ce qu'on trouve

dans les exploitations normandes, on ne voit ni fleurs ni arbres uniquement destinés à donner de l'ombre.

Les champs ont une ouverture sur les chemins d'exploitation ou communiquent entre eux. Les premiers « ouvrent par une barrière de bois » qui donne directement accès sur le chemin ; cette barrière est rarement fermée à clef, et une simple poussée suffit pour l'ouvrir ; les autres communiquent entre eux par des ouvertures pratiquées dans les talus qui les entourent, et restent dans cet état tant que le terrain n'est pas mis en culture. Les plantations faites, on ferme ces ouvertures par des abatis de ronces et d'épines, dont le but unique est de protéger les semis contre la dent des animaux qui sont souvent dans les champs voisins. Au moment de la moisson, les brèches sont dégagées pour livrer passage aux ouvriers, et elles restent ainsi jusqu'aux nouvelles cultures.

Il me paraît intéressant de noter ici le manque presque complet de communications directes entre deux fermes voisines ; de même, on ne trouve jamais deux champs appartenant à deux propriétaires différents communiquant l'un avec l'autre. L'isolement est la règle générale, et l'on peut dire que les Bretons vivent de tout temps « enfermés partout, dans leurs champs « comme dans leurs maisons, dans leurs maisons comme dans « leurs lits. »

A quels besoins correspondent ces talus ? Ils ont trois avantages : d'abord, dans une région où le vent peut faire des ravages énormes, ils protègent les récoltes en leur fournissant un abri, ce qui explique la hauteur vraiment excessive qu'ils ont parfois — certains atteignent, je l'ai déjà dit, deux mètres. Ils servent ensuite dans une région presque totalement déboisée à fournir le bois nécessaire au chauffage ; ils ont enfin, et surtout, pour utilité principale, de réduire le nombre des serviteurs, car les animaux mis à paître dans ces champs clôturés ne peuvent s'échapper ni commettre des dégâts, même sans la surveillance d'un pâtre.

Quel est maintenant le matériel agricole mis en service dans

ces propriétés ? Pour l'étudier avec méthode, il faut le diviser en deux catégories : les appareils d'intérieur de ferme et les appareils d'extérieur. Les premiers comprennent tout ce qui est nécessaire à la laiterie, à la préparation des aliments pour les animaux et à celle du pain. Les appareils de laiterie, sommaires jusqu'à il y a une vingtaine d'années, ont été grandement transformés. Autrefois, dans chaque exploitation, la crème destinée à faire le beurre était recueillie dans des récipients plats, en bois ou en tôle émaillée, dans lesquels se faisait l'écémage du lait. Ces plats étaient peu profonds, de façon à permettre une meilleure et plus rapide utilisation de la crème, qui était recueillie à la main à l'aide d'une cuillère de bois plongée ensuite dans une baratte à piston vertical, appelée « le ribot », battue par la fermière et transformée en beurre.

Aujourd'hui, dans presque toutes les exploitations, l'écémage à la main a disparu et a été remplacé par une écrémeuse centrifuge qui, automatiquement, sépare la crème du lait. La baratte à piston n'existe aussi qu'à l'état de souvenir, et la baratte rotative et le malaxeur sont d'un usage courant.

Cependant, bien que le machinisme ait dans cette partie fait des progrès énormes, la fabrication, quoi qu'on en puisse dire, est encore restée défectueuse et abominablement sale. Je ne veux pas parler seulement de l'habitude assez fréquente qu'ont certaines femmes de la campagne qui, désirant présenter à la consommation des mottes de beurre bien uni, obtiennent ce fini en promenant sur le beurre une cuillère chauffée préalablement dans la bouche et humectée de salive, mais je dis que la fabrication est restée sale par suite du manque d'eau. Il faudrait dans chaque ferme un service d'eau potable, d'eau courante qui permettrait de rafraîchir les ustensiles qui contiennent la crème, ce qui assurerait une bonne fermentation et rendrait le beurre meilleur et plus agréable au goût. Cette eau servirait encore à le laver à sa sortie du malaxeur.

Dans les endroits où il est impossible d'avoir de l'eau abondante et propre, on n'arrivera jamais à faire de bons produits,

à moins de créer pour la fabrication des coopératives qui, ayant la puissance des capitaux, pourraient, me semble-t-il, donner d'excellents résultats. Il faudrait aussi qu'on observât rigoureusement les règles de l'hygiène et qu'on renoncât aux habitudes déplorables que j'ai signalées. Une surveillance active et intelligente aurait facilement raison de ces usages surannés qui ne sont pas l'exception.

Les instruments qui servent à la préparation des aliments destinés aux bestiaux ont fait aussi de grands progrès depuis les quinze dernières années. Autrefois, les racines étaient coupées au couteau, ce qui constituait un travail considérable et fastidieux; l'ajonc cueilli était mis dans des auges en pierre, que l'on retrouve encore à l'état de vestiges, et y subissait une transformation lente à l'aide d'un pilon de bois. Aujourd'hui, tout cela a disparu et a été remplacé par deux sortes d'appareils : les coupe-racines et les broyeurs d'ajones, mus, en général, au moyen d'un manège actionné par des chevaux, ce qui permet de préparer rapidement la nourriture des nombreux animaux qui peuplent une ferme. Mais le progrès réalisé est insignifiant, si on tient compte de ce qui reste à faire. Les perfectionnements qu'il faudrait apporter n'entraîneraient pas une dépense excessive, et on se demande pourquoi les agriculteurs bretons sont restés sourds jusqu'à aujourd'hui à cette voix du progrès. Ils ont fait un effort, c'est certain, mais ils devraient encore, pour obtenir une meilleure alimentation des animaux, joindre à leur matériel un concasseur et un aplatisseur de grains qui permettraient une assimilation complète de toutes les matières, et les animaux ainsi traités y trouveraient plus de profit.

Il faudrait aussi joindre à l'outillage existant un hache-paille qui servirait à couper en menus morceaux les épis qui, mélangés aux betteraves, constitueraient une alimentation saine et peu échauffante. Et encore voir se répandre l'emploi d'autoclaves, nécessaires à une cuisson à la fois complète et rapide.

Les appareils destinés à la préparation du grain sont aussi

défectueux ; nous ne trouvons, en effet, que des tarares destinés à ventiler. Il manque le treuil à alvéoles permettant une sélection des grains et enlevant tous les corps étrangers. Cette opération aurait un résultat des plus satisfaisants ; elle permettrait aux paysans qui sèment les grains qu'ils récoltent de ne conserver pour les semis futurs que les plus belles graines, et cela sans grande dépense. Ce treuil ferait depuis longtemps partie de l'outillage de la ferme s'il constituait une machine volumineuse et de belle apparence, mais il est de proportions médiocres, son prix est relativement peu élevé, et il ne flatte pas l'amour-propre du propriétaire qui, lorsqu'il fait l'acquisition d'un outil moderne, tient avant tout à éblouir ses voisins.

Nous venons d'examiner successivement presque tous les instruments nécessaires à l'exploitation intérieure de la ferme ; voyons maintenant ceux qui sont destinés au travail extérieur, ceux qui sont employés pour les cultures.

Ici les progrès sont très sensibles, mais ils ne sont pas complets. Autrefois, et sans remonter bien haut, nous ne trouvions que des charrues en bois traînées par des chevaux, et des « araires Dombasle ». Les charrues en bois ont presque partout disparu ; on en trouve dans le nord du département, mais, en général, elles ont été remplacées par les charrues Brabant dans toutes les exploitations, importantes ou non. Les herses ont complété le matériel dont dispose aujourd'hui l'agriculteur. Elles ne sont pas uniformes ; les unes sont rigides, les autres articulées ; les premières en plus grand nombre. Ce ne sont pas des outils très perfectionnés et il serait à souhaiter que l'emploi des autres se généralisât. Les agriculteurs bretons devraient encore employer les rouleaux « croskill » qui servent à ameublir les terres fortes insuffisamment travaillées à l'outil. Il faudrait encore voir se généraliser l'emploi des semoirs qui remplacent avantageusement l'épandage primitif des semailles à la main.

A côté de ces appareils destinés à la préparation du sol, exa-

minons ceux qui sont utilisés au moment de la récolte des foins et des grains.

Pour les foins, il n'existait, il y a encore une trentaine d'années, aucune machine dans toute l'étendue du Finistère. La moisson se faisait entièrement à la faux, et, une fois couchée sur le sol, elle était remuée à la fourche et mise en tas à l'aide du râteau à main. Aujourd'hui, un progrès sérieux a été réalisé. Le râteau à main est remplacé dans beaucoup d'exploitations par un râteau traîné par un cheval ; la fourche par une faneuse d'un rendement beaucoup plus considérable, d'où économie des frais d'exploitation ; enfin, on essaie, timidement encore, de remplacer par la faucheuse mécanique les faux qui, de nos jours, sont encore d'un usage courant presque dans toutes les régions. Il est vrai que l'emploi de ces machines est peu pratique à cause des accidents de terrain, du peu d'étendue des champs dont nous avons parlé et de l'existence des talus qui les séparent. Il faudrait niveler le sol, faire disparaître ces talus, toutes choses faciles à accomplir, mais l'esprit breton et la tradition sont à ce point enracinés chez ces populations, qu'elles restent rebelles au progrès. Le Breton se croirait moins chez lui si son champ avait une étendue considérable, et l'avantage qu'il retirerait, la meilleure utilisation du terrain sont des considérations qui ne suffisent pas à faire fléchir ses habitudes routinières.

L'emploi des faucheuses et des moissonneuses est aussi rendu très difficile par le peu de largeur des chemins qui relient la ferme aux champs ou à la route. Il faudrait, pour voir se généraliser l'emploi des grosses machines, rendre ces chemins carrossables et les élargir aux dépens de la propriété ; cela est presque impossible à obtenir, car le paysan est amoureux de sa terre ; il veut en consacrer à la culture la plus grande partie possible ; le sol du chemin est un terrain perdu pour lui ; c'est ce qui explique qu'il n'y consacre que la largeur strictement nécessaire à l'exploitation, telle qu'elle se fait actuellement.

Doit-on encourager les progrès du machinisme, ou faut-il penser que l'état de choses tel qu'il existe ne doit pas être modifié ?

C'est là une question délicate. Dans le Finistère, le nombre de ceux qui travaillent la terre est grand. La main-d'œuvre abonde, et tels gros propriétaires pourraient avoir plus de bras qu'il n'en faut pour les travaux de la culture ou de la moisson. Si l'emploi des machines se généralise, quel va être le sort de tous ces travailleurs ? C'est la question que se posent les agriculteurs bretons, et ils la résolvent en pensant qu'ils peuvent vivre et travailler comme l'ont fait ceux qui les ont précédés. Et le progrès ne les tente pas.

Aussi n'a-t-il pas été appréciable en ce qui concerne la culture des céréales et leur récolte. Autrefois, les grains étaient entièrement récoltés à la faucille et battus au fléau sur l'aire par les ouvriers de la ferme. Pas de changement aujourd'hui : la faucille est généralement employée ; à peine voit-on des faucheuses, des moissonneuses et des lieuses. Le grain n'est plus battu au fléau. On se sert de petites batteuses mécaniques qui traitent les épis « en pointe » et les rejettent sur un secoueur qui assure la chute des grains en les séparant de la paille. Ce système est très défectueux ; il brise la paille, ne dépouille que très incomplètement les épis et détériore le grain.

Les communes ou les fermiers voisins associés seraient mieux inspirés en faisant l'achat de grandes batteuses mécaniques, ou en mettant en usage un trieur plus perfectionné.

Nous venons de voir ce qu'est une ferme, comment elle est exploitée, quels sont les instruments en usage ; nous avons examiné aussi les améliorations qu'il conviendrait d'apporter. Voyons maintenant quels sont les systèmes de faire-valoir :

Il y en a trois dans toute la Bretagne, et ils n'ont guère varié : 1° le faire-valoir direct ; 2° le fermage ; 3° le domaine congéable.

Le faire-valoir direct, le mot l'indique, est l'exploitation de la ferme par le propriétaire. Ce mode tend à se développer à la

suite des achats que font les paysans des terres qu'ils ont en location lorsqu'elles sont mises en vente. Il est extrêmement rare de voir un capitaliste acheter des terres pour les louer, car le rendement qu'il en retirerait serait à peu près nul. Lorsqu'une terre congéable est mise en vente, elle est achetée soit par le fermier, s'il a de l'argent, soit par un autre paysan qui exploitera lui-même la propriété après l'expiration du bail en cours ; car une ferme est pour lui un instrument de travail nécessaire ; la question de rendement est secondaire. Dans les environs de Quimper, pour prendre un exemple, la propriété se vend, selon une expression locale communément employée, « au denier trente », ce qui représente du 3.33 pour cent, et 2.80 pour cent, défalcation faite des impôts. Et cette région n'est pas typique. Je l'ai choisie non pas parce que le produit de la terre y est insignifiant, mais parce que c'est celle où nous voyons le plus communément le faire-valoir direct remplacer le fermage. Si j'avais voulu citer des exemples encore plus frappants, j'aurais pris les terrains de Roscoff ou de Plougastel-Daoulas ; ceux de cette dernière commune notamment, où les propriétés sont vendues au denier cinquante ou au denier soixante, ce qui donne un revenu de 1.65 à 2 pour cent.

Le fermage, cela se comprend après ce que nous venons de voir, a une tendance à disparaître, puisque le fermier achète souvent pour l'exploiter lui-même la terre qu'il loue. Il se maintient encore dans les régions où la grande et la moyenne propriété dominant. Cela s'explique par le manque de capitaux et le petit nombre de paysans assez fortunés pour acquérir des domaines étendus. Le fermage disparaît aussi par suite du maigre revenu des terres louées, et les propriétaires ont tout intérêt à les vendre et à chercher des placements plus lucratifs, qu'ils n'ont pas de peine à trouver.

Mieux que toutes les théories, le prix de location en 1892 de l'hectare de terre dans le Finistère nous le prouvera, et une comparaison avec l'état actuel démontrera sans peine l'intérêt

médiocre que peut trouver un capitaliste à acheter des terres qu'il destine à la location :

PRIX MOYEN ANNUEL DU FERMAGE D'UN HECTARE DE TERRE
DANS LE FINISTÈRE EN 1892

Terres labourables				
1 ^{re} catég.	2 ^e catég.	3 ^e catég.	4 ^e catég.	5 ^e catég.
91 fr.	75 fr.	59 fr.	45 fr.	31 fr.
Prés naturels				
1 ^{re} catég.	2 ^e catég.	3 ^e catég.	4 ^e catég.	5 ^e catég.
105 fr.	86 fr.	69 fr.	53 fr.	38 fr.

De nos jours, la valeur locative a nettement augmenté, et pour pouvoir la comparer à celle de 1892, je donne ci-dessous des chiffres qui, s'ils ne sont pas officiels, ne sont pas moins sincères et qui permettront de se faire une opinion exacte de la situation actuelle :

PRIX MOYEN ANNUEL DU FERMAGE D'UN HECTARE DE TERRE
DANS LE FINISTÈRE EN 1913

Terres labourables				
1 ^{re} catég.	2 ^e catég.	3 ^e catég.	4 ^e catég.	5 ^e catég.
150 fr.	100 fr.	70 fr.	50 fr.	40 fr.
Prés naturels				
1 ^{re} catég.	2 ^e catég.	3 ^e catég.	4 ^e catég.	5 ^e catég.
125 fr.	100 fr.	80 fr.	60 fr.	45 fr.

Il ne faudrait pas croire que le prix de 150 francs soit un maximum. Dans certaines régions restreintes, le fermage est beaucoup plus élevé. C'est le cas de Roscoff et de la région qui s'étend au sud de Pont-l'Abbé. A Roscoff, les bonnes terres

peuvent se louer jusqu'à 600 fr. et 800 francs l'hectare ; les terres ordinaires, 300 francs ; dans la région bigoudienne, les plus fertiles atteignent 250 fr. l'hectare, les moyennes 150 fr. A Plouescat, la moyenne des terres se loue 150 fr. l'hectare.

Le troisième régime d'exploitation est le « domaine congéable ».

Ce contrat est usité de temps immémorial dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan ; il est inconnu partout ailleurs. Quelle est son origine ? Elle est assez obscure ; l'opinion qui est le plus généralement acceptée veut que ce contrat ait pris naissance lors des émigrations des Bretons insulaires de l'Armorique, du III^e au VI^e siècle. Les propriétaires ne voulaient ni vendre ni donner leurs terres à ces nouveaux venus qui ne présentaient aucune garantie, et ceux-ci, de leur côté, ne voulaient pas devenir des serfs. C'est alors qu'on imagina un contrat qui, sans déposséder les uns, laissait aux autres leur liberté et, en même temps, leur assurait une juste rémunération de leur travail.

Je n'ai pas l'intention de faire ici une étude complète du domaine congéable qui est régi par des lois spéciales, notamment celles des 7 juin-5 août 1791, et de nombreux décrets (7 septembre 1792, 29 floréal an II, etc.), mais je dois indiquer sommairement quel est le fonctionnement de cette sorte de louage :

Le propriétaire d'une ferme la loue pour un temps déterminé, moyennant une rente annuelle, à un preneur qu'on appelle « colon ou domanier ». En même temps, il aliène au profit de ce dernier tout ce qui a été élevé sur la surface du sol par la main de l'homme, comme les constructions, les talus, les clôtures, les taillis, les amendements apportés à la terre, etc., toutes choses appelées du nom de « édifices et superficies », ou encore de « droits réparatoires ». Enfin, il est encore convenu dans ce contrat, qui est toujours établi par écrit, acte notarié ou acte sous seing privé, que le preneur ne peut être congédié par le propriétaire avant d'avoir été remboursé des « droits réparatoi-

res » qui existent sur le domaine suivant la valeur qu'ils auront au moment de la sortie du « domanier ». C'est de cette faculté de congédiement qu'est venue la dénomination de « domaine congéable ».

Ce contrat tient donc à la fois du louage et de la vente, vente non pas définitive, mais résoluble ; le domanier devient, par l'effet du contrat, propriétaire des « droits réparatoires », le propriétaire conservant ses droits sur le fonds. Ce louage est fait sous telles conditions convenues entre parties quant à la durée, au prix, aux redevances spéciales, à la faculté de construire, de planter, de défricher. Ces conditions sont les seules règles qui déterminent les droits des contractants.

Le domanier peut améliorer la propriété louée, mais comme le propriétaire rentrera un jour en possession de son domaine, et qu'il sera tenu au remboursement des « droits réparatoires », le preneur ne peut pas aggraver arbitrairement les charges de ce remboursement ; c'est ainsi qu'il ne peut, sans le consentement du propriétaire, agrandir les bâtiments existants ni en construire de nouveaux, pas plus qu'élever des murs et des talus ni creuser des fossés.

On peut compter que de nos jours le montant des « droits réparatoires » atteint en moyenne le 30 pour cent de la valeur de la propriété ; il varie entre 20 pour cent dans les propriétés modestement aménagées et 50 pour cent dans celles où de grands travaux ont été faits.

L'exploitation par « domaine congéable » a pris dans le Finistère une place considérable, qui varie suivant les communes. D'après M. Vallaux, on peut établir le tableau ci-dessous :

POURCENTAGE OCCUPÉ PAR LES DOMAINES CONGÉABLES DANS
LES COMMUNES DE :

Lanmeur	Plouigneau	Douarnenez	Primalen	Mahalou
4 à 5 o/o	10 o/o	10 o/o	20 o/o	20 o/o

Briec, Trégourez, Coray, Tournich et Rosporden ne comptent

plus un seul « domaine congéable » ; à Bannalec on le rencontre à l'état d'exception ; il disparaît dans les régions d'Arzano et de Quimperlé. Du reste, en général, ce régime tend à disparaître ; il s'établit de plus en plus rarement d'abord, et ensuite, la plupart du temps, le domanier achète la propriété, ou bien le bailleur rembourse les « droits réparatoires ». Et il faut reconnaître qu'il offre de très grands inconvénients, dont le premier est d'empêcher tout progrès. Le propriétaire n'a aucun intérêt à moderniser son installation et empêche le domanier d'élever de nouvelles constructions, même si elles doivent augmenter la valeur du fonds ; nous avons vu plus haut la raison de cette interdiction. Ce mode d'exploitation est destiné à disparaître dans un avenir rapproché.

Tels sont les trois régimes usités dans la Bretagne finistérienne ; quant aux cultures, elles sont toujours les mêmes, et je vais essayer de les dépeindre dans ce qu'elles ont de particulier, et de montrer quelles ressources énormes en retirent les habitants de cette région.

Le Froment. — Sa culture s'étend sur 60.000 hectares environ ; elle est plus répandue dans les communes du littoral qui forment la « ceinture dorée », et dans lesquelles elle occupe la place la plus importante. Viennent ensuite les communes à terrains schisteux : Carhaix, Châteauneuf, Pleyben ; enfin, celles situées dans la région granitique et pauvre des Montagnes Noires et des Monts d'Arrée.

La culture du froment a une tendance à s'étendre dans le Finistère, grâce à l'emploi des sables marins et des phosphates que l'on peut introduire jusqu'au cœur du département par le réseau des chemins de fer d'intérêt local et le réseau vicinal qui, l'un et l'autre, prennent chaque jour une plus grande extension.

Quelle que soit la région considérée, il est à noter que dans toutes les exploitations, les terres réservées à la culture du froment sont toujours les plus profondes et les meilleures ; aussi ont-elles une valeur locative plus élevée, exception faite pour

celles qui sont susceptibles de porter des cultures maraîchères, comme celles de Roscoff et de Plougastel-Daoulas.

Presque uniformément dans le département, les terrains destinés au blé reçoivent une préparation supérieure composée de 20 à 30.000 kilogrammes de fumier de ferme et de 4 à 500 kilogrammes de superphosphates à l'hectare, fumure à laquelle, dans la « ceinture dorée », on mélange par parties égales des algues marines. Les semis sont faits en lignes au moyen de petits semoirs de construction locale ou régionale dus à l'imagination d'inventeurs bretons, et fabriqués surtout dans les départements des Côtes-du-Nord et de la Loire-Inférieure.

Le grief qui peut être adressé au cultivateur breton, c'est qu'il est aussi arriéré que possible en ce qui concerne le choix des variétés de blé à multiplier. La grande majorité ignore celles qui sont les plus productives, et, dans la « ceinture dorée », où cependant les rendements sont plus considérables qu'ailleurs, comme le prouvent les statistiques, il est certain qu'on obtiendrait des résultats très supérieurs si on savait choisir des variétés meilleures, par exemple dans des terres dont la valeur locative est de 150, 200 et 250 fr. l'hectare, prix très sensiblement supérieur à ceux qui sont pratiqués pour les terres à blé du bassin de la Seine et de la région du Nord. En Bretagne, on cultive les blés dits du pays, qui n'ont jamais été sérieusement sélectionnés et ne donnent de résultats que grâce au climat et au sol, mais qui seraient remplacés avec profit par de nouvelles semences choisies.

Les variétés cultivées se divisent en deux classes parfaitement distinctes : celle d'automne semée en novembre et décembre, et celle de printemps semée en février et mars. Les premières occupent 35.000 hectares environ, les secondes 25.000. Ces dernières ont une tendance à augmenter d'année en année, car les propriétaires ont compris que, dans les terres humides et froides, les blés d'hiver souffraient d'un excès d'humidité qui avait pour conséquence de développer les mauvaises herbes qui envahissaient les champs au détriment du froment.

Un fait tout particulier, qu'il me paraît intéressant de signaler ici, c'est que dans la culture du froment, le paysan breton ne se préoccupe pas à l'époque des semailles des difficultés que pourra présenter la moisson ; il ne songe pas à y parer. En Beauce, en Flandre, en Brie, le cultivateur cherche non seulement à obtenir des produits abondants, mais encore à les récolter facilement ; il cherche à augmenter la production du grain. Il n'en est pas de même en Bretagne. Le paysan tient avant tout à récolter en abondance des pailles souples, les meilleures possible, qui serviront à l'alimentation du bétail. Cela se comprend dans un pays où l'élevage, nous le verrons plus loin, est aussi développé et où la paille fait toujours défaut. Cette manière de voir a pour conséquence la production d'un blé « long de paille », sans résistance et avec une tendance à la verse, si bien que la moisson à l'aide d'appareils perfectionnés, moissonneuses ou lieuses, est à peu près impossible aujourd'hui, et il est heureux qu'on trouve dans ce pays une main-d'œuvre agricole abondante et à bon marché. La moisson se fait, en effet, entièrement à la faucille, et il est peut-être préférable que le machinisme n'ait pas pris dans le Finistère le développement qu'il a atteint dans d'autres régions de la France, car il aurait plongé dans la misère de nombreuses familles incapables de se livrer à un autre travail que celui des champs ; il aurait contribué à dépeupler ce département prolifique entre tous, et compromis l'avenir du Finistère tout entier.

Que faudrait-il pour développer la production ? Peu de chose : choisir des variétés de blé aux pailles courtes et rigides, faire des labours plus profonds, généraliser l'emploi des semoirs, utiliser plus largement les engrais phosphatés, introduire des calcaires dans les fumures, enfin aérer les champs en faisant disparaître une partie des talus qui les entourent. Mais, comme je le disais, la préoccupation du Breton est d'abord la production de la paille, et l'état de choses actuel se perpétuera, et les procédés de culture ne seront changés que lorsque les

suites du mouvement d'émigration déjà commencé rendront nécessaire l'emploi des instruments mécaniques.

Le froment est, après l'avoine, la céréale la plus répandue dans le Finistère. Sa culture a donné pendant les cinq dernières années les résultats suivants :

GRAINS

Années	Superficie des cultures en hectares	Produit moyen par hectare en hectolitres	Produit total en hectolitres	Prix de l'hectolitre	Rendement
1908	60.192	20.25	1.218.888	17.20	20.964.873 60
1909	60.084	21.91	1.316.440 44	17.20	22.642.775 60
1910	59.980	19.25	1.154.615	19.20	22.168.608 »
1911	59.110	15.09	939.849	20 »	18.796.980 »
1912	52.960	17.20	910.912	22 »	20.040.064 »

PAILLE

Années	Superficie des cultures en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	60.192	27	1.625.184	6 fr.	9.751.104 fr.
1909	60.084	28	1.682.352	6 »	10.094.112 »
1910	59.980	27	1.619.460	7 »	11.336.220 »
1911	59.110	29	1.714.190	8 »	13.713.520 »
1912	52.960	29	1.535.840	8 »	12.286.720 »

L'Avoine. — L'avoine est cultivée dans le Finistère sur une étendue d'environ 60.000 hectares. Comme pour le blé, nous trouvons deux catégories : celle d'hiver (40.000 hectares), celle de printemps (20.000 hectares) ; elle est semée dans l'assolement après le seigle et le froment et aussi dans les pâturages nouvellement défrichés et dans les landes qu'on met en valeur. Elle offre la caractéristique toute particulière de ne nécessiter aucune fumure ; les amendements favoriseraient sa tendance à la verse ; seuls les engrais phosphatés ou potassiques pourraient donner de bons résultats ; des essais ont été faits en ce sens et

ont pleinement réussi, mais les agriculteurs bretons n'en ont tiré ni leçon ni profit, ils ne les emploient pas.

L'avoine constitue une source importante de richesse pour le Finistère.

On trouvait :

En 1908....	63.889	hectares	de	terre	portant	cette	céréale ;
En 1909....	62.588	—	—	—	—	—	—
En 1910....	62.820	—	—	—	—	—	—
En 1911....	62.910	—	—	—	—	—	—
En 1912....	63.120	—	—	—	—	—	—

La production moyenne par hectare en grains a été pendant les cinq dernières années d'environ 30 hectolitres, d'un poids moyen de 48 à 50 kilogrammes l'hectolitre, et, en paille, de 25 à 30 quintaux. Le prix du grain a été d'environ 20 francs. Il est facile avec ces données de se rendre compte du rendement de cette culture. Ces avoines sont d'une très grande valeur nutritive, peu échauffantes, qualité qui les fait rechercher par les populations du midi de la France. Mais ce n'est pas seulement par les animaux qu'est consommée toute l'avoine produite par le sol finistérien ; une certaine quantité réduite en farine entre dans l'alimentation de l'homme sous forme de bouillies, qui constituent une nourriture économique. Seuls sont soumis à la mouture les grains que le manque de présentation rendrait impropres à la vente.

L'avoine n'a pas comme le froment une région de culture bien déterminée ; on en trouve un peu partout, dans la « ceinture dorée » notamment, mais elle domine dans la région montagnaise du centre, où elle donne d'excellents résultats presque partout, car toutes les terres conviennent à l'avoine, légères ou lourdes, profondes ou superficielles.

Pendant les cinq dernières années, elle a rapporté en :

GRAINS

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en hectolitres	Produit total en hectolitres	Prix	Rendement
1908	63.889	27.75	1.772.919 75	16 »	28.366.716 »
1909	62.588	32.66	2.044.124 08	17 »	34.750.109 36
1910	62.820	30.90	1.941.138 »	17.50	33.969.915 »
1911	62.910	27.07	1.742.607 »	18.50	32.238.229 50
1912	63.120	30.80	1.944.096 »	21 »	40.826.016 »

PAILLE

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix	Rendement
1908	63.889	26	1.661.114	6 fr.	9.966.684 fr.
1909	62.588	26	1.627.288	6. »	9.763.728 »
1910	62.820	26	1.633.320	7 »	11.433.240 »
1911	62.910	28	1.761.480	7 »	12.330.360 »
1912	63.120	28	1.767.360	7 »	12.371.520 »

Le Seigle. — Dans les terrains légers et peu fertiles où le froment ne donnerait que des résultats médiocres, nous trouvons le seigle, moins exigeant que l'avoine. Dans le Finistère, il est cultivé sur une superficie d'environ 25.000 hectares.

En 1908, cette surface était de.....	25.283 hectares
En 1909 — — — — —	25.441 —
En 1910 — — — — —	25.310 —
En 1911 — — — — —	24.450 —
En 1912 — — — — —	24.025 —

La production moyenne par hectare a été de 15 à 20 hectolitres pendant les cinq dernières années, du poids de 70 à 72 kilogrammes par hectolitre, et de 32 à 35 quintaux de paille. Cette

céréale, qui est une sorte de froment de montagne, est très recherchée par le Breton parce qu'elle fournit une paille très abondante, nécessaire, indispensable même aux besoins de l'élevage. Dans toute l'étendue du Finistère, les surfaces sur lesquelles le seigle est cultivé ont une tendance à diminuer ; cela s'explique parce que certaine terres sont utilisées pour la culture du froment après avoir été améliorées par l'apport de sables marins et d'engrais dont le transport, nous l'avons déjà dit, devient chaque jour plus facile.

Le produit retiré de la culture du seigle pendant les cinq dernières années a été le suivant :

GRAINS

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en hectolitres	Produit total en hectolitres	Prix	Rendement
1908	25.283	19.20	485.433 60	13.50	6.553.353 60
1909	25.411	19.16	486.874 60	13.50	6.572.809 26
1910	25.310	17.05	431.535 50	13.50	5.825.729 25
1911	24.450	13.06	332.520 »	14 »	4.655.280 »
1912	24.025	15.90	381.997 50	15.75	6.016.460 62

PAILLE

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix	Rendement
1908	25.283	32	809.056	6 fr.	4.854.336 fr.
1909	25.411	34	863.974	6 »	5.183.844 »
1910	25.310	35	885.850	6 »	5.315.100 »
1911	24.450	34	831.300	8 »	6.650.400 »
1912	24.025	34	816.850	8 »	6.534.800 »

L'Orge. — Une seule qualité d'orge existe dans le Finistère, c'est l'orge à épis aplatis, appelée plus communément dans le pays : orge à deux rangs, dont la production s'étend sur 17.000 hectares environ. Contrairement à ce qui existe pour le fro-

ment et l'avoine, il n'y a sur toute l'étendue du département qu'une seule qualité d'orge, celle de printemps. Les meilleures terres sont réservées à sa culture, qui est même préférée à celle du froment. Dans l'assolement elle remplace l'avoine et précède le froment. Cette culture est très productive, bien que la qualité des grains soit défectueuse par suite de la très grande humidité atmosphérique de cette région, qui a pour résultat de les colorer et amène leur dépréciation sur les marchés.

Dans le Finistère, pendant les cinq dernières années, les surfaces cultivées en orge étaient les suivantes :

En 1908	15.363 hectares
En 1909	15.441 —
En 1910	15.780 —
En 1911	16.750 —
En 1912	16.990 —

La production moyenne par hectare varie entre 23 et 30 hectolitres à l'hectare, d'un poids de 60 à 63 kilogrammes l'hectolitre ; le prix est de 20 francs.

Comme situation géographique, cette culture occupe toute la « ceinture dorée », avec une tendance à pénétrer dans l'intérieur. Elle a rapporté pendant les cinq dernières années :

GRAINS

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en hectolitres	Produit total en hectolitres	Prix	Rendement
1908	15.363	26.50	407.119 50	12 »	4.885 434 fr.
1909	15.441	29.52	455.818 32	11.90	5.424.238 »
1910	15.780	28.50	449.730 »	12 »	5.396.760 »
1911	16.750	24.10	403.675 »	13.25	5.348.693 75
1912	16.980	30 »	509.400 »	13.80	7.029.720 »

PAILLE

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix	Rendement
1908	15.363	23	353.349	6 fr.	2.120.094 fr.
1909	15.441	21	324.261	6 »	1.945.566 »
1910	15.780	13	205.140	6 »	1.230.840 »
1911	16.750	22	368.500	8 »	2.948.000 »
1912	16.980	24	407.520	8 »	3.260.160 »

Enfin, laissant de côté le méteil, le maïs, le millet, dont la production est à peu près nulle, il ne reste à étudier que le sarrasin, autrement appelé : blé noir.

Le Sarrasin. — Il est cultivé dans le Finistère dans les terres les plus légères et les moins profondes, et y donne des résultats exceptionnels; il est semé également dans les défrichements de landes, de bois et de pâturages. Il donne des rendements plus élevés là où l'élément calcaire fait défaut, et, dans l'assolement, il marche de pair avec le seigle, constituant le premier échelon de la mise en valeur des terres. C'est une plante à végétation très rapide, qui arrive à son développement en une centaine de jours. Sa culture a, depuis les deux dernières années, une tendance à diminuer; c'est ainsi que pour les terres portant le sarrasin, on trouve :

En 1908	38.080 hectares
En 1909	38.542 —
En 1910	38.620 —
En 1911	23.110 —
En 1912	23.450 —

La production moyenne est très variable. En 1908, elle a été de 22 hectolitres 65 par hectare, de 25 hectol. 77 en 1909, de

10 hectol. en 1910, et de 24 hectol. 17 en 1912. Le grain pèse de 63 à 64 kil. par hectolitre ; son prix moyen est de 21 francs.

Les paysans bretons en font usage pour leur alimentation ; ils le broient et le réduisent en farine pour en faire des crêpes ou des galettes ; ils en confectionnent des pâtes alimentaires, quelquefois même, mais plus rarement, du pain. Ces farines, qui manquent complètement d'azote, sont plutôt mauvaises pour l'alimentation.

Cette céréale est cultivée dans tous les terrains de montagne sans délimitation précise, principalement dans toutes les terres légères du nord, du midi et du centre du département.

Les bénéfices que le Finistère a retirés de cette culture sont pour les cinq dernières années, en grains, car la paille n'a aucune valeur, indiqués dans le tableau suivant :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en hectolitres	Produit total en en hectolitres	Prix	Rendement
1908	38.081	22.65	862.534 65	9.80	8.452.839 57
1909	38.542	25.77	993.227 34	9.80	9.733.627 93
1910	38.620	24.50	946.190 »	12.40	11.732.756 »
1911	23.110	10 »	231.100 »	10.55	2.438.105 »
1912	23.450	24 »	562.800 »	13.60	7.654.080 »

La culture du maïs et du millet n'est pas pratiquée dans le Finistère ; celle du méteil est insignifiante.

A côté des céréales que nous venons d'étudier, nous trouvons dans le département d'autres cultures, notamment celle des légumes frais : haricots verts, petits pois, fèves fraîches ou en gousses.

Ces légumes se débitent surtout sur les marchés, où leur précocité les fait rechercher. Dans les régions où sont établies des usines, ils sont vendus pour la fabrication des conserves.

Il est difficile de délimiter d'une façon précise les endroits où se rencontrent ces cultures ; elles sont disséminées un peu partout ; on peut indiquer cependant que les haricots verts et

les pois sont surtout exploités dans les régions de Quimper et de Plogastel. Leur rendement pour les cinq dernières années s'établit ainsi :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	805	52	41.860	12 fr.	502.320 fr.
1909	861	53	45.633	12 »	547.596 »
1910	924	51	47.124	13 »	612.612 »
1911	967	54	52.218	19 »	992.142 »
1912	1150	55	63.250	26 »	1.644.500 »

Comme légumes secs, le Finistère ne produit ni fèves ni pois ni lentilles. Seuls les haricots destinés à être consommés secs sont cultivés sur des étendues extrêmement restreintes, 50 hectares environ, dont 10 à 12 compris dans le patrimoine des établissements hospitaliers qui emploient les produits à la nourriture de leurs pensionnaires. Quelques particuliers en récoltent pour leur usage personnel. Pour les cinq dernières années, on peut établir le tableau suivant :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	64	14	896	55 fr.	49.280 fr.
1909	66	16	1056	52 »	54.912 »
1910	51	12	612	55 »	33.660 »
1911	48	14	672	60 »	40.320 »
1912	48	14	672	70 »	47.040 »

Une culture qui se développe dans le Finistère est celle de la pomme de terre, qu'on trouve dans les régions de Roscoff, de Pont-l'Abbé et de Loctudy. Celles qui sont produites dans le pays de Roscoff sont expédiées sur les marchés de Paris et des grandes villes d'Angleterre, où elles sont vendues comme primeurs. Elles ont aussi un large débouché en Algérie, où elles sont achetées par les maraîchers pour les semis. Les produits récoltés dans cette colonie sont, en effet, vendus en totalité ;

aucune part n'en est réservée pour la reproduction, d'abord parce qu'ils ont au début de la récolte une valeur considérable, 2 fr. le kilogramme quelquefois, puis parce que leur qualité deviendrait médiocre en s'abâtardissant sous l'influence du climat; enfin, les Algériens trouvent en France à des prix minimes, 18 centimes le kilogramme, des produits de qualité supérieure, ceux de Roscoff notamment.

Dans les régions de Pont-l'Abbé et de Loctudy, la culture des pommes de terre occupe une superficie de 2450 hectares. Les produits sont dirigés sur Cardiff ou sur les divers marchés des grandes villes françaises, notamment dans le Sud-Ouest; ils font l'objet d'un véritable commerce, dont l'importance est considérable. La culture de ce légume n'est pas limitée à ces régions; elle s'étend dans le département sur une superficie d'environ 25.000 hectares, composés de champs disséminés dépendant de fermes, et dont les produits servent à l'alimentation de la famille et à celle des animaux.

Le rendement total de la culture de la pomme de terre est indiqué, pour les cinq dernières années, dans le tableau suivant :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	23.700	124	2.933.800	5 fr.	14.694.000 fr.
1909	23.810	119	2.833.320	5 »	14.166.950 »
1910	24.125	88	2.123.000	9 »	19.107.000 »
1911	24.620	105	2.585.100	7 »	18.095.700 »
1912	25.780	85	2.191.300	8 »	17.530.400 »

Quelques mots au sujet des topinambours, des betteraves fourragères, des navets, des rutabaga, et des choux fourragers qui produisent dans l'ensemble une valeur annuelle de 15 millions environ :

Les topinambours sont employés à l'alimentation des chevaux et ne font l'objet d'aucun commerce. Ils sont utilisés par

les fermiers sur les lieux de production. Cette culture a donné les résultats suivants :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	67	180	12.060	1 75	21.105 fr.
1909	60	160	9.600	2 »	19.200 »
1910	63	150	9.450	1.75	16.537 »
1911	65	130	8.450	1.75	14.787 »
1912	70	200	14.000	2.25	31.500 »

La culture de la betterave fourragère est prospère dans le département. Elle y réussit parfaitement et intéresse une branche florissante : l'élevage. Le climat, doux et humide, s'y prête à merveille, et le sol granitique et riche en potasse de la presqu'île armoricaine contribue pour une large part à donner d'excellents résultats; aussi prend-t-elle tous les ans une plus large place. Ces betteraves sont employées comme nourriture d'hiver pour les animaux, surtout pour les chevaux, à qui on les donne après les avoir coupées en tranches. On les cultive dans toutes les régions où on fait l'élevage des chevaux et des vaches, principalement dans les premières. Leur revenu, qui n'est pas négligeable, est indiqué dans le tableau suivant :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	18.933	265	5.030.495	1.50	7.545.742 fr.
1909	19.180	324	6.214.320	1.50	9.321.480 »
1910	18.290	355	6.492.950	1.60	10.388.720 »
1911	18.985	310	5.885.350	1.50	8.828.025 »
1912	19.040	350	6.664.000	1.50	9.996.000 »

Le rutabaga, sorte de navet, et les navets fourragers occupent une superficie de 13.000 hectares environ. 3.000 pour le premier, 10.000 pour le second. Le rutabaga est exploité comme culture principale; il a une grande valeur nutritive et se ren-

contre partout. Il sert à l'engraissement de certains animaux, notamment des bœufs.

Les navets fourragers forment une « culture dérobée » et se récoltent trois mois après le semis ; on les intercale entre deux cultures et ils succèdent, en général, à une céréale. On les trouve dans les terrains montagneux, ceux où on cultive le seigle. Le paysan breton a l'habitude de mêler aux grains de seigle, lors des semailles, une certaine quantité de graines de navets, et il retire ainsi de son champ deux récoltes : celle des navets après celle du seigle. Cette nourriture est employée surtout pour les animaux, quelquefois elle est utilisée par les habitants des fermes. Comme elle est d'une conservation difficile, elle constitue la première nourriture d'hiver, et n'est arrachée qu'à mesure des besoins.

Ces deux cultures ont donné les résultats suivants :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	11.850	190	2.251.500	2.50	5 628.750 fr.
1909	12.100	155	1.875.500	2.50	4.688.750 »
1910	12.250	142	1.739.500	1.60	2.783.200 »
1911	12.900	68	877.200	2.75	2.412.300 »
1912	13.140	65	854.100	2 »	1.708.200 »

Reste le chou fourrager, appelé communément par les paysans le « chou-vache ».

Cette plante donne dans le Finistère d'excellents résultats, dus comme pour la betterave à la double influence du sol et du climat. La douceur, l'humidité et l'égalité de la température permettent d'échelonner les plantations de façon à avoir tous les jours la quantité de choux nécessaire à la nourriture des animaux de la ferme, principalement des vaches et des cochons. On trouve cette culture partout, dans toutes les exploitations, où elle est utilisée sur place. Elle ne donne lieu à aucun commerce.

Le rendement peut être évalué ainsi :

Années	Superficie cultivée en hectares	Produit moyen par hectare en quintaux	Produit total en quintaux	Prix du quintal	Rendement
1908	6.310	140	2.776.400	1.20	3.331.680 fr.
1909	6.405	480	3.074.400	1.20	3.689.280 »
1910	6.580	510	3.355.800	1.25	4.194.750 »
1911	6.720	505	3.393.600	1.20	4 072.320 »
1912	6.780	520	3.525.600	1 »	3 525.600 »

A côté des produits destinés principalement à l'alimentation des animaux, il faut faire une place importante à ceux qui sont consommés par les habitants ou manufacturés dans la région pour être ensuite expédiés sur les marchés du dehors. Les cultures maraîchères sont largement développées et, grâce à elles, a pu dire M. Vallaux, « l'Armorique est devenue comme « Jersey, Guernesey et les côtes normandes, un potager du « Royaume-Uni ». A l'heure actuelle, les légumes sont cultivés sur presque toutes les côtes, et principalement dans les trois régions de Pont-l'Abbé, Plougastel-Daoulas et Roscoff-St-Pol-de-Léon, dans cette dernière surtout, puisque la culture maraîchère y occupe la presque totalité des terres. Dans ces plaines, le climat est d'une douceur idéale, bien plus égal que dans tout le reste de l'Armorique, car elles ne sont jamais balayées par les vents froids venus du Nord, qui sont arrêtés à Plougastel par les crêtes des montagnes, à St-Pol et à Roscoff par l'île de Batz. Et puis, un facteur très important et qui contribue dans une large mesure à la fertilité du sol, c'est le goémon, richesse inépuisable qui constitue un engrais excellent et que les producteurs trouvent sous la main. Dans la région de Pont-l'Abbé, une fumure très riche est fournie par les têtes et les détritres des sardines employées sur de nombreux points de cette côte à la fabrication des conserves.

Je vais examiner successivement ces cultures maraîchères intensives et indiquer dans un tableau les bénéfices qu'elles ont

rapportés, laissant de côté ce qui est relatif à l'exploitation de la pomme de terre, dont je me suis déjà occupé plus haut.

Dans la région de Plougastel-Daoulas on cultive les fraisières ; leurs fruits sont très appréciés, surtout en Angleterre, à cause de leur acidité ; ils font l'objet d'un commerce assez important entre la côte bretonne et les divers ports anglais. Malgré cette acidité, moins recherchée en France, ces produits sont encore expédiés en assez grande quantité à Paris, où ils apparaissent les premiers sur les marchés et sont vendus à des prix assez élevés. Cette culture constitue une grande source de richesse pour cette région ; les fraisières sont une variété originaire du Chili qui a été importée en France, et s'est merveilleusement acclimatée à Plougastel. Elle ne donne aucun résultat ailleurs, notamment sur les plateaux intérieurs.

À côté de quelques variétés de légumes frais dont j'ai déjà parlé, haricots et pois verts, on trouve les choux-fleurs, qui sont la renommée du pays de Roscoff, qui en expédie tous les jours des trains entiers. Ces choux appartiennent au type des Brocolis et sont cultivés pour être vendus dès le mois de janvier et pendant les mois de février et de mars, époque à laquelle les rigueurs de l'hiver ne permettent pas d'en produire dans les autres régions. Leur qualité n'est pas supérieure ; ils sont recherchés à cause de leur finesse, et surtout de leur précocité.

À côté de ces produits se placent les oignons et les échalottes qui, à Plougastel, ne viennent pas avant ceux des autres régions. Ils sont vendus sur tous les marchés, dans toute la France.

L'ail est assez peu cultivé, et encore ne le produit-on que parce qu'il sert à combler les vides des emballages.

Dans la région de Plougastel on cultive encore l'artichaut ; ce légume d'excellente qualité est extrêmement recherché. Au goût délicieux qu'il possède, il joint l'avantage d'être une véritable primeur ; on en récolte une certaine quantité en novembre, décembre et janvier, mais la production est surtout considérable en été. Les artichauts d'hiver sont plantés en avril. A

leur maturité, les produits sont expédiés sur tous les grands marchés français et étrangers. Ils sont très recherchés aux Etats-Unis.

Telles sont, rapidement examinées, les diverses productions de Plougastel.

Le second centre maraîcher comprend la presqu'île de Roscoff et de St-Pol-de-Léon, dans laquelle nous trouvons des oignons et des brocolis très précoces. Leur principal débouché est l'Angleterre, où ils sont vendus *au détail* par les Roscovites. A côté, on cultive des artichauts; mais la production principale est celle des choux-fleurs, qui sont expédiés par trains entiers sur les marchés de Paris. Les choux se rencontrent principalement dans les régions de Ploaré, de Tréboul et de l'Abervrach; les petits pois dans celle de Pont-l'Abbé. La région de Plozevet et de Plouhinec produit, en dehors des oignons, des carottes rouges qui, grâce aux sables de la côte, ont une saveur toute particulière. Elle sont, en général, peu exportées. Quelques commerçants en envoient à Paris et dans quelques villes de l'Ouest, mais la presque totalité de la production est consommée sur place et sert à l'alimentation familiale et à la nourriture des cochons.

Dans leur ensemble, le rendement des cultures maraîchères s'établit ainsi :

Années	Superficie cultivée en hectares	Valeur de la production
1908	4.250 hect.	2.340.000 fr.
1909	4.318 —	2.720.340 —
1910	4.512 —	3.384.000 —
1911	5.167 —	4.663.640 —
1912	5.305 —	5.305.000 —

Si les cultures maraîchères ont une tendance à occuper d'année en année une superficie plus considérable, il n'en est pas de même pour le jardinage, qui reste stationnaire, environ 500

hectares, et qui se rencontre à peu près exclusivement groupé aux environs de Brest, de Morlaix et de Quimper. J'ai dit plus haut, dans la description de l'habitation, qu'il n'existait pas dans les fermes.

On trouve dans le Finistère quelque peu de chanvre, dont la production diminue tous les ans et tend à disparaître. En 1908, cette plante était cultivée sur 49 hectares; en 1912, on n'en comptait que 19. Son prix était de 7 fr. 50 le quintal de graine, et 7 francs le quintal de filasse. Elle se cultivait autrefois dans presque toutes les fermes et était échangée chez les tisserands contre de la toile. Lorsque l'industrie du tissage a disparu, la culture du chanvre a été à peu près abandonnée, et le peu qu'on en récolte est vendu aux épiciers pour la graine. La filasse sert à faire des cordages.

La culture du lin est, au contraire, en voie de développement, bien que dans les régions de Morlaix et de Lanmeur où on le produit, il n'existe aucune filature. Cultivé dans de très bonnes terres, il est mal préparé; le rouissage se fait à l'air, ce qui donne aux filasses une couleur grisâtre. En 1908, 749 hectares portaient du lin; 914 hectares en 1912.

Enfin, pour terminer l'examen des diverses cultures, il reste à étudier diverses productions dont le caractère est exclusivement local, et qui sont : la lande semée, le panais, la carotte fourragère, toutes productions qui sont utilisées pour l'élevage des chevaux et des vaches et constituent pour ces animaux une alimentation excellente.

La lande semée est une plante de la famille des papilionacées, qu'on appelle encore dans le Finistère : ajone marin ou plante d'or. Elle fournit des pousses qui, coupées et écrasées, sont très nutritives et très salutaires pour les grands herbivores. Ces pousses sont plus souples et moins épineuses dans les bons terrains et sous un climat humide que dans les sols arides et les climats secs, aussi l'ajone n'est-il utilisé comme plante fourragère que dans les contrées maritimes, en Bretagne et en Belgique (Gillet et Magne, *Flore française*, p. 141). Elle ne donne

son maximum de végétation que dans le voisinage de la mer et dans les terrains granitiques légers, en pente et d'un accès difficile. Elle ne demande aucun entretien. Sa culture rappelle celle du trèfle; on la sème au printemps, toujours mélangée à une céréale qui lui sert de couvert, car, très sensible et très délicate pendant la première année de sa croissance, elle serait brûlée par les rayons du soleil si elle n'était abritée. Pendant la première année, sa végétation ne prend qu'un développement restreint, elle ne dépasse pas 12 ou 15 centimètres de hauteur, ce qui permet de faucher la céréale mûre sans nuire à la plante qui pousse en dessous; dès la deuxième année, elle grossit et se ramifie; pendant la troisième, elle prend une belle végétation. C'est alors qu'on la récolte, entre les mois de novembre et de mars, à mesure des besoins des animaux, car elle se dessèche rapidement et perd alors ses principales qualités nutritives. La culture de cette plante présente un très grand avantage : sans nouveaux soins, on peut tous les deux ans récolter une seconde moisson jusqu'au moment où les plantes vieilles commencent à se clairsemer. On les enlève alors et on procède à de nouveaux semis. C'est une plante précieuse, qui ne demande ni culture ni engrais et qui fournit aux éleveurs une nourriture d'hiver substantielle et économique; elle est donnée aux bœufs, et surtout aux chevaux qui en sont friands, après avoir été pilée ou divisée dans les broyeur d'ajones à cause des piquants dont elle est garnie. C'est un aliment excellent qui donne dans l'élevage de merveilleux résultats.

Cette plante est cultivée sur une superficie de 6.500 hectares environ, qui produisent une moyenne de 215 quintaux, vendus 1 franc le quintal, soit un revenu total de 1.300.000 francs. Les Bretons estiment avec raison que le produit de la lande a plus de valeur que celui du trèfle.

Le panais est aussi une production spéciale au Finistère. Comme la lande, plus qu'elle encore, cette plante ne croît qu'à proximité des côtes, dans le voisinage même immédiat de la

mer. A plus de 40 kilomètres de l'Océan, elle ne donne aucun résultat satisfaisant.

Le panais appartient à la famille des ombellifères ; sa racine, longue de 40 centimètres environ, est entièrement enfouée dans la terre qui en recouvre l'extrémité supérieure d'une épaisseur de quelques centimètres. Le sol, avant la plantation, doit être profondément défoncé à l'aide d'un matériel très important que chaque propriétaire ne peut posséder. Les voisins se réunissent pour s'entr'aider et se prêtent leurs chevaux et leurs hommes. Le travail de la journée terminé, les fêtes commencent, qui comportent surtout de copieuses libations. Le panais, à l'inverse de la lande, demande d'abondantes fumures et des cultures ininterrompues ; cette plante a une végétation très lente et doit être défendue contre les mauvaises herbes qui en empêcheraient la croissance. Les semis se font au printemps, la récolte en hiver, comme pour la lande, à mesure des besoins ; la racine arrachée ne se conserve pas à l'air. Les frais de cette récolte sont onéreux, car, pour arracher les racines, il faut se livrer à un second travail de défoncement. Les feuilles qui sortent de terre ont été déjà coupées et ont donné un fourrage vert qui sert de nourriture aux animaux de la ferme. La racine se donne surtout aux chevaux et remplace l'avoine, tout en constituant un aliment moins nutritif, mais aussi moins échauffant.

Pendant les cinq dernières années, le panais a été cultivé sur une moyenne de 9.500 hectares, sensiblement la même tous les ans. Le rendement a été de 250 quintaux à l'hectare, ce qui, au prix de 2 fr. 40 le quintal, donne un produit moyen de 4.375.000 francs.

Bien que la carotte fourragère paraisse occuper une superficie plus étendue chaque année, elle ne tient qu'une place peu importante dans les cultures du Finistère : 225 hectares en 1908, 510 hectares en 1912. On la trouve dans presque toutes les fermes, et elle est surtout utilisée pour la nourriture des chevaux qui souffrent de l'intestin. Les paysans la considèrent

comme un médicament. Son rendement n'est pas supérieur à 108.000 francs pour 1908, et 405.000 fr. pour 1912.

Arrivons enfin à l'étude des prairies de différentes sortes : artificielles, temporaires, prés naturels, pâturages et pacages.

1° Le trèfle constitue la base exclusive de presque toutes les prairies artificielles ; dans la « ceinture dorée », on trouve quelques luzernières. Le trèfle a une végétation surprenante et donne de très bons résultats dus au climat et à la composition du sol ; il prospère dans les terrains granitiques qui ont reçu des amendements calcaires, surtout dans le nord du département. Ces prairies donnent trois coupes par an, mais la plante, trèfle ou luzerne, n'est pas transformée en fourrage sec, elle est utilisée en vert et sert de nourriture à tous les animaux de la ferme, chevaux et bœufs. Dans les régions de culture intensive, le trèfle dure plusieurs années ; dans les autres il ne dure qu'un an, et la terre est immédiatement labourée. Pendant la durée des deux premières années, les récoltes sont utilisées en vert. Celles de la troisième année sont séchées et transformées en foin désigné sous le nom de « foin terrien », par opposition au « foin de prés », de qualité supérieure, et qui est réservé à la nourriture de chevaux.

2° Les prairies temporaires, autrefois ignorées en Bretagne, commencent à faire leur apparition dans ce pays ; les résultats qu'elles donnent encouragent le Breton à en créer de nouvelles ; la qualité du fourrage qu'elles donnent est toujours supérieure à celles des prairies naturelles ; les qualités qui sont surtout cultivées dans le Finistère sont celles dont la coupe peut être faite au printemps : le « trèfle incarnat », qui occupe une place importante ; le « seigle fourrage » et le « colza fourrage ». Ces foins fournissent un aliment vert de février à mai ; il serait bon sans doute de voir se répandre l'utilisation des fourrages annuels qui se récoltent en août et en septembre, époque à laquelle le vert fait défaut, mais les Bretons n'ont pas voulu encore entrer dans cette voie.

3° Enfin, les prés naturels, pâturages et pacages, fournissent des foins de qualité moyenne utilisés pour la nourriture d'hiver des bestiaux. Ils sont récoltés dans les vallées creuses et ne se distinguent en rien de ceux des autres régions de la France.

J'ai dressé le tableau suivant qui indique les superficies cultivées pendant les cinq dernières années ou occupées par les pâturages et pacages, qui permettra de se rendre rapidement un compte exact du rendement de ces diverses prairies :

PRODUCTIONS	SUPERFICIE CULTIVÉE en hectares					Production moyenne à l'hectare en quintaux	Valeur moyenne du quintal	RENDEMENT moyen annuel
	1908	1909	1910	1911	1912			
Prairies { Trèfles....	24041	25312	25410	25380	25425	45	9.50	10.736.064
artificielles { Luzernes..	730	750	720	705	680	46	9.50	313.329
Prairies temporaires ...	4810	4960	5025	5180	5210	48	9.50	2.296.872
Fourrages annuels	15025	15218	15304	15410	15200	190	1.90	5.494.781
Prés naturels	88345	88350	88360	81360	88390	40	9.50	33.038.620
Pâturages et pacages...	15210	15076	15000	14980	14980	13	9 »	1.760.733

Dans presque toutes les prairies nous trouvons des pommiers, dont les fruits servent à produire la boisson quotidienne des Bretons, et qui, ainsi que le remarque M. Vallaux, « voient leur destinée liée à celle de la prairie ». Il en existe aujourd'hui dans toute la partie sud du Finistère, limitée au Nord par la Montagne Noire et comprenant les régions de Carhaix, de Châteaulin, de Daoulas, de Quimper et de Quimperlé, abritées des vents du Nord. On n'en rencontre pas au Cap Sizun ni dans la presqu'île de Crozou.

Les ressources qu'on en tire sont considérables, et M. Vallaux estime qu'un arbre planté dans la région de Fouesnant doit,

après quinze ans, rapporter un revenu annuel de 5 francs, soit, si la terre est judicieusement plantée, un produit de 250 francs par hectare, fort appréciable, car la présence des pommiers ne nuit pas aux prairies ou aux cultures qui se trouvent sous ces arbres.

Les pommiers cultivés se divisent en deux catégories : l'une de très faible importance, l'autre considérable. La première est formée par les pommes dites « à couteau », qui ont produit pour les cinq dernières années une moyenne annuelle d'environ 500 quintaux de fruits ; l'autre, par les pommes à cidre, qui ont donné :

En 1908...	422.220 quint.,	à 10 fr. 00 l'un,	soit 4.222.220 fr.
En 1909...	847.500	— à 7 fr. 50 l'un,	— 6.356.250 fr.
En 1910...	177.400	— à 12 fr. 00 l'un,	— 2.128.800 fr.
En 1911...	614.500	— à 6 fr. 50 l'un,	— 3.994.250 fr.
En 1912...	217.000	— à 10 fr. 00 l'un,	— 2.170.000 fr.

L'Élevage

Sur cette superficie d'environ 15.000 hectares de pâturages et de pacages, il existe dans le Finistère un élevage florissant de chevaux et de vaches.

Les premiers se rencontrent principalement dans la partie nord du département qui forme toute la région du Léon, quelque peu dans celle de Quimperlé ; les seconds, surtout dans le pays de Quimperlé. Le premier de ces élevages donne des résultats merveilleux ; il rapporte aux éleveurs des bénéfices considérables, car non seulement le Finistère fournit des chevaux à nos remotes et aux besoins régionaux, mais il est aussi le pays d'élevage par excellence dans lequel les étrangers viennent s'approvisionner, et on verra plus loin le rôle joué par les remotes allemandes, italiennes, espagnoles et grecques, qui viennent y chercher nos produits.

Le Finistère offre d'autant plus d'intérêt qu'on n'y pratique pas l'élevage d'une seule qualité de chevaux, mais qu'on y trouve tous les types, depuis le cheval léger jusqu'au cheval de trait le plus lourd.

Les chevaux se rattachent à quatre types : les uns appartenant au trait, les autres au trait léger, les troisièmes forment la race des postiers, qui de jour en jour prend une extension nouvelle et acquiert une très appréciable valeur depuis que les remontes recherchent ces chevaux pour les régiments d'artillerie ; enfin, des chevaux de sang et de demi-sang ; cette dernière catégorie donne les bêtes de selle ou d'attelage. Mais ceux qui constituent la plus grande richesse, ceux qui donnent les résultats les meilleurs et les plus pratiques sont incontestablement les postiers bretons. Cheval solide, sans être trop lourd, cheval à deux fins qui est le type idéal recherché par les propriétaires.

Le nombre des chevaux n'a cessé de s'accroître et le Gouvernement n'a pas été étranger aux résultats obtenus. Il a mis tous ses efforts à favoriser cet élevage ; il a placé à la tête de ses dépôts des directeurs possédant des connaissances très étendues, capables de donner aux éleveurs les renseignements les plus utiles pour leur permettre d'arriver à produire un cheval-type, susceptible d'être recherché, un cheval capable de devenir pour le pays une source de richesse. Et ces sacrifices ont été récompensés, ces conseils ont été écoutés. On peut dire aujourd'hui qu'on est presque arrivé à la perfection, car les résultats qu'on obtient sont dignes de tous éloges.

De 1900 à 1912, la population chevaline du Finistère s'est élevée de 109.707 à 132.357 têtes, soit une augmentation de 22.650 en douze ans, 1.887 par an. L'industrie chevaline est en progrès dans tous les départements bretons, mais au point de vue de l'élevage, c'est le Finistère qui tient la tête, ainsi que l'établissent les tableaux ci-dessous, que j'emprunte à l'ouvrage de M. Bléas, qui, en quelques pages, a fait des chevaux bretons une remarquable monographie.

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIE	NOMBRE DE CHEVAUX de tout âge		DIFFÉRENCE	AUGMENTATION	DENSITÉ de la population chevaline en 1912
		En 1900	En 1912			
Finistère.....	hectares 672.720	109.707	132.357	+ 22 650	+20.64 %	1 tête par 5 hect.
Côtes-du-Nord ..	688.562	82.544	101.812	+19.268	+23.34 %	— 6 —
Morbihan	709.300	34.960	37.394	+ 2.434	+ 6.96 %	— 18 —
Ile-et-Vilaine....	699.000	68.277	73.901	+ 5.624	+ 8.23 %	— 9 —
Départ. réunis...	2.769.582	295.488	345.461	+49.976	+19.91 %	1 tête par 8 hect.

De toute la Bretagne, la région où l'élevage est le plus intense est sans contredit celle du Léon ; dans les arrondissements de Brest et de Morlaix, la densité chevaline est exceptionnelle. M. Bléas, à qui j'emprunte également les tableaux ci-dessous, en donne la preuve.

Arrondisse- ments	Superficie	Nombre de chevaux de tout âge en 1912	Densité de la population chevaline en 1912
Brest	141.443 hect.	42.092	1 tête par 3 hect. 36
Morlaix	131.381 hect.	38.420	1 tête par 3 hect. 41

Ces accroissements sont encore établis par les statistiques des dépôts de haras. J'ai été renseigné sur ce point avec la plus extrême obligeance par les Directeurs des dépôts d'Hennebont et de Lamballe, et je leur dois les tableaux ci-dessous qui montreront le nombre sans cesse croissant des étalons détachés dans les diverses stations du Finistère, nombre qui, depuis 1903, n'a cessé d'aller en progressant.

I. — NOMBRE D'ÉTALONS ENVOYÉS CHAQUE ANNÉE DE LAMBALLE

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
<u>100</u>	<u>104</u>	<u>113</u>	<u>118</u>	<u>123</u>	<u>132</u>	<u>134</u>	<u>134</u>	<u>137</u>	<u>138</u>

II. — NOMBRE D'ÉTALONS ENVOYÉS CHAQUE ANNÉE D'HENNEBONT

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
<u>58</u>	<u>59</u>	<u>66</u>	<u>73</u>	<u>80</u>	<u>84</u>	<u>89</u>	<u>92</u>	<u>93</u>	<u>99</u>

Le Gouvernement a augmenté non seulement le nombre des étalons envoyés, mais il a encore multiplié le nombre de ses stations, pour la plus grande commodité des éleveurs. Leur nombre s'est sans cesse accru; il en comprend aujourd'hui 32, comme l'indiquent les tableaux ci-dessous :

NOMBRE DES STATIONS DÉPENDANT DU DÉPÔT DE LAMBALLE

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
<u>13</u>	<u>13</u>	<u>14</u>	<u>15</u>	<u>16</u>	<u>16</u>	<u>16</u>	<u>16</u>	<u>16</u>	<u>16</u>

NOMBRE DES STATIONS DÉPENDANT DU DÉPÔT D'HENNEBONT

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
<u>14</u>	<u>14</u>	<u>14</u>	<u>14</u>	<u>14</u>	<u>14</u>	<u>15</u>	<u>15</u>	<u>15</u>	<u>16</u>

Aussi, n'est-on pas surpris de constater le nombre sans cesse croissant d'étalons qui, tous les ans, ont été présentés à Landernau ; ce nombre qui, en dix ans, a presque triplé, contribuera à montrer les progrès accomplis par nos éleveurs.

NOMBRE D'ÉTALONS PRÉSENTÉS AU CONCOURS DE LANDERNAU

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
<u>172</u>	<u>202</u>	<u>212</u>	<u>222</u>	<u>270</u>	<u>378</u>	<u>385</u>	<u>447</u>	<u>471</u>	<u>464</u>

Une remarque intéressante à faire, c'est que malgré cette production intensive, la race n'a rien perdu de sa beauté, et que nos chevaux bretons acquièrent, d'année en année, une valeur plus élevée. M. Bléas, dans son ouvrage, indique la progression du nombre des postiers achetés depuis 1900 par la remonte des haras, ainsi que le prix moyen payé par tête (page 94).

	ANNÉES						
	1900	1902	1904	1906	1908	1910	1912
Nombre de postiers							
achetés	14	19	22	31	49	68	96
Prix moyens, francs	3628	3566	3650	3854	4083	4151	4273

A côté des haras, le nombre des étalons appartenant à des particuliers est allé sans cesse croissant pendant la période des dix dernières années. Il est passé de 836 en 1904 à 1076 en 1913.

NOMBRE D'ÉTALONS PARTICULIERS EXAMINÉS PAR LA COMMISSION
SANITAIRE DU FINISTÈRE

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
836	895	957	831	852	839	929	890	1013	1076

Il naît annuellement environ 40.000 poulains, qui se vendent suivant l'âge, entre 250 et 800 francs, et qui, à l'état adulte, atteignent les prix de 600 à 1.400 francs (1).

Ce qui contribue à maintenir la valeur assez considérable des chevaux bretons, c'est que cette région de la France est sans cesse parcourue, comme je le disais en tête de ce chapitre, tant par la remonte française que par les remontes étrangères, et

(1) Le chiffre de la population chevaline s'élevait en 1908 à 129.930 têtes, en 1909 à 131.286, en 1910 à 133.264, en 1911 à 135.380 et en 1912 à 136.280.

cette concurrence empêche, malgré cette grande production, l'avilissement des prix.

La remonte française a acheté pendant les dix dernières années, comme l'indique le tableau ci-dessous qui m'est fourni par la remonte de Guingamp :

NOMBRE DE CHEVAUX ACHETÉS

1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
449	470	497	518	519	645	1098	796	978	1053

J'aurais voulu pouvoir ajouter à ce chapitre le nombre de chevaux achetés par les remontes étrangères, mais il est impossible de fournir un chiffre, même approximatif, car, si les unes, comme les remontes italiennes, opèrent ouvertement et annoncent par affiches leur passage dans les divers centres de production, d'autres, comme la remonte allemande, ont recours à des intermédiaires qui achètent sans indication et expédient ensuite soit sur la frontière allemande, soit plus souvent sur la frontière belge, ce qui explique l'impossibilité de fixer le nombre des chevaux qui leur sont vendus annuellement.

Une question s'est posée, et se pose encore, qui a ému l'opinion publique : cette émigration ne constitue-t-elle pas un danger pour notre pays, et, à l'heure de la mobilisation, n'aurons-nous pas à souffrir des prélèvements qui auront été effectués chez nous ?

Sur ce point les opinions sont très controversées ; mais, de l'avis de tous ceux qui s'occupent de la question d'élevage, de celui des inspecteurs et des directeurs des haras, de celui des directeurs des dépôts de remonte, non seulement ces prélèvements ne nous sont pas préjudiciables, mais ils favorisent un élevage qui, peut-être privé de débouchés, aurait une tendance à décroître et même, pour certains types de chevaux, à disparaître. Cela s'explique et se comprend surtout quand on voit le

nombre considérable de chevaux présentés aux Commissions de remonte françaises et le petit nombre de ceux qui sont achetés.

Il n'est pas douteux qu'à l'heure actuelle, l'industrie automobile a nui à l'élevage du cheval. Tous les chevaux d'équipage sont aujourd'hui remplacés par l'automobile, et l'éleveur qui a produit, pour être présenté à la remonte, un beau cheval qui n'a pas été accepté, éprouve les plus grandes difficultés à vendre une bête dont le placement devient difficile. Aussi, faudrait-il craindre que les éleveurs ne renoncent presque complètement à produire certains types de chevaux, craignant d'en être embarrassés au cas où la remonte française ne leur achèterait pas leurs produits.

Si à l'heure actuelle la production est intense et permet à nos régiments de cavalerie de trouver de beaux chevaux, on peut dire que ce résultat est dû en partie aux remontes étrangères, car l'éleveur a la certitude de trouver à vendre son cheval facilement, au cas où il serait refusé par la remonte française. Il faut dire aussi que les remontes étrangères ne paient, en général, que des prix modérés qui sont donnés pour l'achat des chevaux refusés par la remonte française; notre cavalerie ne subit donc aucun préjudice du fait de cette concurrence. Quel est l'éleveur, en effet, qui, de plein gré, vendrait pour le prix de 960 francs, un cheval rendu à Modane, alors qu'il a encore une chance de le voir accepté par la remonte française, qui peut le lui payer 1600 francs ? Ce ne sont que des produits de second ordre qui sont envoyés en Allemagne; ce ne sont que des chevaux défectueux qui nous sont enlevés par les Italiens, et surtout par les Espagnols. De ce fait, notre élevage est débarrassé des chevaux médiocres, qui seraient peut-être devenus de mauvais reproducteurs, et, en tous cas, qui auraient été une gêne et un poids mort, et auraient paralysé les progrès de notre élevage.

Disons encore que le développement prodigieux pris depuis un certain nombre d'années par l'industrie automobile, le nombre sans cesse croissant des voitures à moteur, n'a pu préju-

dicier qu'à la production du cheval de luxe, du carrossier, et que, dans les régions où se pratiquait l'élevage de ce type, les propriétaires et les éleveurs l'ont restreint pour donner une place plus grande au postier ou au cheval de trait.

Ces deux genres sont, en effet, de plus en plus recherchés ; il faut en trouver la preuve dans le nombre sans cesse croissant des chevaux produits dans le Finistère, nombre qui s'accroît d'autant plus que la traction mécanique augmente. Ces types de la race bretonne, ces chevaux à deux fins, correspondent aux besoins de la propriété ; ils sont toujours nécessaires, et leur utilisation n'est pas près d'être restreinte, ils ont encore un large débouché : leur utilisation comme chevaux d'artillerie recherchés par toutes les remontes.

Il n'y a pas lieu de craindre une crise de l'élevage, car si dans certaines régions il demeure stationnaire et a peut-être une tendance à diminuer, il prend, au contraire, dans d'autres un nouvel essor. La loi de l'offre et de la demande régit toujours le marché. L'apparition sur nos routes de la machine à moteur n'a pas provoqué en Bretagne une révolution économique dans l'élevage. Le pays a trouvé là, comme le dit si justement M. Bléas, « une occasion de se révéler à ceux qui l'ignoraient », et si le développement de sa production chevaline s'accroît sans cesse « ce ne peut être évidemment que grâce à la bonne marque dont elle porte le sceau ».

Doit-on craindre que les étrangers nous enlèvent non seulement les chevaux qu'ils destinent à leur armée, mais encore des étalons pour peupler leurs haras afin d'essayer de créer chez eux un élevage qui ne les rendraient plus tributaires de l'étranger ? Je n'ai pas une compétence suffisante pour pouvoir trancher cette question, mais, renseignements pris aux sources les plus autorisées, les reproducteurs transportés en pays étrangers ne feraient pas souche de produits pouvant concurrencer notre élevage, qui progresse tous les jours et n'est pas à la veille d'être menacé.

Les espèces mulassière et asine sont très médiocrement repré-

sentées dans le Finistère. En 1908, elles ne comptaient que 174 têtes, et 182 en 1912.

A côté de l'élevage du cheval, et principalement dans la région de Quimperlé, on élève avec succès des vaches laitières et des bœufs destinés au travail et à la boucherie.

La race bovine ancienne, de petite taille, s'est à peu près conservée dans certaines contrées, aux environs de Quimper, Arzano, Scaër et Quimperlé; dans d'autres, et c'est le plus grand nombre, elle a subi des croisements successifs qui l'ont peu à peu améliorée; les éleveurs se sont efforcés de produire des vaches donnant une grande quantité de lait et des bêtes destinées à la boucherie. L'utilisation du bœuf comme bête de trait a une tendance à diminuer; il est remplacé par le cheval.

Les croisements les plus fréquents proviennent de l'introduction de la race Durham, d'Angleterre. Le centre de cet élevage est à Carhaix, qui possède plus de 23.000 animaux de la race bovine. Ils sont d'une taille très élevée et très recherchés. Peu à peu, les produits de ces croisements se répandent dans le Finistère.

En 1908, il existait dans ce département :

Taureaux	12.184
Bœufs	34.860
Vaches	205.050
Elèves d'un an et au-dessus.....	93.224
Elèves de moins d'un an.....	58.933
Au total.....	404.251

En 1912, on trouvait :

Taureaux	11.770
Bœufs	38.180
Vaches	209.000
Elèves d'un an et au-dessus.....	92.890
Elèves de moins d'un an.....	57.900
Au total.....	409.740

La comparaison de ces deux tableaux indique que l'élevage de l'espèce bovine reste à peu près stationnaire, mais n'en constitue pas moins une richesse considérable pour le Finistère.

Enfin, la race ovine était représentée par 42.976 têtes en 1908, et, en 1912, le chiffre en était sensiblement réduit à 41.160 ; la race caprine par 1.480 têtes en 1908, et 1.605 en 1912 ; la race porcine par 134.134 animaux en 1908, et 141.958 en 1912.

Telles sont les ressources agricoles du Finistère. Vu de loin, ce département paraît ne comprendre, ou presque, que des rochers, des sables, des landes, des bruyères. Nous venons de voir qu'il est loin d'en être ainsi, que sa richesse est, au contraire, considérable, et va progressant chaque année. Nous y trouvons la preuve que ce département s'ouvre peu à peu aux progrès de la civilisation, nous l'avons dit plus haut, et qu'il est susceptible, lorsqu'il aura trouvé son orientation définitive, de se placer parmi les départements les plus favorisés. C'est surtout sur la progression de l'agriculture et de l'élevage qu'il doit compter, presque pas sur les revenus de l'industrie et du commerce, dont l'étude fera l'objet du chapitre suivant ; encore moins peut-être sur ceux de la pêche, qui a éprouvé et qui subit encore aujourd'hui des crises économiques aiguës et persistantes, que je me propose d'examiner et d'étudier plus loin, et qui posent, pour les populations côtières du Finistère, un problème angoissant dont la solution est encore à résoudre.

CHAPITRE III

L'Industrie et le Commerce

Le Finistère est un département agricole, une contrée d'élevage, il n'est pas à proprement parler un pays industriel.

Le développement des industries s'annonce toujours par un accroissement de population ouvrière, une prospérité des villes sans cesse en augmentation ; le Finistère n'a qu'une grande ville : Brest, peuplée de 90.540 habitants, de 120.000 en y comprenant les communes voisines qui constituent des agglomérations faisant corps avec elle. Et Brest doit son importance à sa situation géographique, à l'installation des chantiers et arsenaux de l'Etat et au trafic de son port bien plus qu'à l'industrie privée.

L'agriculture, l'élevage surtout, sont, nous l'avons vu, en très sensible progrès ; les méthodes s'améliorent, le machinisme est en voie de développement ; pourquoi l'industrie, qui depuis longtemps a essayé de s'installer et de vivre, n'a-t-elle pas suivi la même marche ascendante ? Pourquoi n'existe-t-il pas de puissantes usines, d'importantes manufactures ? Pourquoi des centres peuplés ne se sont-ils pas formés dans le Finistère ?

Il faut peut-être en chercher une des raisons dans le caractère breton. Les Finistériens sont, je l'ai dit déjà, casaniers

avant tout, ennemis de toute nouveauté, profondément attachés au sol sur lequel ils sont nés, agriculteurs ou pêcheurs, rebelles à tous progrès. Mais cette explication ne suffit pas. Le sol granitique de la Bretagne est parsemé de filons nombreux, mais de peu d'importance; les tentatives d'exploitation très anciennes n'ont pas réussi, elles ont été reprises plusieurs fois sans succès. Le peu d'épaisseur des couches de minerai ou de houille ne permet pas une exploitation fructueuse; l'industrie extractive était condamnée à se transporter de place en place et ses produits devaient être vendus à des prix élevés qui ont été acceptés et pouvaient être rémunérateurs alors que l'isolement de la Bretagne ne permettait pas aux produits étrangers de concurrencer ceux du pays; mais dès que les voies de communication se sont fait jour, dès que cet isolement a cessé, les produits étrangers ont pénétré, et, à compter de ce moment, l'industrie extractive locale a périclité et a fini par disparaître. La lutte n'était plus possible, car la marchandise offerte du dehors, même majorée du prix de transport, était livrée à un prix inférieur à celui que demandaient les producteurs du pays.

Les seules industries qui ont un semblant de vie sont des industries locales, la fabrication des objets nécessaires à la vie du paysan, les meubles, les vêtements, l'extraction de la pierre ou de l'ardoise, le travail du fer, la faïencerie. Pas de grandes usines, pas d'ateliers importants; seuls les arsenaux de Brest, la manufacture de tabacs de Morlaix et les poudreries de Pont-de-Buis et du Moulin-Blanc constituent de grandes usines qui occupent un certain nombre d'ouvriers et d'ouvrières.

Les petites industries sont trop disséminées, elles bornent leurs relations à un cercle étroit et ne tiendront jamais qu'un rang très modeste; celle du mobilier est peut-être une des plus prospères. Les vieux meubles sont très recherchés; les touristes, qui font en Bretagne des excursions fréquentes, fouillent jusque dans les moindres villages, achètent, même à des prix élevés, des meubles modernes sans style et sans originalité, fouillés de sculptures et de scènes de la vie bretonne,

alors que les anciens meubles sont au contraire sobres, peu chargés d'ornementation et ne représentent guère que des sujets religieux. Ces ventes et ces achats successifs alimentent et font vivre quelques fabriques qu'on trouve principalement à Quimper et à Scaër. Ces fabriques ne sont pas d'importantes manufactures, les ouvriers employés sont peu nombreux et vivent avec le patron dans une sorte d'intimité familiale.

L'industrie du vêtement a disparu partout où le costume breton traditionnel tend à être remplacé par les vêtements modernes. Elle subsiste encore dans la Cornouaille et est prospère dans les environs de Quimper, Fouesnant, et notamment dans le pays bigouden ; mais il n'existe que de petits ateliers, la grande fabrication est inconnue ; chaque ouvrier produit pour un cercle restreint au cadre de son village ou des environs immédiats et copie les anciens costumes dont j'ai parlé dans mon premier chapitre. Pour une certaine partie du costume, les chapeaux par exemple, les fournisseurs font appel à l'industrie parisienne ; j'ai eu l'occasion de voir sur la coiffe qui garnit le fond, l'inscription « Mode de Paris ».

La faïencerie se fabrique surtout à Quimper, qui compte deux manufactures ; une seule a quelque importance. Dans cette industrie, pas d'originalité non plus ; les dessins sont toujours les mêmes ; on fait encore quelques imitations du vieux Rouen et de l'ancienne vaisselle devenue rare et toujours recherchée, mais le plus souvent on fabrique sans aucun souci de l'art et uniquement pour la vente courante des poteries communes sans style et de peu de valeur. Les sujets généralement représentés sont des Bretons en costume de fête, à qui l'artiste primitif n'a su donner ni grâce, ni allure, ni mouvement. On veut produire beaucoup et à bas prix. L'argile employée se trouve dans les environs de Quimper, à portée des manufactures ; les ouvriers disposent de l'outillage ancien, le tour et le four qu'utilisaient leurs devanciers.

Les carrières d'ardoise occupent environ 600 ouvriers et produisent annuellement 25 millions d'ardoises, dont la ma-

jeune partie sert à couvrir les maisons et les bâtiments des fermes. C'est surtout à Châteaulin et dans la Montagne-Noire que se trouvent les gisements les plus importants. Le travail d'extraction est simple et le matériel rudimentaire : des échelles, des plateaux, un treuil. Rares sont les exploitations dans lesquelles l'outillage a été modernisé et les machines employées. La main-d'œuvre est abondante et fournie surtout par les ouvriers agricoles, qui trouvent des salaires un peu supérieurs à ceux qu'ils gagnent chez les propriétaires. Ils vont ainsi des champs à la carrière et de la carrière aux champs sans se fixer longtemps ; le travail d'extraction n'exige ni apprentissage ni soins particuliers et tout ouvrier est apte à s'y livrer. Les ardoises plus grandes et d'un grain plus serré, telles celles de Châteaulin, sont expédiées dans toute la Bretagne, celles qui sont plus grossières et ont moins de valeur sont utilisées dans le pays.

La pierre de taille existe dans le Trégorrois, sur la côte Ouest, à Daoulas, Quimperlé, Pont-Aven ; elle est moins commune sur la côte septentrionale. Cette pierre est, en général, peu utilisée dans le pays, elle est plutôt exportée par mer, surtout des carrières qui avoisinent la côte.

Une industrie qui pourrait prendre un développement plus considérable est celle de l'extraction du granite rose, sur les bords de l'Aber, dans la commune de Lampaul. Ce granite, utilisé depuis des siècles, est une pierre d'un très bel aspect et d'une jolie couleur ; il a été employé notamment pour le soubassement de l'obélisque de Louqsor. Le mètre cube vaut de 50 à 60 francs ; mais, malgré ce prix élevé, l'exploitation progresse lentement ; c'est à peine si elle occupe aujourd'hui 120 ou 130 ouvriers, qui gagnent un salaire de 3 fr. 50 à 4 francs par jour.

Plus prospère est l'industrie de la kersautite, qui est une sorte de granite aux grains fins et serrés, qu'on a autrefois découvert aux environs du village de Kerzautou, sur les bords de la rivière de Daoulas, d'où le nom donné à cette matière. La

kersautite est surtout exploitée aujourd'hui dans la commune de Lagonna, village de 2.117 habitants. L'outillage de ces carrières est perfectionné et comprend notamment des machines à vapeur. La kersautite a une valeur plus grande que le granite rose, le prix du mètre cube oscille entre 80 et 100 francs ; ce produit fait l'objet de transactions assez suivies et est exporté par mer ou expédié dans l'intérieur par voie ferrée. Il l'a été notamment à Marseille, pendant plusieurs années, à l'époque de la construction de la cathédrale. Le nombre d'ouvriers employés à l'extraction ne dépasse pas 200 ; le salaire des manœuvres et de ceux qui se livrent à un travail grossier varie entre 1 fr. 75 et 4 francs ; les tailleurs de pierre, moins nombreux, mais dont le travail est plus délicat, arrivent à gagner 5 francs par journée, ce qui, dans le Finistère, est un salaire maximum, mais ils ont à subir de longues périodes de chômage, l'extraction augmentant ou diminuant selon les commandes. Les blocs chargés sur des gabarres sont dirigés sur Brest, quand ils doivent être exportés par mer.

Quelques mots sur le kaolin, dont on trouve de rares gisements qui ne suffisent pas à faire vivre une industrie. Lors de la découverte de ces filons, une manufacture de porcelaines fut fondée à Daoulas, mais elle n'a pas vécu. Le kaolin extrait est dirigé actuellement sur Limoges.

Le plomb argentifère, le fer et la houille ont été aussi exploités dans le Finistère, mais ces industries ont été à peu près abandonnées à cause de la dissémination et du peu d'importance des couches. Les grandes entreprises ont disparu et celles de moindre importance qui ont survécu végètent péniblement, concurrencées aujourd'hui, comme nous l'avons vu, par les produits du dehors à mesure que leur pénétration dans la presqu'île armoricaine devient plus facile et moins onéreuse.

Le plomb se trouve principalement dans le bassin de Pouldaouen et du Huelgoat, dans l'arrondissement de Châteaulin. Ces gisements, fort étendus, affleurent le plus souvent entre les masses granitiques et sont d'une exploitation facile à ciel

ouvert ; ces mines, connues depuis cinq siècles, ont subi des fortunes diverses : successivement prospères et abandonnées à mesure que s'épuisaient les couches à fleur de terre, presque impossibles à exploiter à de grandes profondeurs, elles ont fini par disparaître.

Le fer se rencontre plus communément, mais son exploitation tentée sur une grande échelle n'a pu durer que tant que son extraction répondait à des besoins locaux. Des forges avaient été installées à Pont-Calleck ; elles n'existent plus depuis longtemps.

La houille n'apparaît que dans la Cornouaille, surtout aux environs de Quimper, au cap Sizun et dans les parages de la Baie des Trépassés. Son exploitation n'a pas réussi, et il faut le regretter, car son extraction eût certainement favorisé les autres industries minières, celles du plomb argentifère et du fer, en même temps qu'elle eût trouvé une large utilisation dans les ateliers de l'Etat. Mais la production en était insuffisante. Les couches qu'on aurait pu exploiter étaient d'une trop faible épaisseur et mélangées de schistes inutilisables ; plusieurs sociétés se sont successivement formées qui ont fait de nouvelles recherches et de nouveaux sondages. Certains puits, autrefois abandonnés, ont été remis en exploitation ; les résultats ont été décourageants et, depuis plus de quarante ans, les gisements houillers du Finistère sont complètement abandonnés. Brest reçoit de la France, et surtout de l'Angleterre, les charbons utilisés dans les arsenaux.

On a, dans le Finistère comme dans toutes les régions, cherché à utiliser les chutes naturelles. Elles sont nombreuses sinon très abondantes ; la déclivité du sol les favorise, mais leur débit relativement peu considérable ne saurait suffire aux exigences d'une grande industrie. La plupart alimentent des moulins à blé ; nous verrons plus loin que leur nombre est considérable : il dépasse mille installations hydrauliques. Sur certains points de la côte on a utilisé le flux et le reflux de l'Océan et établi quelques usines modestes dont la production

est nécessairement limitée par l'intermittence de la force motrice dont elles disposent.

En outre des moulins à blé, les chutes naturelles font vivre certaines industries, celles des papeteries, des filatures, des tanneries ; elles servent à la production sans grands frais de la lumière électrique, mode d'éclairage qui se répand lentement dans le Finistère.

Les industries de transformation des produits agricoles du Finistère sont résumées dans le tableau ci-après, pour les années comprises entre 1908 et 1912.

Industries diverses	1908	1909	1910	1911	1912
Minoteries à cylindres..	34	34	34	34	34
Minoteries à meules...	67	67	65	65	65
Petits moulins à eau ou à vent	1231	1218	1205	1140	1130
Brasseries	8	8	8	8	8
Malteries	2	2	2	2	2
Cidreries industrielles.	20	20	20	20	20
Industries laitières.....	45	45	42	40	38
Conserves de légumes..	7	7	8	9	11
Conserves mixtes	17	17	18	18	18
Conserves de viande...	»	»	»	»	1

On voit dans ce tableau que l'industrie laitière loin de progresser a, au contraire, une tendance à diminuer, ce qui peut paraître surprenant dans un pays d'élevage. Cela s'explique par cette circonstance que dans toutes les fermes le lait est transformé sur place en beurre ou fromage, porté directement sur le marché et offert à des prix moins élevés. Les produits de cette industrie ne sont pas seulement offerts à la clientèle du pays, ils ont un large débouché dans les départements voisins, et même à Paris.

La grande industrie est représentée par les arsenaux de

Brest, la manufacture de tabacs de Morlaix, les poudreries du Moulin-Blanc et de Pont-de-Buis, la pêche, la fabrication des boîtes de conserve de légumes, et surtout de poissons. Il faut y ajouter les petites industries, telles que la fabrication de la soude, des produits chimiques et diverses autres d'importance secondaire. Le tableau suivant résume le nombre des établissements et celui du personnel employé. Il est emprunté à la statistique officielle du Ministère du Travail :

Durée du travail	Nombre d'établissements	Enfants de moins de 18 ans		Femmes	Hommes	Totaux
		Garçons	Filles			
Soumis au régime des 10 heures	1531	2566	2475	8193	6952	20186
Soumis au régime des 12 heures	231	»	»	»	1575	1575
Dont la durée de travail n'est pas réglementée :						
Industrie	433	»	»	»	4147	4147
Commerce	1865	467	265	953	2886	4571
Totaux.....	4060	3033	2740	9146	15560	30479

Le port de Brest a été créé en 1631 ; les grands travaux d'aménagement ont commencé plusieurs années après, sous le règne de Louis XIV, grâce à l'impulsion très vive qui fut donnée par Colbert. Ces travaux se sont poursuivis depuis lors et se poursuivent encore. Aujourd'hui ce port a pris, au point de vue militaire, une importance considérable, diminuée cependant depuis qu'il ne sert plus de station à une flotte de puissants navires de guerre. Il consiste en une vaste rade, creusée dans la vallée de la Penfeld, sur une longueur d'environ deux kilomètres ; des ouvrages fortifiés en défendent l'accès ; autour de la rade s'élèvent les établissements militaires, dont les plus considérables sont les ateliers de construction et les services de l'Arsenal, qui n'occupent pas moins de 7.000 ouvriers. Un décret du 17 mars 1859 a approuvé un projet consistant à diviser le port en deux parties bien distinctes : le port à marée et le bassin à flot.

Le premier, protégé par un brise-lames d'une longueur de près d'un kilomètre, a une superficie de 14 hectares ; il est bordé de quais et de nombreux bassins utilisés par le commerce local, les grands navires et les vaisseaux de guerre. La profondeur d'eau au-dessous des plus basses mers est de 7 mètres 50.

Une forme de radoub de 225 mètres de longueur sur 26 mètres de largeur permet de recevoir les plus grands navires.

De nouveaux travaux sont prévus, qui entraîneront une dépense de plusieurs millions. Le projet, qui a été dressé et qui depuis le 9 août 1910 est soumis à l'instruction, vise à l'établissement d'un quai de 267 mètres de longueur, auquel pourront accéder des navires de 12 mètres de tirant d'eau.

Peut-on espérer qu'après ces aménagements Brest devienne un grand port de commerce ? Si les tentatives faites dans ce but n'ont pas donné jusqu'ici les résultats qu'on se plaisait à espérer, ne faut-il pas en chercher la cause dans le voisinage de l'énorme marine de guerre attachée à ce port ? Et actuellement, alors que Brest a perdu beaucoup de son importance comme port militaire abritant les plus puissantes unités de notre flotte, ne peut-on pas penser que la marine de commerce, moins gênée par son encombrante voisine, pourra prendre plus aisément le développement que souhaitent les Brestois ?

C'est une question difficile à résoudre, et dont l'avenir seul donnera la solution.

L'idée qui vient naturellement à l'esprit et qui militerait en faveur de l'affirmative, c'est la situation géographique de Brest à l'extrémité du continent, ce qui constitue l'énorme avantage de diminuer la longueur du trajet par mer entre l'Europe et l'Amérique. C'est ce qu'avait pensé la Compagnie Transatlantique, qui avait établi dans ce port une escale de sa ligne Le Havre-New-York. Mais, dès 1874, elle la supprimait devant la médiocrité des résultats obtenus.

Brest était, en effet, mal desservi à cette époque ; actuellement il ne l'est guère mieux. Si les progrès de la locomotion à

vapeur ont permis d'abrégier la durée des transports, aucune ligne nouvelle n'a été créée, et Brest demeure isolé à la pointe de la Bretagne. Le transport des voyageurs n'est pas en outre l'unique préoccupation des compagnies de navigation ; et, pour le trafic des marchandises, Brest est concurrencé par une quantité de ports voisins de bien moindre importance, d'où les produits du sol, qui constituent la principale marchandise d'exportation, sont pris par des navires anglais ou français et dirigés sur l'Angleterre.

En admettant que la création de quais et de bassins à eaux profondes permette l'accès au port des plus grands navires de commerce, la situation du port de Brest restera, à mon avis, la même, et son avenir commercial me paraît problématique tant que ses relations par terre avec le reste du continent ne se seront pas améliorées.

Le tonnage du port de Brest ne correspond pas à celui qu'on a de son importance. C'est ainsi qu'en 1911, il est entré 7.932 navires, chargés de 474.340 tonnes, et il est sorti 7.402 navires, chargés de 174.113 tonnes ; au total, pour le mouvement du port, 648.453 tonnes, entrées et sorties comprises. En 1903, le mouvement avait été de 496.563 tonnes. Ces chiffres, bien qu'en augmentation, ne peuvent être comparés à ceux de Rotterdam et d'Anvers qui, par leur situation géographique, font affluer de toutes les contrées de l'Europe les produits de toutes sortes destinés à l'exportation, et dont l'accès est facilité par de très nombreuses lignes de chemin de fer.

Le port de Brest n'est cependant pas sans animation. Il existe notamment deux flottilles de vapeurs, les uns faisant le service entre la ville et Le Fret, d'où on gagne Morgat, plage renommée et fréquentée, surtout le dimanche, par un grand nombre de Brestois ; la seconde, plus importante, mais assez mal outillée, dessert Le Conquet, Molène et Ouessant. Le mouvement total des voyageurs a été de 186.205 en 1911, et de 157.948 en 1912, diminution passagère et qui s'explique par l'augmentation très sensible du prix des places, 0 fr. 75 au

lieu de 0 fr. 50, de Brest au Fret. Il y avait encore autrefois un service régulier de steamers anglais entre Plymouth et Brest ; ce service ayant cessé depuis 1912, le nombre des voyageurs a diminué dans de telles proportions qu'il est aujourd'hui presque inexistant. En 1912, 158 voyageurs seulement avaient débarqué à Brest. Le chiffre s'était élevé à 6.633 l'année précédente. Et, du même fait, l'expédition des fraises et des légumes frais a subi une diminution considérable, puisque le chiffre en est tombé de 3.112.600 kilogrammes en 1911, à 999.000 kilogrammes en 1912.

Les mouvements divers de la navigation dans le port de Brest sont indiqués dans le tableau suivant :

Nature de la navigation	1911		1912	
	Navires	Tonnage	Navires	Tonnage
Cabotage français	2130	365324 tx	1856	532043 tx
Cabotage étranger	"	"	399	182156 tx
Long cours : Français	227	54424 tx	4	9918 tx
— : Etranger ...	537	261703 tx	16	31034 tx
Bornage (entrées et sorties)	588	74502 tx	16707	247420 tx

Pour les ports dépendant de la Chambre de Commerce de Quimper, nous notons, pour 1912 :

Entrées : Navigation étrangère...	224.819	quint. métriques		
— Cabotage français.....	265.095		—	—
Sorties : Navigation étrangère...	199.231		—	—
— Cabotage français.....	133.280		—	—

Quant aux ports de Morlaix et de Roscoff, leur mouvement est indiqué dans le tableau suivant :

Ports	MARCHANDISES EN TONNES	
	Entrées	Sorties
Morlaix.....	63.345	6.975
Roscoff.....	5.392	10.518

La disproportion entre le chiffre des entrées et celui des sorties du port de Roscoff s'explique par l'exportation considérable de légumes, et surtout de produits maraîchers, dont j'ai parlé en traitant de l'agriculture.

Le canal de Nantes à Brest vient encore apporter son appoint aux transports. Pendant l'année 1912 son mouvement sur la traversée du Finistère a été de 49.280 tonnes, dont 20.482 allant vers Nantes et 28.798 allant vers Brest. Les marchandises transportées consistent surtout en matériaux de construction, bois de service, combustibles, engrais, produits agricoles et industriels et denrées alimentaires.

L'arsenal de Brest occupe une très grande surface. Les 6 à 7.000 ouvriers qu'il emploie donnent au quartier dans lequel il est situé un mouvement très accentué. Du pont situé au bas de la rue de Siam, on a une vue d'ensemble sur les bâtiments, les chantiers de construction, les ateliers de réparation et d'armement, les diverses cales, les fabriques de cordages, etc.

J'aurais voulu pouvoir consacrer quelques pages à l'étude détaillée des divers services, indiquer aussi par quelques chiffres l'importance des matériaux employés aux constructions et travaillés dans l'immense usine que constitue l'arsenal ; ces chiffres seraient à n'en pas douter édifiants et de nature à établir que parmi toutes les grandes industries de France l'arsenal de Brest occupe une place prépondérante. Mais je dois renoncer à mon désir et me borner à quelques généralités. On comprend qu'un arsenal est une sorte d'arche sacro-sainte ; il est déjà très difficile d'y pénétrer, et, lorsqu'on a eü l'heureuse chance d'y être admis et d'avoir pu le visiter en détail, la discrétion la plus complète s'impose. Je m'excuse donc d'être si bref. Je vais indiquer seulement que le travail principal qui est accompli dans les ateliers de l'Etat consiste dans la construction de nos navires de guerre, et principalement des plus grosses unités de notre flotte. Les derniers cuirassés construits, notamment le *Jean-Bart*, ont un déplacement de 23.500 tonnes.

Autrefois, la construction d'un vaisseau d'une importance

infiniment moindre nécessitait un travail de plusieurs années. Et, lorsqu'il s'agissait de construire une série du même type, les ateliers restaient à peu près inoccupés pendant les quelques mois d'intervalle qui séparaient le lancement d'un navire de la mise en chantier du navire suivant.

Aujourd'hui une fiévreuse activité, qui correspond à la hâte avec laquelle on veut nous doter d'une marine redoutable, règne dans les arsenaux. C'est ainsi qu'un délai de moins d'une année permet de procéder au lancement d'une immense machine de guerre, et sitôt le vaisseau mis à flot, le premier boulon de celui qui doit le suivre est posé, ce qui est l'occasion d'une cérémonie très émouvante dans sa simplicité.

A l'arsenal de Brest existe la seule fabrique de cordages qui fournit à notre marine de guerre tout entière. La visite des ateliers de corderie est particulièrement intéressante. A côté des machines les plus récentes sont encore utilisés d'anciens modèles ; on parcourt ainsi un vrai musée de la corderie, dont on peut suivre l'évolution et les progrès.

L'arsenal possède des cales destinées à recevoir les navires qui doivent subir des réparations et l'outillage le plus moderne et le plus perfectionné.

La manufacture de tabacs est la seule industrie importante de Morlaix. Elle contribue à donner du mouvement à cette coquette petite ville de 15.000 habitants et occupe un assez grand nombre d'ouvriers : en 1913, 819 femmes et 123 hommes, indépendamment du personnel supérieur, composé d'une quarantaine de personnes. Le rendement de cet établissement va sans cesse en progressant ; c'est ainsi qu'en 1903 il a été livré à la consommation 2.295.000 kilogrammes de tabacs manufacturés ; en 1913, ce chiffre s'est élevé à 2.755.000 kilogrammes, qui se décomposent ainsi :

Rôles..	{	Tabac à priser.....	862.000 kilogr.
		Ordinaire	80.000 —
		Menu filés	30.000 —
		De troupe et d'hospices..	2.000 —

Carottes	650.000	—
Scaferlatis	980.000	—
Cigares { à 0 fr. 10 c.	65.000	—
{ à 0 fr. 05 c.	24.000	—
Cigarettes ninas	32.000	—
Cigares londrecitos	30.000	—

Cette manufacture, parfaitement outillée, possède une installation complète produisant la vapeur pour alimenter les divers services : chauffage, séchage, force motrice, etc. Elle est divisée en sept sections, chacune spécialisée à la production d'un article, et il est à remarquer que c'est seulement à Morlaix que se fabrique le tabac en carottes, de là l'explication de cette quantité de 650.000 kilogrammes qui pourrait paraître anormale, même dans un pays de marins.

Le montant total des traitements et salaires, en y comprenant l'entier personnel : ingénieurs, contremaîtres, chefs d'atelier et ouvriers, atteint et dépasse même le chiffre de un million de francs.

Il faut signaler l'institution de deux sociétés de secours mutuel et d'un bureau d'épargne entretenus par des versements supplémentaires indépendants des retenues opérées d'une façon générale en vue de la constitution des retraites ; celles-ci atteignent au minimum 720 francs pour les hommes, et 540 francs pour les femmes, qui ont 60 ans d'âge et 30 ans de service. Des pensions proportionnelles sont attribuées aux ouvriers qui ont servi pendant 20 ans à la manufacture et reconnus hors d'état de pouvoir continuer leur travail.

Le Finistère, mieux partagé que la plupart des départements au point de vue des industries de l'Etat, a encore, après les arsenaux de Brest et la manufacture de tabacs de Morlaix, deux poudreries importantes. De récents événements, dont toute la presse s'est occupée et qui ont eu un retentissement considérable, ont appris au public leurs noms : Le Moulin-Blanc et Le Pont-de-Buis. Ces deux manufactures se complè-

tent, la première ne fabrique que du coton-poudre et des pyroxyles pour les divers services de l'Etat, et les besoins des particuliers, la seconde ne produit que des poudres de guerre, des cordeaux détonnants et des poudres de chasse pyroxyllées.

La poudrerie du Moulin-Blanc occupe environ 650 ouvriers ou ouvrières auxiliaires ; ce nombre varie suivant les besoins du service. Aussi prévoyants que leurs camarades de Morlaix, ils ont fondé une société de secours mutuel, une société coopérative et deux syndicats ouvriers.

Le personnel de l'établissement de Pont-de-Buis est essentiellement variable selon les besoins de la fabrication, des constructions et des réparations ; il comprend des ouvriers poudriers, des charpentiers, des manœuvres, des forgerons, des maçons, des ajusteurs, des chaudronniers, etc.

Les poudres de mine, de chasse et de commerce intérieur ne sont plus fabriquées au Pont-de-Buis depuis la création des poudres pyroxyllées. Ces dernières sont expédiées à la poudrerie de Sevran-Livry, près de Paris, où elles sont contrôlées minutieusement avant d'être mises en vente.

Telles sont les industries de l'Etat qui existent dans le département ; elles sont loin d'en absorber toute l'activité économique.

L'industrie de la pêche est une des plus florissantes. Comme elle est intimement liée à la vie économique d'une partie importante des populations du Finistère, j'en ferai l'objet d'un chapitre spécial qui terminera ce travail ; je ne m'occuperai ici que des usines qui manufacturent le poisson.

Ces usines sont nombreuses et installées pour la plupart dans les quartiers de Concarneau, de Douarnenez, d'Audierne et de Quimper, qui n'en comptaient pas moins de 87 en 1913.

Le tableau ci-après en donne le détail pour les trois dernières années.

Ports	ANNÉES		
	1911	1912	1913
Douarnenez	22	26	23
Audierne	10	11	9
Pont-l'Abbé	18	18	17
Quimper	1	1	1
Concarneau	32	32	31
Loctudy	2	2	2
Douélan	4	4	4
Totaux.....	89	94	87

Le nombre des ouvriers et des ouvrières employés dans ces usines était en 1913, pour le quartier de Concarneau, de 2.018, pour celui de Quimper de 2.252, pour celui d'Audierne de 1.187, pour celui de Douarnenez de 1.574, soit au total 7.031 personnes pour ces seuls quartiers, à peu près la totalité de la population occupée par les usiniers du Finistère. Ce nombre d'ouvriers s'explique par la quantité de poisson travaillé. A titre documentaire. (Voir tableau page 133).

Anchois : 52.151, en 1912 ; 50.025, en 1913.

Pour compléter ce tableau, on trouvera dans le chapitre suivant le nombre de bateaux armés, leur tonnage et leur équipage.

Il n'est pas de port qui ne possède une usine plus ou moins importante qui achète et manufacture le produit de la pêche locale. Le poisson doit être en effet préparé aussitôt débarqué, la sardine surtout, qui supporte difficilement le transport. Aussi, dès l'arrivée des bateaux de pêche, peut-on voir sur les quais de débarquement des femmes, envoyées par les usines, qui examinent le poisson qu'on leur offre, et, sitôt l'accord conclu sur le prix, le font compter — la sardine s'achète au mille — et l'envoient à l'usine. Le pêcheur prend trois sardines

SITUATION DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

— 133 —

Ports	1911				1912				1913			
	SARDINES à l'huile ou salées	MAQUEREAUX à l'huile	SPRATS à l'huile	THONS à l'huile	SARDINES à l'huile ou salées	MAQUEREAUX à l'huile	SPRATS à l'huile	THONS à l'huile	SARDINES à l'huile ou salées	MAQUEREAUX à l'huile	SPRATS à l'huile	THONS à l'huile
Douarnenez.....	4.770.545	482.284	1.457.608	513.914	2.850.539	669.778	1.065.845	443.486	3.702.374	731.849	1.306.204	293.394
Audierne	1.007.636	368.958	436.248	60.273	322.925	288.510	148.288	63.269	344.450	472.533	205.977	55.430
Pont-l'Abbé.....	746.396	1.244.387	426.439	402.849	325.649	548.829	474.702	414.850	353.835	588.869	440.890	421.447
Quimper.....	7.322	43.486	24.623	14.392	1.045	16.300	27.797	8.104	40.548	3.454	32.865	9.521
Concarneau	2.419.861	448.842	896.442	2.274.270	961.765	493.292	627.499	1.982.778	970.645	189.436	609.319	1.635.884
Loctudy	97.666	1.884	»	»	49.870	»	»	»	44.823	»	»	»
Douélan.....	244.446	21.908	42.774	92.384	50.340	57.822	649	93.087	414.074	7.934	4.071	408.698
Totaux K...	9.263.872	2.251.639	2.354.434	3.055.076	4.532.453	1.744.531	2.044.780	2.702.271	5.540.446	1.694.075	2.299.326	2.224.074

dans une main, deux dans l'autre, les jette dans des paniers et compte par cinq assez rapidement pour que l'acheteur ne puisse exercer un contrôle efficace ; il est rare que ce dernier ne soit pas trompé sur le nombre. Peser le poisson au lieu de le compter, serait certainement une opération plus facile et plus simple, mais les pêcheurs ne veulent pas l'admettre, ils s'en tiennent à l'ancien usage, qu'ils estiment plus avantageux pour eux, peut-être à raison des erreurs qu'il permet.

Sitôt arrivée à l'usine, la sardine est nettoyée, préparée, cuite dans l'huile bouillante et mise en boîtes. Toutes ces opérations se font à la main. Quant à la soudure des boîtes, qui était faite autrefois par des ouvriers, elle est aujourd'hui presque partout effectuée par des sertisseuses mécaniques d'un rendement considérable, d'où une économie non négligeable de main-d'œuvre. Ce mode de soudure donne-t-il au point de vue de l'étanchéité des boîtes le même résultat que la soudure faite de main d'ouvrier ? Oui, disent les patrons ; non, répondent les ouvriers. Et cette question des machines, aujourd'hui résolue, a donné lieu, au cours de ces dernières années, à des incidents regrettables, caractérisés le plus souvent par des violences graves et des désordres qui ont dégénéré en émeutes, qui n'ont pu être réprimées que par l'intervention de la force armée.

L'introduction des machines à sertir date de 25 ans environ, mais ce n'est qu'à partir de l'année 1902 qu'elles ont commencé à être d'un usage courant. A ce moment les usiniers se préoccupaient de lutter contre la concurrence espagnole et portugaise. Les industriels de ces pays pouvaient produire à moindres frais et risquaient de ruiner une fabrication qui était restée jusqu'alors exclusivement française. Le remède était dans la réduction des frais généraux ; or, la machine à sertir diminuait de 80 % le prix de la main-d'œuvre, et le travail de soudage, qui ne pouvait être fait que par des ouvriers expérimentés, était payé fort cher, puisque chaque ouvrier soudeur recevait un salaire journalier de 8 à 10 francs.

Les premières machines importées d'Amérique donnaient des rendements de 800 à 1200 boîtes à l'heure, alors qu'un ouvrier habile ne soudait dans la journée entière que 700 boîtes environ ; l'économie était trop grande pour que les fabricants n'essayassent pas de la réaliser. Des incidents violents, sur lesquels j'aurai à revenir, marquèrent l'introduction des machines, qui souleva l'entière corporation des soudeurs. En 1902, notamment, une véritable émeute se produisit à Douarnenez contre un usinier qui employait une machine à sertir ; des scènes de pillage eurent lieu, et même une tentative d'incendie ; à la suite de ces troubles on parut renoncer à l'usage des sertisseuses, et le calme revint, qui dura jusqu'en 1907. A ce moment la question fut encore agitée, énergiquement débattue, et, en 1908, en exécution d'une résolution d'un congrès, un pacte transactionnel parut intervenir entre patrons et ouvriers qui, tout en sauvegardant les intérêts de ces derniers, prévoyait l'introduction des machines dans certaines usines du Finistère. Cette convention ne fut pas ratifiée par la Fédération qui, jusqu'à une période récente, est restée en lutte ouverte contre l'emploi des machines. Aujourd'hui, le calme est à peu près revenu, et toutes les usines sont pourvues d'un outillage mécanique.

Depuis 1830, la France avait créé et conservé le monopole de la fabrication des conserves de poisson. Cette industrie était prospère, et les produits français jouissaient dans le monde entier d'une réputation justement méritée. Ils faisaient l'objet d'une exportation active qui depuis cette époque a subi une marche décroissante due, comme nous le verrons, à la concurrence étrangère et aussi à la répercussion qu'elle a dû subir alors que sévissait la crise sardinière. Une autre cause certaine, et qui n'est pas la moins importante, doit se trouver dans la facilité avec laquelle certains industriels établis dans le Finistère sur les ports de pêche de la côte, ont créé en pays étranger, surtout en Espagne et en Portugal, des établissements et des usines qui ont permis de surprendre nos procédés

de fabrication et de concurrencer nos produits. Pourquoi cette émigration ? Parce que dans ces parages la pêche de la sardine donne des résultats plus réguliers, que sa période est plus hâtive et se prolonge plus longtemps à cause de la température des eaux, et, disons-le aussi, pour fuir les marins bretons et ne pas subir leurs exigences, alors qu'ils trouvent à l'étranger des marchandises à peu près similaires et à un prix de revient bien moindre, les prétentions des pêcheurs et des ouvriers étrangers étant plus modérées.

Et de cette concurrence qu'ils ont favorisée, les industriels souffrent aujourd'hui, car ils ont à soutenir contre les produits étrangers une lutte incessante. En Espagne et en Portugal plus de deux cents usines ont été créées ; l'Italie et l'Autriche, la Suède et la Norvège ont entrepris aussi la fabrication des boîtes de conserves de poisson. M. Le Bail père, député du Finistère, a pu dire avec raison qu'avant peu on fabriquerait dans ces derniers pays, « qui n'ont jamais reçu la visite des bancs de sardines, plus de conserves de ce poisson qu'en France ». L'Algérie a aussi ses fabriques, et le Japon a déjà commencé à inonder le marché d'Amérique, que nous détenions seuls, des marques de ses industriels. Notre fabrication est certes demeurée supérieure à toutes les autres, les produits français sont encore recherchés malgré leur prix plus élevé, dû presque exclusivement à la cherté du poisson dont les prix sont très variables non seulement d'une année à l'autre, mais du jour au lendemain ; il arrive même que sur deux points différents de la côte le prix de la sardine varie du simple au double.

La création d'une usine pourvue d'un outillage moderne nécessite la disposition d'un capital qui varie entre 150.000 et 300.000 francs. Nous sommes loin de la vieille usine d'autrefois où la seule manipulation de la sardine consistait à la saler et à la soumettre à la presse, industrie qui n'existe pour ainsi dire plus dans le Finistère et qui ne donne lieu, nous

allons le voir, qu'à un mouvement d'affaires de peu d'importance.

L'industrie de la sardine pressée a précédé de beaucoup la fabrication de la boîte de conserve à l'huile. L'opération à laquelle on procède aujourd'hui, qui est celle qu'on employait autrefois, consiste à presser le poisson, à l'imprégner de saumure et à le mettre en baril, en rangs superposés.

Le principal centre de production était, et reste encore, Douarnenez, qui vendait ses produits dans l'intérieur, surtout dans le centre et le sud-ouest de la France, en concurrence avec les produits espagnols.

Après la généralisation de l'industrie de la sardine confite, le pressage fut peu à peu abandonné, car la quantité de poissons pêchés suffisait à peine aux besoins des usines. Et lors des années exceptionnelles de pêche abondante, les marins, qui auraient pu vendre aux presseurs la quantité délaissée par les usiniers, préféraient, pour exercer contre eux des représailles, rejeter les poissons à la mer ou le livrer aux agriculteurs, qui l'utilisaient comme engrais et l'achetaient au prix de un et deux francs le tombereau. C'est ainsi que cette industrie du pressage, qui aurait contribué pour sa part à atténuer la crise, fut peu à peu délaissée.

Le tableau suivant donne les quantités de sardines pressées et leur valeur pendant les années 1908 à 1912 pour le port de Douarnenez. Il faut remarquer que tout le poisson utilisé est de provenance étrangère.

Années	Prix du mille	Quantités	Valeur	Observations
1908	20 fr.	90.000 kil.	30.000 fr.	Sardines étrangères
1909	18 —	96.000 —	28.000 —	—
1910	20 —	48.000 —	16.000 —	—
1911	22 —	60.000 —	22.000 —	—

Une seule usine a été créée et fonctionne à Quimper pour la fabrication des boîtes de conserve de viande destinées à l'alimentation de l'armée. Cette usine n'est ouverte chaque année que pendant un certain nombre de mois ; la fabrication est surveillée par des agents de l'autorité militaire, un vétérinaire et un officier du service des subsistances, qui ont pour mission spéciale de s'assurer de la bonne qualité des viandes employées et de la bonne fabrication des boîtes. Les animaux, après avoir subi la visite du vétérinaire, sont abattus sur place, dépouillés, coupés en quartiers et soumis à la cuisson, à l'autoclave. Au sortir de cet appareil, ils sont dépecés en menus morceaux, débarrassés des os et de la graisse, mis dans des boîtes qui sont remplies avec le bouillon provenant de la cuisson. Les boîtes sont fermées, soit par sertissage, soit par soudure. Après qu'on s'est assuré de leur parfaite étanchéité, elles sont recouvertes d'une couche de peinture dont la couleur indique l'année de fabrication, et dirigées sur certains centres pour la consommation des corps de troupe, qui les conservent pendant un certain délai comme vivres de guerre, puis les utilisent en garnison à mesure de l'arrivée d'approvisionnements nouveaux.

Cette usine n'occupe pas un grand nombre d'employés, elle n'a qu'une importance secondaire, et je ne l'ai citée qu'à cause de son intérêt national.

Plus nombreuses sont les usines de fabrication des boîtes de conserves de légumes, plus prospères aussi puisque le nombre en a augmenté sensiblement depuis les cinq dernières années ; de 7 en 1908, il est passé à 11 en 1912. C'est surtout dans les cantons où on se livre à la production des pois et des haricots verts que s'est établie cette industrie. Ces usines disposent d'un outillage perfectionné et occupent un nombre d'ouvriers assez restreint. Les produits fabriqués ne sont pas, en général, consommés sur place, mais plutôt expédiés en France, ou exportés en Angleterre, sans faire pour cela l'objet d'un trafic très important. Il faut croire cependant que les

résultats obtenus sont satisfaisants, puisque certaines usines, qui ne fabriquaient autrefois que des conserves de poissons, ont depuis quelque temps, alors surtout que sévissait la crise sardinière, utilisé leur matériel et leur personnel à fabriquer les légumes verts.

Je cite pour mémoire une usine d'équipements militaires de médiocre importance.

J'ai parlé dans mon chapitre sur l'Agriculture de la récolte des goémons et de leur utilisation comme éléments fertilisants du sol ; j'ai indiqué quelles ressources considérables en tiraient les populations côtières du Finistère, surtout de la partie nord de ce département dans laquelle il n'existe pas d'usines de fabrication industrielle de la soude et de l'iode. Un certain nombre de ces industries se sont établies sur la côte sud ; il en existe au Conquet et à la pointe de Penmarek. Dans ces régions dénudées de toute végétation, bordées de falaises et de rochers, battues par les vents et les vagues, l'Océan amène sur le rivage des quantités énormes de goémons que l'agriculture n'utilise pas. Ils servent alors à la fabrication industrielle de la soude et de l'iode. Les goémons et toutes les plantes marines sont recueillis par les populations côtières et séchés ; ils sont ensuite entassés dans des fosses, mélangés à des matières combustibles, souvent de la bouse de vache, et incinérés. Le produit de cette combustion donne des blocs de soude brute mélangée d'iode ; cette matière est portée à l'usine, qui l'épure et livre au commerce la soude et l'iode à des prix très rémunérateurs, fixés par les producteurs, tous syndiqués, peu jaloux de voir s'établir près d'eux des usines concurrentes et disposés à les faire disparaître, même au prix de sacrifices considérables.

D'autres industries d'importance très secondaire, comme il en existe dans toutes les régions de la France, se trouvent dans le Finistère : usines de fabrication de savons, d'huile de lin, de bougies et de chandelles, de papiers peints ; des briquetteries, des minoteries, quelques papeteries qui occupent

un assez grand nombre d'ouvriers, à Quimper, notamment, où sont utilisées les chutes de l'Odet.

Dans une contrée aussi maritime que le Finistère, la fabrication des cordes et cordages occupe nécessairement une place importante. En dehors des ateliers de Brest dont j'ai parlé, on voit dans des villages, et même dans certaines villes, Quimper par exemple, de vieux cordiers installés dans la rue, qui, avec un matériel rudimentaire, tissent le chanvre et fabriquent des cordes destinées principalement aux besoins des pêcheurs.

Il existe encore des tanneries le long des cours d'eau, établies au centre même de certaines villes, dont elles incommode les habitants, au mépris des lois de l'hygiène et de l'esthétique.

Toutes ces industries réunies donnent lieu à un mouvement d'affaires assez important et à des transactions qui sont facilitées par un nombre de foires considérable. Il n'en existe pas moins de 694 dans le Finistère, et ce nombre va croissant d'année en année. Le développement de l'élevage en facilite et en explique la création. C'est, en effet, dans les foires que se font presque toutes les transactions sur le bétail. Elles sont fréquentées par des éleveurs, des villageois, des acheteurs de la ville, des courtiers, des maquignons, et offrent une très grande animation, surtout dans le pays du Léon. Les courtiers sont en très grand nombre, ils opèrent ou pour leur compte, ou le plus souvent pour les gros marchands, et même pour les remotes étrangères. Tous les mois plus de 250 wagons de chevaux sont dirigés sur Paris, le midi de la France, la Suisse, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce et l'Italie.

Ces achats et ces ventes portent surtout sur les chevaux et les animaux des espèces bovine et porcine. J'ai parlé dans mon chapitre sur l'Agriculture des nombreux achats faits chaque année par les remotes française et étrangères ; ces transactions sont très importantes, mais bien moins que celles qui journallement, on peut le dire, sont conclues sur les marchés, que les animaux demeurent dans le pays ou qu'ils soient expé-

diés dans les diverses régions de la France ou à l'étranger. Pour donner une idée de l'importance de ces expéditions, je vais citer les tableaux indiquant la quantité de chevaux expédiés des gares du Finistère sur les réseaux de l'Etat et de l'Orléans. Je dois ces renseignements à l'extrême obligeance des directeurs de ces compagnies et de leurs agents.

ANIMAUX EXPÉDIÉS SUR LE RÉSEAU DE L'ÉTAT

Années	GRANDE VITESSE		PETITE VITESSE		
	Chevaux	Animaux divers	Chevaux	Bœufs	Veaux et porcs
1908	1.914	775	20.586	18.749	5.503
1909	2.294	416	15.664	16.789	8.742
1910	1.801	396	18.660	20.598	8.764
1911	1.944	440	19.926	23.373	6.450
1912	1.665	455	18.901	22.051	9.706

ANIMAUX EXPÉDIÉS SUR LE RÉSEAU D'ORLÉANS
(GRANDE ET PETITE VITESSES)

Années	Chveaux	Bœufs et vaches	Veaux et porcs
1906	7.247	8.872	15.370
1907	7.264	7.311	10.984
1908	6.752	10.508	13.353
1909	8.227	9.727	32.165
1910	9.693	11.258	21.984
1911	10.752	11.732	13.018

Pour l'année 1914, la dernière de celles sur lesquelles j'ai des renseignements complets, le nombre des chevaux expédiés s'est donc élevé à 32.662 têtes, celui des bœufs et des vaches à 35.305 têtes, les veaux et les porcs à 19.708 têtes.

On voit par là quelles sommes considérables représente le commerce du bétail et les bénéfices qu'en retirent les habitants du Finistère.

A la fin de mon étude sur le Commerce, j'ai cru intéressant de relever dans un tableau comparatif, en prenant au hasard quelques communes du Finistère, le nombre des établissements dans lesquels s'exerce le petit commerce : épiceries, boulangeries, boucheries. J'ai voulu y joindre le nombre des débits, les chiffres m'en ont paru édifiants. Un seul regard jeté sur le tableau qui suit me dispensera de tout commentaire et suffira pour corroborer dans la plus large mesure tout ce que j'ai dit dans ce travail sur les habitudes d'intempérance des Bretons.

Les chiffres que je donne s'appliquent à l'année 1913 et sont rigoureusement exacts.

Communes	Habitants	Epiceries	Boulangeries	Boucheries	Débits de boissons
Bannalec	6138	31	8	3	113
Loctudy	2903	14	9	3	22
Plougastel-Daou- las	7874	30	5	3	60
Guipavas	5061	8	4	4	70
Poullan	1831	9	2	0	12
La Martyre	763	4	0	0	9
Ploudiry	1367	5	0	1	7
Poullaouen	3640	16	4	2	26
Brasparts	3518	11	4	2	36
Pleyben	5188	35	6	4	90
Saint-Renan ...	2399	15	4	4	90

Pour terminer et être aussi complet que possible, il ne me reste qu'à indiquer le produit des contributions directes et indirectes et le montant des droits d'enregistrement perçus en 1912.

CONTRIBUTIONS DIRECTES

Contribution foncière	{	Propriétés bâties	830.981 fr. 09
		— non bâties ...	1.095.255 fr. 00
Contributions	{	Bois de l'Etat	4.001 fr. 00
		Personnelle mobilière ...	703.940 fr. 52
		Portes et fenêtres	572.880 fr. 00
		Patentes	789.848 fr. 13
		Total.....	3.998.908 fr. 65
Contributions indirectes		21.227.472 fr. 00	
Enregistrement et domaines		9.545.608 fr. 00	
Postes, télégraphes, téléphones.....		2.000.884 fr. 00	
		Total général.....	36.772.869 fr. 65

De tout ce qui précède on peut conclure que si le département du Finistère est, ainsi que je l'ai dit, un pays agricole et non pas industriel et commerçant, l'industrie et le commerce y occupent pourtant une place qui n'est pas négligeable. Aux ressources que je viens d'énumérer, il faut ajouter celles qui proviennent de la pêche, et qui feront l'objet d'un chapitre spécial qui terminera ce travail. J'ai voulu le séparer des autres, et je me propose d'y étudier spécialement la crise économique qui sévit dans le Finistère et qui trouve dans les questions de pêche son origine et son développement.

CHAPITRE IV

La Marine

Je vais essayer, en terminant cette étude sur le département du Finistère, de traiter la question de la Marine. Je ne me dissimule pas, dans la tâche que j'entreprends, les difficultés que je vais rencontrer au cours de l'exposé que je ferai de la crise économique qui, depuis les douze dernières années, atteint les populations côtières de ce département et qu'on désigne généralement sous le nom de « crise sardinière », bien qu'à la vérité elle intéresse l'ensemble des pêches en pratique sur les côtes bretonnes. Il n'en est pas qui aient été plus angoissantes ; aussi cette crise a-t-elle fait l'objet d'études et de controverses nombreuses dont la solution a été étudiée par des hommes de talent, qui n'ont pas encore, à l'heure actuelle, résolu ce difficile problème.

Pendant les trois années de mon séjour dans le Finistère, j'ai été le témoin d'une partie de son évolution, j'ai suivi avec l'intérêt que commandait la situation ce conflit sans cesse renaissant qui met chaque année aux prises les marins-pêcheurs et les usiniers ; j'ai consulté bien des écrits qui, réunis, constitueraient une véritable bibliothèque, je n'ai pu les lire tous, je l'avoue. J'ai assisté aussi à de nombreuses et perpétuelles discussions, d'où n'est pas sorti le remède au mal qu'on se proposait de guérir.

N'est-il pas téméraire de ma part de vouloir ajouter un chapitre nouveau à cette abondante production ? C'est une question que je me suis souvent posée, mais j'ai estimé que mon étude resterait incomplète si elle ne comprenait pas, tout au moins l'exposé, sinon la discussion approfondie, d'une question qui touche de si près à la vie des populations bretonnes.

Car il ne s'agit pas seulement d'une question économique ; c'est aussi une question sociale.

Il ne faut pas oublier que nos pêcheurs bretons, et parmi eux ceux du Finistère, fournissent à notre marine la presque totalité de son contingent, et qu'il est nécessaire, pour maintenir le rang qu'occupe aujourd'hui notre marine, reconstituée au prix d'énormes sacrifices, de ne pas nous désintéresser de l'avenir de ceux qui, par leurs qualités d'obstination et de courage, contribuent à faire de notre flotte ce qu'elle est de nos jours.

Quel est, autant qu'il est possible de l'évaluer, le nombre de ceux qui vivent de la mer et qui sont atteints par cette crise ? Il est facile de fournir sur ce point des renseignements précis ; ils m'ont été donnés par les administrateurs des divers quartiers du Finistère. Je signale cependant que les chiffres que je vais donner, bien qu'ayant été pris avec le plus grand soin, peuvent ne point correspondre d'une façon précise à la réalité ; un semblable dénombrement de la population maritime ne peut être rigoureusement exact, mais seulement approximatif.

Ce serait une erreur, se basant exclusivement sur une vision rapide de la configuration géographique du Finistère, oubliant la massivité de cette péninsule et ne tenant compte que de son développement côtier, de croire que les marins-pêcheurs constituent la majorité des Finistériens ; il ne faudrait pas non plus se laisser impressionner par la publication d'articles qui reproduisent leurs plaintes et leurs inlassables demandes de secours ; une telle opinion ne serait pas exacte et il est facile de s'en convaincre par des chiffres qui vont nous prouver que,

loin d'être une majorité, les pêcheurs ne sont qu'une minorité de la population de ce département.

Le nombre des marins ne dépasse pas en effet 18.000, qui vivent groupés dans une vingtaine de petits ports, presque tous compris dans la partie de la côte qui s'étend de Douarnenez à Concarneau, et ce petit nombre s'explique lorsque l'on se rend compte que sur l'immense étendue qui forme le Finistère ils n'occupent qu'une lisière.

En ne tenant compte que des quatre principaux quartiers, ceux de Concarneau, Quimper, Audierne et Douarnenez, nous trouvons respectivement dans chacun les chiffres suivants :

Concarneau	3.000	pêcheurs
Quimper	3.200	—
Audierne	3.500	—
Douarnenez	5.060	—

et environ 3.500 ou 4.000 pour tous les autres quartiers réunis. A côté, nous voyons 3.000 soudeurs, corporation autrefois beaucoup plus importante, qui de nos jours a subi le contre-coup du machinisme, et qui tend à disparaître, chassée des usines par les sertisseuses mécaniques, qui les remplacent avantageusement, comme nous l'avons vu. Il faut y joindre 9.000 manœuvres ou femmes d'usine, soit un total de 32.000 personnes. En ajoutant le nombre des enfants trop jeunes pour travailler et celui des femmes exclusivement occupées des soins du ménage et de la famille, nous obtenons un total de 80.000 personnes, alors que le Finistère compte plus de 810.000 habitants.

Pourquoi alors la crise qui sévit actuellement sur la Bretagne, et qui n'intéresse la population que dans une si faible proportion, a-t-elle un retentissement si considérable et si disproportionné au nombre de ceux qui en souffrent ? Cela provient de ce que presque tous les pêcheurs et les ouvriers d'usine sont groupés sur la côte entre Douarnenez et Concarneau, et qu'une crise qui sévit sur la population tout entière

d'une région restreinte a un retentissement plus considérable.

En effet, lorsque la crise arrive à une période aiguë, toute la vie économique d'agglomérations entières se trouve arrêtée; tous les hommes sans travail traînent leur oisiveté de débit en débit, ou se groupent pour discuter sur la situation. Ils protestent dans ces sortes de meetings contre ce qu'ils appellent « l'incurie des pouvoirs publics », et de ces réunions naît un état d'énervement général. Ils s'étonnent que depuis de si nombreuses années le Gouvernement n'ait pas trouvé de solution, et ils lui réclament, en attendant, des secours qu'ils considèrent comme chose due. Les femmes, elles-mêmes, inoccupées par suite de la fermeture des usines, font entendre leurs plaintes, et cette situation dure jusqu'au jour où, manquant presque de pain, endettés chez tous les fournisseurs qui, impuissants à continuer le crédit, se voient contraints de fermer leurs boutiques, ils se lèvent brusquement à la suite de quelque meneur pour aller piller et saccager les usines, qu'ils mettent à feu.

C'est l'histoire des événements qui ont marqué les douze dernières années à des périodes intermittentes, lorsque le poisson, et notamment la sardine, fait défaut, ou lorsque, trop abondant, il ne peut être entièrement absorbé par les usines malgré son insignifiante valeur, et que les pêcheurs sont réduits alors à le jeter à la mer.

Comme je l'ai indiqué au cours de mon premier chapitre, les pêcheurs du Finistère ont une horreur marquée du sol; ils professent pour ceux qui en vivent un mépris profond. Si quelques-uns d'entre eux en possèdent un misérable lopin autour de leur maison, ils n'en retirent qu'un très maigre profit; la culture en est exclusivement faite par la femme et les enfants, trop jeunes pour être embarqués. Le marin compte surtout, pour vivre et alimenter les siens, sur le produit journalier de la pêche. On comprend alors, au cours des années peu fructueuses, l'état de gêne de ceux qui ont quelque bien et aussi la détresse lamentable des autres qui, groupés autour

de Lesconil, de Kérity, de Saint-Guérolé-Pennmarch, de Pennmarch surtout, qui fut autrefois une ville florissante et prospère, dont la richesse provenait de l'abondance près des côtes de bancs de morues, de cette ville qui, au XV^e siècle, avait une population de près de 30.000 habitants et qui, aujourd'hui, après avoir traversé de nombreuses crises, ne groupe plus que 6.000 pêcheurs privés, par suite des cataclysmes qui ont profondément modifié le littoral, du produit de la pêche des morues, qui ont disparu des côtes de Bretagne, et ne se trouvent qu'à plusieurs milles au large.

Je ne reviendrai pas sur le tableau que j'ai tracé, au cours de mon premier Chapitre, des populations maritimes du Finistère, je vais essayer seulement d'approfondir certains de leurs sentiments que je n'avais fait que laisser entrevoir, et décrire une particularité de leur état d'esprit.

« Le marin-pêcheur d'Armorique, — dit M. Camille Vallaux, « — n'est pas un homme aux vastes horizons et aux pensées « lointaines. » Il est, à mon avis, pire que cela; il est ignorant à l'excès. Est-il responsable de son ignorance ? Non, car il a été laissé volontairement dans cet état, et ce manque total d'éducation est la cause de la compréhension toute particulière et toute simpliste qu'il se fait de la vie. Les problèmes sociaux les plus complexes ne l'effraient pas, et il les solutionne sans l'ombre d'une hésitation. Il a été, comme je le dis, volontairement laissé dans son ignorance et dans son état d'esprit, parce qu'il a trouvé auprès de lui des gens qui ont voulu exploiter à leur profit sa crédulité, et c'est pour cette raison qu'ils n'ont pas voulu entreprendre son éducation sociale, préférant le jeter dans la mêlée de la vie sans armes, sans préparation, pour conserver plus sûrement l'autorité qu'ils avaient su prendre en exploitant ses enthousiasmes et ses fureurs, qui se succèdent sans transition aucune, et pour les dominer.

Le résultat qu'ils ont obtenu a été de faire des pêcheurs de grands enfants, ignorant les moindres principes des lois économiques, ne comprenant pas la puissance qu'ils pourraient

acquérir par une solidarité étroite ; et si, jusqu'à ces temps derniers, ils se sont affiliés à des mutuelles et à des syndicats, c'est presque à leur corps défendant, et parce que, pour ainsi dire, on les a enrégimentés.

En faussant leurs esprits, on en a fait des êtres inintelligents dont l'âme est imbue de préjugés qu'il sera difficile de déraciner ; on n'a cessé de clamer à leurs oreilles l'importance sociale qu'ils avaient, on leur a répété sans répit que si nous avions une armée navale digne de notre pays, c'est à eux qu'on le devait ; que sur 217.000 inscrits maritimes, la Bretagne en fournissait plus de 110.000 et que le sacrifice qu'ils faisaient leur donnait droit à une profonde reconnaissance et à de larges compensations matérielles.

Aussi, se croyant indispensables, ont-ils, à la première occasion qui s'est offerte, émis des prétentions excessives auxquelles le Gouvernement a eu, au début, la faiblesse de céder. Et depuis, par la voix de leurs élus, qui surenchérisaient sans cesse, ils ont demandé secours sur secours. Ils ont su intéresser à leur sort la presse du monde entier, et de toute part l'argent a afflué. Des sommes énormes se sont abattues sur tous les ports et n'ont pas tardé à prendre le chemin du « bistro ». Concarneau conserve encore le souvenir ému des libations de cette heureuse époque. Au jour de la répartition des secours, tous les tenanciers de bars et de cafés allèrent attendre leurs clients pour leur réclamer paiement de leur compte, car pendant des semaines on avait, escomptant l'aubaine attendue, bu à comptoir ouvert. Partout l'argent fut gaspillé, et, sans exagérer, je pourrais qualifier plus sévèrement le mode d'emploi de ces fonds et rester encore au-dessous de la vérité. Je n'en veux pour preuve que cet exemple pris entre mille, et qui m'a été certifié par un administrateur de l'Inscription maritime, qui dirigeait le quartier de Camaret pendant la période aiguë de la crise. Il m'a raconté qu'ayant reçu du consul d'Angleterre une somme de 2.000 francs pour secourir les marins sardiniers de ce port, qui ne compte qu'une

toute petite flottille se livrant exclusivement à la pêche de la langouste, il avait, à la réception de cette somme, écrit au représentant britannique pour lui signaler qu'aucun bateau sardinier n'était inscrit dans son quartier, qui ne comptait que des langoustiers revenus d'une brillante campagne. Il demandait s'il ne devait pas affecter à un autre emploi les fonds qu'il venait de recevoir. A son grand étonnement, on le pria de les distribuer à ses administrés. On devine l'accueil qui fut fait à une telle aubaine.

Si les donateurs de ces libéralités avaient connu les pêcheurs, s'ils avaient pu prévoir l'emploi fait en Bretagne des sommes qu'ils envoyaient, nul doute qu'ils auraient regretté leur générosité et y auraient mis un terme. Mais ils ne connaissaient les marins qu'à travers la légende ou à la lecture d'articles que la presse entière publiait ; croyant faire œuvre de charité, ils donnaient, alors qu'ils contribuaient à faire de ces populations ce qu'elles sont devenues : des mendiants insatiables.

Les mauvaises années étaient passées, qu'affluait encore le produit des collectes qui, grâce à l'heureuse initiative de personnalités intelligentes, fut mis à part pour constituer une caisse de prévoyance.

L'argent qui avait été distribué ne pouvait qu'exciter l'appétit des bénéficiaires, aussi, au cours des années suivantes, ils continuèrent à faire entendre leurs plaintes qui, heureusement cette fois, demeurèrent sans écho. Aussi, depuis lors, obligés de ne compter que sur leur travail, sevrés du plaisir de dissiper l'argent des autres, les pêcheurs se plaignent de leur sort ; il y a quelques mois encore ils faisaient demander au Parlement de nouveaux secours qui, à propos, leur furent refusés.

Cette conviction qu'ils sont les créanciers de l'Etat, qui leur doit tout, a sa source non seulement dans l'habitude qu'ils ont de recevoir des secours temporaires, mais encore dans les avantages dont ils bénéficient, par exemple les pensions de

retraite qu'ils reçoivent ou peuvent recevoir dès l'âge de quarante ans, les demi-soldes qui dépassent 500 francs, les 360 francs de rente annuelle servie aux veuves des marins morts en mer, augmentés d'une somme de 50 francs par chaque enfant mineur non embarqué, les 300 francs de secours de premiers besoins, augmentés de 100 francs par chaque enfant mineur non embarqué, accordés à la veuve lors du décès du mari. Toutes ces allocations ont pour effet de transformer les pêcheurs en petits fonctionnaires, peut-être les plus favorisés de tous.

Ajoutons encore que moyennant un versement mensuel de 1 fr. 50 à la Caisse des invalides, et de 0 fr. 30 à la Caisse de prévoyance, ils bénéficient en cas de maladie d'une indemnité journalière de 1 fr. 643, augmentée de 0 fr. 137 par enfant de moins de 16 ans. Enfin, comme je l'indiquerai plus loin, le pêcheur est garanti par la Caisse de prévoyance contre la perte de ses effets au cours d'un naufrage, et par l'Assurance mutuelle, s'il est patron, contre les avaries ou le naufrage de son bateau.

Pour fixer par des chiffres le montant des pensions qui ont été servies en 1911 aux pêcheurs du Finistère, je dirai qu'il s'élève exactement à la somme de 2.206.306 fr., qui se répartissent ainsi :

1.694.640 francs : pensions servies aux hommes et aux femmes par la Caisse des invalides ;

94.426 francs : secours par la même caisse ;

375.072 francs : payés par la Caisse de prévoyance ;

42.168 francs : payés avec les fonds des fondations privées.

Joignons à ces chiffres les sommes distribuées chaque année par les Sociétés de secours mutuel qui, disons-le à l'honneur des pêcheurs, ont depuis quelques années pris une grande extension et qui, on doit l'espérer, finiront par se généraliser.

Quelques mots rapides sur le but de ces Sociétés et l'œuvre qu'elles ont accomplie.

J'aurais voulu englober tous les quartiers du Finistère, mais je n'ai pu m'en procurer les statistiques, je ne donnerai donc que celui de Quimper, que je dois à la très grande obligeance de M. Bronkorst, le distingué administrateur de ce quartier.

Il existe dans ce coin du département une Société d'assurance mutuelle des bateaux de pêche, et six Société de secours mutuel proprement dites.

La Société d'Assurance mutuelle, qui a son siège à Pont-l'Abbé, a pour objet d'indemniser les patrons de bateaux de pêche en cas de perte totale ou de mise hors de service de leurs barques, et aussi en cas d'avaries quelle qu'en soit l'importance, à condition qu'elles soient occasionnées par les événements de la mer. Elle a, depuis sa création, rendu des services considérables, si importants même que, secouant les patrons pêcheurs de leur inertie, elle a fait des adeptes dont le nombre s'accroît de jour en jour. Bien que le chiffre que je vais donner dépasse l'année 1913, je ne puis résister au désir d'indiquer que le nombre des membres de cette Société pour l'année 1914 atteint 336. Ce chiffre peut paraître insignifiant à qui ne connaît pas le caractère breton ; mais pour ceux qui ont vécu près des populations de pêcheurs, il faut convenir que le résultat atteint est très satisfaisant ; et il ne faut pas perdre de vue que cette Société n'intéresse qu'une petite partie de la population maritime, à ceux qui possèdent une barque et les engins de pêche.

Les résultats obtenus sont dus surtout à la bonne administration de cette Société, qui a à sa tête un comité soucieux de ses intérêts, plein de sagesse et de prévoyance et désireux de la voir prospérer. Pour cette année 1914, la valeur du matériel assuré s'élève à 416.780 francs, et la somme existant en caisse à cette époque atteignait exactement 22.030 fr. 06.

Personne n'ignore, ne serait-ce que pour en avoir lu les

comptes-rendus dans la presse, le nombre des sinistres qui s'abattent tous les ans sur cette région de la France. Il n'y a pas de tempêtes, et elles sont assez fréquentes, au cours desquelles on n'ait à enregistrer des pertes importantes, des naufrages de bateaux qui sombrent corps et biens, et au cours desquels les marins déploient cette énergie dont j'ai parlé quand je signalais la bravoure de ces populations. C'est par dizaines qu'on peut compter les embarcations mises hors d'état, et je me souviens de ce tableau saisissant que j'ai vu en octobre 1913, à Penmarch. Toute la grève que nous parcourûmes au lendemain du cyclone qui dévasta cette région était jonchée de débris, bateaux dont il ne restait que quelques planches, d'autres emportés en partie. Et, à côté de ces débris, des pêcheurs imprévoyants se désolaient sur leur fortune perdue, sur leur capital englouti par l'Océan, regrettant leur manque de prévoyance, alors que d'autres, certains d'être dédommagés, se félicitaient de s'être affiliés à une Société de prévoyance.

Il existe aussi des Sociétés de secours mutuel. Pour le quartier de Quimper elles ont leurs centres à Guilvinec, Saint-Guérolé, Penmarch, Kérité-Penmarch, Lesconil, Loctudy et à l'Ile Tudy. Toutes ont le même objet et poursuivent le même but, qui consiste :

1° à donner des secours aux sociétaires malades ou blessés qui ne reçoivent aucune allocation de la Caisse de prévoyance des marins français ;

2° à subvenir aux premiers besoins des veuves et des orphelins des sociétaires morts à terre de maladies ou d'accidents n'ayant pas pour origine un risque professionnel — les autres recevant un subside de l'Etat comme je l'indiquais plus haut.

Il semble que les services que rend cette Société, qui complète l'œuvre de l'Etat et qui, avec la Société d'assurances, met le pêcheur à l'abri de toutes les éventualités, devraient être fort appréciés par les marins, heureux de pouvoir échapper à la misère. Il n'en est rien. Et d'énormes progrès restent à

accomplir. Non pas que le rôle de ces Sociétés soit nul, car les services qu'elles rendent les font apprécier, mais comme leurs avantages sont moins grands que ceux qu'offre l'Assurance mutuelle, les pêcheurs restent réfractaires à l'idée de l'affiliation. Des chiffres vont nous l'indiquer, et point ne sera besoin de commentaires lorsque nous comparerons le nombre des Mutualités existantes au total de la population maritime.

La Société de Guilvinec compte 367 adhérents et a en caisse 9.894 fr. 97 ; celle de Saint-Guérolé-Penmarch, 74 membres et 1.038 francs ; celle de Kéridy-Penmarch a 217 membres et un avoir de 946 fr. 59 ; la Société de Lesconil 133 membres et 2.700 fr. 36 ; à Loctudy, 33 adhérents et 102 fr. 50 en caisse, enfin celle de l'Île Tudy 12 mutualistes et 125 francs d'actif. Cette dernière Société va être reconstituée sur de nouvelles bases. Au total, le nombre des syndiqués ne dépasse pas 836, chiffre insignifiant.

Dans un avenir prochain, si on prend à cœur d'instruire les marins bretons, de leur démontrer l'utilité de leur association, le nombre des mutualistes augmentera rapidement. Les intéressés y trouveront des avantages très appréciables, et l'Etat, au lieu de rester sourd à leurs plaintes, ne refusera pas son aide à ceux qui font un effort pour eux-mêmes. Alors il sera humain de soulager une population éprouvée. Distribuer des secours à ceux qui ne s'aident pas, qui ne font rien pour éviter la misère, c'est les encourager à persévérer dans leur individualisme et à vivre leur vie sans souci du lendemain, c'est un encouragement enfin à l'imprévoyance.

Déjà un effort a été fait, et au cours d'une période critique, la Société de Guilvinec s'est vue secourue par des allocations qui lui ont permis de tenir les engagements qu'elle avait pris envers ses membres.

Il existe, en outre, dans le quartier de Quimper six syndicats professionnels maritimes qui ont leur siège dans les mêmes villes que les Sociétés de secours mutuels, et cinq coopératives d'achat d'appâts et d'engins de pêche, qui se trouvent à Guil-

vinec, Saint-Guénolé-Penmarch, Kéridy-Penmarch, Lesconil et à l'île Tudy.

Je ne signalerai que pour mémoire une Société coopérative créée en 1913 : « Les Pêcheries du Finistère », dont le but est la vente directe du poisson pour échapper à l'intermédiaire des mareyeurs. Je m'en occuperai plus loin.

Toutes les institutions dont je viens de parler ont beaucoup fait pour améliorer la situation des marins pêcheurs, et elles y ont réussi dans une certaine mesure. Mais le législateur n'est pas resté sourd à leurs doléances et il a créé une série de textes qui constituent pour eux des avantages qu'il ne faut pas négliger. Je veux parler de l'institution du crédit maritime et des lois et décrets qui en ont assuré et réglementé le fonctionnement. Elles ont leur place dans cette étude, et je dois les analyser.

La loi du 23 avril 1906 a créé des Sociétés de crédit maritime. Le rapporteur du projet à la Chambre des députés, M. Le Hérissey, estimait que, réduites à leurs propres ressources, les Sociétés locales ne pouvaient rien entreprendre de sérieux ; c'est pourquoi l'institution du crédit maritime permettrait de leur venir en aide et de leur faire des avances pour l'achat des bateaux et de leurs accessoires, comme aussi pour leur faciliter l'acquisition des filets, du liège, des rogues et des appâts.

Le but que la loi se proposait d'atteindre était de remédier dans une certaine mesure à la crise qui depuis plusieurs années sévissait sur l'industrie de la pêche, et d'essayer de la conjurer.

« La pêche à vapeur, — disait le rapporteur, — a pris en France une extension considérable. Les pêcheurs côtiers ne travaillent plus que dans des zones du littoral appauvries par des pêches intensives ou par l'abus d'engins qui détruisent le frai et les alevins. Ils doivent à tout prix entreprendre d'autres pêches et s'aventurer au large sur des bateaux capables de tenir la mer par tous les temps.

« D'autre part, la pêche des poissons migrateurs comme la sardine ne peut être pratiquée qu'à l'aide d'appâts dont le prix a doublé et même triplé depuis quelques années et ne se trouve plus à la portée de la bourse du pêcheur.

« La pêche a été mauvaise en Bretagne et en Vendée depuis quelques années, mais les résultats auraient été moins déplorables si le prix modéré de l'appât avait permis de ne pas le ménager et d'en jeter une grande quantité pour lever et maintenir le poisson à la surface. »

De nombreuses caisses locales de crédit maritime avaient déjà été formées en Bretagne, et pour faciliter et étendre leur rôle, la loi nouvelle prescrivait que des Sociétés de crédit maritime pouvaient être constituées par la totalité ou une partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels, en vue de faciliter ou de garantir les opérations concernant les industries maritimes et effectuées par ces syndicats ou par les membres de ces syndicats. Ces Sociétés pouvaient recevoir des dépôts de fonds, faire des actes d'administration et, notamment, contracter des emprunts pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement. Le capital ne pouvait être formé qu'à l'aide de souscriptions des membres de la Société par parts égales ou inégales et nominatives.

Un décret du 2 août 1906 portait fixation des moyens de contrôle et de surveillance des Sociétés de crédit maritime.

Cette loi du 23 avril 1906 était complétée par une loi nouvelle du 18 juin 1909, qui instituait des caisses régionales de crédit maritime. Ces caisses avaient pour but de faciliter aux membres des Sociétés locales de crédit maritime les opérations qui avaient trait à l'exercice de leur profession ; c'est ainsi que ces caisses pouvaient escompter les effets souscrits par leurs adhérents, consentir des avances aux Sociétés locales, remboursables par amortissement dans un délai maximum de dix années. Dans son article 3, cette loi disposait que pourraient seules recevoir les avances les Sociétés coopératives maritimes en vue, soit de la construction ou de l'achat de

bateaux de pêche, d'instruments, d'engins ou d'appâts, soit de l'élevage ou du parage, de la conservation ou de la vente en commun des produits de la pêche, sans que ces Sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux.

Deux décrets du 5 novembre 1909 précisaient : l'un les modes d'application de la loi autorisant les avances spéciales, l'autre était relatif à la surveillance et à la vérification des opérations des Sociétés locales ou des caisses régionales de crédit maritime mutuel.

Une lacune existait encore. Tandis que les caisses régionales de crédit agricole pouvaient depuis longtemps (lois des 31 mars 1899 et 29 décembre 1906) recevoir des avances de l'Etat, aucune disposition semblable n'existait au profit des caisses régionales de crédit maritime. Au rapport de M. Chauvet, député, qui indiquait que cette lacune « avait pour conséquence de priver ces caisses des ressources escomptées, « d'en paralyser le fonctionnement, de rendre illusoire une « réforme dont les malheureuses populations de nos côtes « attendent avec raison tant de bienfaits », une autre loi fut votée le 25 mars 1910 qui, semble-t-il, allait enfin donner entière satisfaction aux pêcheurs côtiers. Elle disposait, en effet, que les caisses régionales de crédit maritime mutuel, constituées d'après les dispositions de la loi du 18 juin 1909, pourraient recevoir de l'Etat des avances sans intérêts ; ces avances ne pouvaient excéder le quintuple du montant de leur capital versé en espèces. Elles ne pouvaient être faites pour une durée de plus de cinq années et pouvaient être renouvelées.

Un décret du 3 avril 1910 déterminait les conditions d'application de la loi.

C'est ainsi, en résumé, que la législation sur le crédit maritime comprenait :

1° la loi du 23 avril 1906 autorisant la création de Sociétés de crédit maritime ;

2° la loi du 18 juin 1909 instituant des caisses régionales de crédit maritime ;

3° la loi du 25 mars 1910 qui autorisait les caisses régionales de crédit maritime à recevoir de l'Etat des avances sans intérêt.

Ces dispositions législatives ne donnèrent pas le résultat attendu ; de nombreuses critiques se firent jour. Pourquoi, disait-on notamment, les lois qui nous régissent sont-elles muettes sur les prêts individuels à long terme ? Il est vrai que l'utilisation du crédit collectif permet l'achat de rogues et d'appâts, qu'il est encore possible d'acquérir un matériel destiné à une coopérative, mais un membre isolé ne peut bénéficier d'un prêt à long terme pour la construction d'un bateau qu'à la condition de faire obliger tous les adhérents de la Société au remboursement du prêt à l'échéance.

M. Le Bail, député du Finistère, soumit à la Chambre, le 1^{er} mars 1913, une proposition qui devait porter remède à cette imperfection.

« On peut, — disait-il, — demander une solidarité étroite à
« un agrégat de membres ayant des besoins pareils et bénéficiant des mêmes avantages dans une Société. Mais il ne
« faut pas demander aux membres d'un syndicat ou d'une
« coopérative d'accepter la responsabilité conjointe et solidaire
« du remboursement d'un prêt dont un ou plusieurs de leurs
« membres sont seuls à profiter. »

Et ce n'était pas là le seul défaut de cette législation. Ainsi il n'y avait aucun lien entre les Sociétés coopératives, et tel de leurs membres ne pouvait s'approvisionner qu'au lieu de son domicile et restait privé de tous les avantages lorsque les hasards de sa profession le contraignaient à aborder sur une côte éloignée. Les seuls marins-pêcheurs pouvaient se former en Société à l'exclusion de toutes autres personnes voulant favoriser l'industrie de la pêche et apporter aux marins leur concours financier comme membres honoraires.

Aussi les textes que je viens d'analyser ont-ils été refondus et unifiés, et remplacés, on peut le dire, par une loi unique qui porte la date du 4 décembre 1913.

Aux termes de cette loi, qui précise d'abord l'objet de l'institution du crédit maritime, peuvent être membres participants (article 2) :

« 1° Les marins-pêcheurs pratiquant la pêche maritime
« comme moyens d'existence, les femmes exerçant la même
« profession ;

« 2° les anciens marins-pêcheurs pensionnés de la Caisse
« des invalides de la marine ou de la Caisse de prévoyance des
« marins français, ou devenus physiquement hors d'état de
« naviguer, s'ils sont propriétaires de tout ou partie d'une
« embarcation de pêche ;

« 3° les concessionnaires d'établissements de pêche sur le
« domaine maritime exploitant eux-mêmes ces établissements
« ou ayant cessé de les exploiter pour une cause d'incapacité
« physique ;

« 4° les veuves des personnes visées aux trois paragraphes
précédents et leurs orphelins jusqu'à la majorité du plus
« jeune. »

Peuvent également faire partie de ces Sociétés à titre de membres honoraires les personnes disposées à leur prêter un appui tant moral que financier, cet appui étant limité au tiers du capital social.

La loi du 4 décembre 1913 organise complètement le fonctionnement des Sociétés de crédit, leur administration ; elle les autorise notamment à consentir des prêts individuels à long terme, fixe leur capital à 10.000 francs au maximum, leur permet de recevoir de l'Etat des avances sans intérêts, règle le mode de constitution et de gestion des caisses locales et régionales de crédit maritime mutuel et des coopératives maritimes, prescrit enfin certaines garanties de remboursement des prêts individuels à long terme : l'inscription d'une hypothèque maritime, la souscription d'un contrat d'assurance maritime et d'un contrat d'assurance en cas de décès, admet

les garanties qui peuvent être constituées par des gages ou par des cautions solidaires.

Cette loi très complète donne aux pêcheurs des avantages incontestables, dont les plus importants sont : l'institution du prêt individuel à long terme, qui fonctionne comme en matière agricole. Le maximum de ces prêts est fixé à 40.000 francs, s'il s'agit d'un prêt consenti en vue de l'industrie de la pêche, remboursable dans un délai maximum de dix ans. La faculté y est donnée au marin-pêcheur de s'approvisionner dans une coopérative autre que celle à laquelle il appartient (article 17).

Les effets de cette législation bienfaisante se sont-ils faits sentir dans le Finistère ? En aucune façon. La loi du 4 décembre 1913 n'a reçu jusqu'ici aucune application dans ce département. Néanmoins le crédit maritime fonctionne, mais les seuls prêts consentis depuis le vote de la loi de 1906 l'ont été en faveur de coopératives maritimes. Il n'existe dans tout le département du Finistère qu'une seule caisse régionale ayant son siège à Quimper ; c'est d'ailleurs actuellement l'organisme le plus vivant du crédit maritime de toute la France. Six caisses locales sont affiliées à la caisse régionale de Quimper : celles de Guilvinec, Concarneau, Douarnenez, Audierne, l'Ile de Sein, Camaret. La caisse de Guilvinec dépend seule du quartier de Quimper et fonctionne dans des conditions aussi satisfaisantes que possible.

Le bilan est modeste et la législation dont j'ai parlé plus haut n'a conjuré ni la crise sardinière, ni la crise plus générale de la pêche.

Car c'est bien la crise de toutes les pêches qui sévit dans le Finistère. La sardine a certainement déserté depuis quelques années le littoral breton, et rares sont les campagnes qui se terminent à la satisfaction des pêcheurs et des usiniers. Mais la crise s'aggrave du fait que d'autres poissons, le thon, le maquereau, la langouste notamment, ne se retrouvent plus comme autrefois en quantité suffisante pour remédier à la disparition de la sardine.

Autrefois, et pendant longtemps, la côte de Cornouaille avait, par ses pêches, fourni à sa population un vaste champ d'activité. Les résultats s'étaient surtout manifestés dans le secteur dont les limites extrêmes étaient, du Sud au Nord, Concarneau et Douarnenez, ports principaux entre lesquels se trouvent les ports secondaires de Bénodet, l'Île Tudy, Lesconil, Kérity-Saint-Guérolé, Audierne et Poulguazec qui sont compris dans les quartiers d'inscription maritime de Quimper, d'Audierne, de Concarneau et de Douarnenez.

Mais de nos jours, et depuis de nombreuses années, on a constaté sur tout le littoral de la France une diminution considérable du produit des pêches qui, pendant les dix dernières années, présente une diminution de plus de dix millions de francs par an.

Est-ce à dire, comme on l'a prétendu, que les pêcheurs meurent de faim devant un Océan vide de poissons ? Ou, au contraire, souffrent-ils de leur intransigeance et de leur routine en refusant d'industrialiser leurs engins ?

L'Océan n'est pas vide de poissons, il peut encore nourrir le pêcheur s'il parvient à secouer sa torpeur, s'il se défend, s'il lutte. Mais lui demander un effort, c'est peut-être aller bien loin.

La pêche côtière ou petite pêche peut, à la rigueur, continuer à occuper sur la côte de Cornouaille un rang de première importance ; les nombreuses usines de conserves de poisson dont j'ai parlé contribuent à sa prospérité par le débouché qu'elles offrent aux marins-pêcheurs qu'elles retiennent et encouragent. Depuis quelques années la sardine n'a fait sur les côtes que de rares apparitions, il faut en convenir, et le bilan de chaque campagne est loin d'être aussi brillant que ceux d'autrefois ; certaines années il a été nul. Mais le marin ne s'occupe pas de cette seule pêche, elle ne constitue pas sa seule ressource ; de tous temps les pêcheurs ont poursuivi la capture d'autres poissons et largement contribué à assurer la vie de la famille. La sardine est en effet sensible à

l'excès et ne saurait vivre dans des eaux trop froides ; elle n'apparaît qu'en juin, au moment de la belle saison, pour disparaître à la fin de l'été ou dans les premiers jours d'automne, en octobre ou au début de novembre. Se livrer à cette pêche exclusive serait pour les pêcheurs se condamner à l'inactivité pendant la plus grande partie de l'année. Alors, quelle que soit la saison, on voit des barques, partir le matin pour ne rentrer que la journée finie. De janvier à mars on pêche la grosse marée (raies, congres, etc.) au moyen de filets ou de palans munis d'hameçons. Ces poissons sont vendus aux mareyeurs qui les dirigent sur les divers marchés. Pour cette pêche, les bateaux comptent un équipage de dix à douze hommes.

De mars à juin on continue la pêche de la raie, mais l'équipage de chaque bateau ne comprend que huit ou dix hommes. Pendant cette période on prend des maquereaux aux filets, la nuit, — dix ou treize hommes par bateau, — et aussi des sardines de dérive au moyen de filets de fond que l'on place la nuit, effectif de huit à dix hommes. De février à octobre, des barques montées par cinq hommes d'équipage se livrent à la pêche de la langouste ; cette pêche est surtout pratiquée par les marins de Camaret, d'Audierne, du cap et de l'île de Sein.

En été, de juin à octobre, de nombreux thoniers, armés et montés par cinq hommes d'équipage, se livrent à la pêche du thon qui, selon les années, donne des résultats plus que satisfaisants, brillants même.

C'est de juin en septembre, comme je l'ai dit, que l'on prend des sardines ; cette pêche se fait soit sur les côtes de Cornouaille, soit dans le sud du Finistère, et même aux Sables-d'Olonne ou à l'île d'Yeu, si l'inclémence de la température ne permet pas à ces poissons de remonter plus au Nord. Pour ces expéditions on emploie de petites barques comptant, en plus du mousse, un effectif de six hommes.

Dès septembre tous les bateaux partis pour le Sud regagnent leurs ports d'attache et se livrent, en vue des côtes finistériennes, à la capture des sardines attardées. Si parfois, ce

qui est rare, mais ce qui a été constaté, les sardines n'ont pas fui leurs côtes avant le 10 décembre, on les prend, à cette époque, à l'aide de filets trainés la nuit, sans appât ; c'est ce que l'on désigne sous le nom de pêche de dérive.

Pendant cette période, de juin à décembre, on prend les petits maquereaux vendus aux usines pour les conserves ; ils sont capturés à l'aide de filets droits ou plus souvent au moyen d'engins prohibés comme la « turlute », morceau de fer muni d'hameçons que l'on plonge au milieu d'un banc de poissons et qu'on retire brusquement en saisissant au passage les maquereaux qu'on peut accrocher. A l'aide de sennes on capture encore des sprats et des anchois, vendus aux usines.

Ces diverses pêches constituent donc une source très appréciable de revenus, mais il est hors de doute que les ressources qu'elles procurent sont de beaucoup inférieures à celles que produirait la pêche de la sardine si, comme autrefois, ce poisson visitait régulièrement les côtes bretonnes. Il n'en est pas ainsi. Quelles en sont les raisons ? Des personnes plus compétentes et plus autorisées que l'auteur de cette étude les ont longuement recherchées et étudiées, sans pouvoir parvenir à donner une explication acceptée par tous et à formuler une sorte de loi physique ou naturelle.

Une théorie assez généralement admise me paraît intéressante à citer ; je la donne sans essayer de la défendre ou de la critiquer :

On pense, — c'est l'idée qui réunit le plus grand nombre de chercheurs —, que les migrations des sardines sont déterminées par certains facteurs généraux qui influencent les animaux marins. Parmi ceux-ci, ceux qui méritent d'être retenus sont la température et les courants en raison de l'action qu'ils exercent sur le « plankton ». Le plankton, — définissons-le en quelques mots —, est un ensemble de petits animalcules qui composent la majeure partie des flores et faunes pélagiques et qui constituent pour la sardine une nourriture de choix qu'elle apprécie fort. Il est facile, même à l'œil nu, de voir s'agiter ou

flotter cette multitude de petits corps comparables aux poussières qu'on voit danser dans un rayon de soleil qui traverse une chambre obscure, pour peu qu'on examine une certaine quantité d'eau de mer traversée par un faisceau lumineux. Ces petits corps sont des larves, des œufs, des spores d'animaux et de plantes qui se déplacent, les uns entraînés par les remous et les courants, les autres par leurs propres moyens.

Ce plankton, qui forme parfois de véritables bancs dont la connaissance serait précieuse pour suivre les migrations de la sardine, ne se trouve pas également réparti dans les océans et se rencontre toujours en plus grande quantité à la surface des mers et dans les eaux tempérées plutôt que dans les parties profondes et les eaux équatoriales. Il subit très facilement l'influence de l'élément dans lequel il est plongé, ce qui explique que la pluie submerge de nombreuses larves, de même que l'agitation des vagues pendant une tempête. Au coucher du soleil, le plankton monte à la surface, pour redescendre dans des couches plus profondes dès le lever du jour.

Je m'excuse des descriptions dans lesquelles je suis entré, mais je ne saurais exposer complètement la question qui nous occupe sans rechercher les causes d'apparition ou de disparition des bancs de sardines.

Au printemps de chaque année les sardines partent en bancs serrés des régions équatoriales, longent les côtes du Maroc, envahissent la Méditerranée, le Golfe du Lion, ou suivent les côtes espagnoles ou portugaises, le Golfe de Gascogne et les côtes de France jusqu'à Ouessant, qu'elles semblent ne pas dépasser. De mai à juin, elles s'éloignent des côtes à une dizaine de milles marins, pour frayer. Les œufs pondus, abandonnés, entraînés par les courants, se retrouvent, on ne sait après quelles péripéties, vers l'Equateur, d'où repartent de nouveaux bancs. La ponte terminée, la sardine réapparaît sur les côtes et, à l'approche des premiers froids, elle prend le large pour suivre les branches multiples du Gulf Stream, car

ce poisson est sensible au froid à tel point qu'une brusque variation de température de cinq degrés suffit à le foudroyer.

Telle est l'explication la plus communément admise. M. Valaux croit que ce poisson n'a pas de zones d'existence estivale ou hivernale sous différentes latitudes, il pense même que pendant l'hiver la sardine ne quitte pas les parages où elle se montre en été, mais que pendant cette saison elle vit entre deux eaux, à une profondeur inaccessible aux procédés de la pêche côtière. C'est une théorie moins séduisante peut-être que la précédente, mais comme je n'ai aucune compétence en cette matière, je ne me prononcerai pas.

J'ajouterai seulement que la sardine peut appartenir à deux espèces, la sardine « de rogue », âgée de moins d'un an, de dimension assez réduite et recherchée surtout par les usiniers pour la fabrication de leurs conserves, et la sardine « de dérive », plus vieille, qui atteint de plus grandes dimensions et qui est, en général, vendue aux mareyeurs, qui l'expédient sur les divers marchés. La première est capturée, son nom l'indique, à l'aide de la rogue dont je parlerai plus loin, la seconde par des filets spéciaux, dits filets de dérive, qui ne nécessitent l'emploi d'aucun appât.

Après avoir examiné les différentes pêches, il me reste à indiquer quel a été leur rendement. Il ne m'a pas été possible de donner un tableau détaillé pour chaque sorte de pêche au cours de ces dernières années. Je n'ai recueilli que des résultats globaux, qui me paraissent intéressants à donner :

En 1902 les pêcheurs ont vendu pour 7.709.882 francs de poissons, somme qui est passée en 1903 à 16.289.340 francs, et à 11.969.307 francs en 1904. Nous trouvons ensuite trois années déficitaires, 1906, 1907 et 1908, pendant lesquelles le rendement ne s'élève respectivement qu'à 7,232.504 francs, 5.154.177 francs et 8.892.733 francs, pour remonter en 1909 à 17.087.376 francs. Durant les années 1910, 1911 et 1912 les sommes encaissées sont sensiblement égales : 9.397.000 francs, 9.157.380 francs et 9.628.270 francs. J'aurais voulu ajouter le

chiffre pour 1913, mais au moment où j'ai réuni les documents que je viens de citer je n'ai pu savoir le produit de la pêche. Je donnerai cependant quelques renseignements sur l'année 1913 après avoir fourni sur la pêche de la sardine les quelques statistiques qu'il m'a été possible de recueillir en ce qui concerne le port de Concarneau.

En 1878 les marins de ce port capturèrent 368 millions de sardines et 262 millions en 1879. En 1880, 1881 et 1882 le chiffre tombe à 16, 28 et 54 millions, en 1883 il remonte à 120 millions pour redescendre en 1884, 1885 et 1886 à 28, 34 et 30 millions. Cette proportion s'est maintenue jusqu'en 1902, à part les années 1892, 1893, 1894 et 1895 qui donnèrent un meilleur résultat. Mais en 1902 la situation empira et, jusqu'en 1909, il y eut pénurie de sardines. Au cours de cette dernière année et de celle qui suivit, la sardine réapparut sur nos côtes, mais en si grande quantité, que les prix en furent avilis, ce qui donna lieu, je l'expliquerai plus loin, à des troubles très graves. Les années 1911 et 1912 furent plutôt mauvaises, l'année 1913 a été relativement bonne pour les pêcheurs, moins à cause des quantités de poissons capturés, thons et sardines, que par le prix de vente extrêmement élevé, et cela au grand détriment des usiniers dont la campagne fut désastreuse. Sur certains marchés, en effet, le prix du mille de sardines atteignait 50 francs, et 220 francs le prix de la douzaine de thons. Les fabricants ne pouvaient réaliser aucun bénéfice, et on s'est demandé si cette hausse incompréhensible n'était pas chez certains un calcul fort habile fait dans le secret dessein de provoquer la ruine de bon nombre de petits industriels que les puissants fabricants trouvaient gênants. Il y a, en effet, à raison de la crise, beaucoup trop d'usines, les unes modestes, qui agonisent lentement, les autres soutenues par des banques puissantes, vivant sur leur ancienne renommée et rêvant d'absorber les premières.

Pour cette année 1913, voici le résultat de la dernière campagne pour le quartier seul de Quimper :

Dans ce quartier, 1.095 bateaux, montés par 3.989 hommes, ont pêché pour 1.842.785 francs de poissons, ainsi répartis :

Maquereaux	878.735 francs
Sardines	485.163 —
Anchois et sprats.....	23.601 —
Autres poissons	126.648 —
Crevettes	70.153 —
Homards et langoustes.....	78.428 —
Autres crustacés	1.434 —
Huitres	2.700 —
Varechs, goémons et sables coquilliers (1)	175.923 —

Cette année a été bonne, comparée à la précédente qui n'avait rapporté, pour le même quartier de Quimper, que 1.113.600 francs, ainsi répartis :

Maquereaux	550.100 francs
Sardines	170.420 —
Autres poissons	215.375 —
Crevettes	28.800 —
Homards et langoustes.....	97.030 —
Autres crustacés.....	1.175 —
Varechs, etc.	50.700 —

Avec des revenus aussi minimes, le pêcheur peut-il élever sa nombreuse famille, assurer avec ces sommes qui paraissent dérisoires la vie de sa femme et de ses enfants ? Sans hésitation il faut répondre affirmativement.

Donnons quelques chiffres qui, mieux que tous les raisonnements, seront de nature à justifier cette affirmation, en pre-

(1) Je comprends dans le produit des pêches le varech, les goémons et les sables coquilliers parce que dans les statistiques que je donne, qui émanent de la Marine, ces plantes sont comprises comme produit des pêches.

nant pour type la famille normale du marin composée du père, de la mère et de quatre enfants dont deux d'âge moyen peuvent gagner un petit salaire. Je devrai prendre plusieurs exemples de familles habitant différents ports, car le prix de la vie varie de l'un à l'autre, de même que le prix de vente du poisson, parfois très élevé dans certains ports pendant toute la durée d'une campagne, plus bas dans le port voisin, sans qu'on puisse expliquer pourquoi. J'adopterai les chiffres de l'année 1912, ce sont les plus complets que j'ai pu avoir à ma disposition.

A Douarnenez, la part de chaque marin pour cette campagne s'est élevée à 700 francs environ : 500 francs pour la pêche d'été, 190 ou 200 francs pour celle d'hiver, auxquels s'ajoutent une centaine de francs, salaire de la femme pour son travail à l'usine, et comme elle n'y est occupée que fort peu de jours, elle travaille avec ses enfants à faire de la dentelle et peut gagner de ce chef 500 francs, qui représentent le gain d'une ouvrière moyennement habile. Au total, 1.300 francs pour six personnes, soit en moyenne 215 francs par tête.

A Concarneau, elle a été bien moindre par suite de la paresse des pêcheurs et de la défectuosité de leur outillage. Elle s'est néanmoins élevée à 400 francs pour les thoniers et à 200 francs pour les sardiniers ; la femme n'a guère gagné de son côté qu'une vingtaine de francs ; la dentelle a produit comme à Douarnenez, 500 francs. Au total, pour les familles de thoniers 960 francs, soit en moyenne 160 francs par tête, et pour les familles de sardiniers 780 à 800 francs, soit 130 à 135 francs par tête.

A Audierne, la pêche a produit environ 500 francs, le travail des femmes 60 ou 70 francs, la dentelle 500 francs, soit 1.068 francs, et par membre de la famille 178 à 180 francs. Ce chiffre est sensiblement le même pour Guilvinec.

Il faut ajouter aux ressources que je viens d'indiquer un élément appréciable, je veux parler de la part de poisson que prélève le pêcheur après chaque sortie et qui assure la nour-

riture de la famille, qui n'a guère pour vivre qu'à acheter du pain et les ingrédients nécessaires à la préparation, car le pêcheur ne mange qu'exceptionnellement de la viande. Il lui reste donc pour se vêtir, lui et sa famille, et cette dépense est réduite au minimum, et pour payer son logement, s'il n'est pas propriétaire, la presque totalité de ses gains, auxquels je n'ai pas ajouté le produit de la vente des goémons qu'il pêche, produit trop variable pour qu'il en soit tenu compte.

Les pêcheurs, sans être dans l'opulence, ne souffrent pas actuellement de la misère, et si je ne voulais m'efforcer de rester dans une scrupuleuse impartialité, je n'aurais qu'à rappeler qu'ils s'offrent le superflu, je l'ai prouvé, je crois, par la production des statistiques sur le nombre des débits de boissons qu'ils font prospérer.

Mais s'ils ont la possibilité de vivre modestement, il est certain que, eu égard aux risques qu'ils courent, ils sont médiocrement rétribués ; le produit des pêches a baissé et il y a pléthore de bateaux et de marins. Pour le Finistère seul, en effet, on compte une flottille de plus de quatre mille bateaux, dont presque la moitié sont des sardiniers, et, parmi les autres, 450 sont langoustiers et 1.200 sont thoniers. Le reste se livre aux autres pêches. Les marins d'équipage sont au nombre de 18.000, et cet effectif est à l'heure actuelle trop considérable.

Cet état de choses n'est pas particulier à la France ; l'Angleterre a eu son heure de crise dont elle a souffert, mais prompte à la décision et persévérante dans la méthode, elle y a remédié dans l'espace de six années. Il faut dire que le gouvernement de ce pays fut secondé par les pêcheurs. Trouverons-nous en France le même élan et sortirons-nous de la routine sans user de force ? Il est difficile de se prononcer, et, à ne considérer même que les probabilités, on peut être certain qu'on se heurtera au mauvais vouloir de ceux qu'on se propose de secourir.

En Angleterre, de 1901 à 1907, les petits pêcheurs transformèrent complètement leur armement, comprenant qu'il était

suranné et qu'il avait fait son temps. Les petits bateaux, semblables à ceux que nous employons encore, furent remplacés par des bateaux à vapeur d'un moyen tonnage, ce qui permit d'aller chercher plus au large le poisson devenu rare sur les côtes, sans avoir à craindre les tempêtes subites. Les autres bateaux furent rangés en deux catégories ; les plus petits furent abandonnés et ceux d'un plus fort tonnage furent dotés de moteurs grâce auxquels les pêcheurs eurent l'assurance de pouvoir rentrer au port par le temps le plus calme. Car un grand inconvénient des bateaux à voile consiste dans leur inaction lorsque le vent fait défaut, et de ce fait résulte souvent la perte de tous les poissons qui, entassés pendant des heures et exposés au soleil, sont hors d'état d'être utilisés quand ils sont débarqués à l'arrivée au port. Les Anglais construisirent de nouveaux chalutiers à vapeur, ils en firent même de plus puissants, dont certains furent aménagés pour des campagnes lointaines, et d'autres vont aujourd'hui jusque dans la mer Blanche capturer des poissons plats, qui sont conservés à bord grâce à des installations spéciales et vendus sur les marchés anglais. Mais ces voyages lointains s'accordent avec le caractère de nos voisins, alors qu'à quelques exceptions près, le Breton ne peut vivre loin de son ciel et de son clocher.

Ainsi, grâce à la transformation de l'armement, la pêche de l'Angleterre a, au cours de ces dernières années, réalisé un progrès énorme ; chez nous, elle continue à évoluer dans le même marasme.

En effet, qu'a-t-on fait en France, et notamment sur la côte de Cornouaille ? Au lieu de s'appliquer à chercher des moyens pratiques pour remédier à la crise, on a beaucoup parlé, beaucoup écrit. On a aussi réglementé, mais hélas ! dans le vide. Pendant longtemps aucun ministère n'a voulu s'intéresser aux pêcheurs, pas un ministre n'a voulu chercher une solution à la crise. Lorsque des personnes compétentes voulaient faire bénéficier notre pays de leurs idées, du fruit de leurs travaux et de leurs études, ils se sont vus renvoyés d'un ministère à

l'autre, et, de guerre lasse, ils se sont découragés. Les rares initiatives prises l'ont été du fond des bureaux de Paris, par des fonctionnaires qui ne connaissaient pas nos pêcheurs, et allaient à l'encontre de leurs mœurs et de leurs habitudes. Aussi ont-elles lamentablement échoué. On a fini par s'en rendre compte et on a pensé qu'il était nécessaire de créer, dans le département de la marine, un sous-secrétariat d'Etat qui centraliserait toutes les questions de pêche et essaierait de trouver un terrain d'entente entre les pêcheurs et les usiniers dont la situation, vers 1911, était devenue si tendue qu'on pouvait craindre des troubles aussi sérieux que ceux qui avaient éclaté autrefois.

Le nouveau sous-secrétariat d'Etat à la Marine marchande ne tarda pas à produire son effet bienfaisant. Il faut reconnaître que le choix du titulaire fut des plus heureux et que c'est grâce à l'énergie et au talent de M. de Monzie qu'un peu de clarté pénétra dans les questions des pêches maritimes. Dès son installation, il a tenu à venir sur les lieux faire une enquête personnelle. Sans se décourager, visitant tous les ports, il s'est documenté sur place, a reçu les délégués des marins et ceux des usiniers, et il a trouvé provisoirement un terrain d'entente. Si la solution à laquelle il s'est arrêté n'est peut-être pas définitive, elle aura sans doute entre autres avantages celui d'instruire le pêcheur et de lui donner une autre conception de son rôle. Il a voulu apporter une amélioration dans les rapports entre usiniers et pêcheurs et a momentanément résolu la question des filets tournants et couliissants par la création de commissions mixtes.

Pour comprendre ce grave problème, il convient de remonter à quelques années en arrière et d'en faire l'historique.

Autrefois, lorsque apparurent les grandes sennes « Belot », qui donnent un rendement supérieur en diminuant les aléas de la pêche, certains marins-pêcheurs essayèrent l'emploi de ces filets et furent satisfaits des résultats, car, outre la quantité de poissons pris, ils avaient un avantage énorme, celui de

supprimer l'emploi onéreux de la rogue. Mais comme ces filets, d'un prix assez élevé, ne pouvaient être possédés par tous les patrons de barque, ceux qui ne pouvaient en avoir, et ils étaient nombreux, jaloux de leurs voisins, demandèrent la suppression des sennes, protestations qui furent entendues, et, après un referendum, leur emploi fut interdit dans les eaux territoriales, c'est-à-dire à moins de trois milles des côtes (Décret du 8 juin 1912). Ce décret, approuvé par les uns, critiqué par les autres, a donné lieu par la suite à des manifestations qui, par leur violence, auraient fait revivre les temps héroïques de la crise.

Pour essayer de mettre d'accord les partisans et les adversaires des filets tournants, ceux-ci demandés par les usiniers qui considèrent leur suppression comme un arrêt de mort contre leur industrie, M. de Monzie décida, après entente entre tous les intéressés, la création de commissions mixtes. Celles-ci, instituées dans chaque port, devaient être composées de pêcheurs et d'usiniers, qui décideraient s'il y avait lieu d'employer les filets tournants, en prenant pour base d'appréciation la quantité de poissons prise la veille, et les besoins du marché. Pour protéger les pêcheurs contre une baisse trop grande, des barèmes furent établis pour fixer le prix minimum du poisson.

Le fonctionnement des commissions mixtes était ainsi réglementé : les usiniers pouvant faire travailler une certaine quantité de poissons devaient faire connaître aux pêcheurs le nombre de ceux qui leur étaient nécessaires, cela afin d'éviter les pertes qui se seraient produites après des pêches trop fructueuses. Si les pêcheurs ne pouvaient fournir qu'une partie inférieure à la demande, les commissions devaient se réunir pour examiner s'il ne convenait pas de se servir des engins interdits par le décret du 8 juin 1912.

Malheureusement, la réalité ne correspondit pas à ce qu'on attendait et, les pêcheurs se refusant toujours à employer les sennes et les filets tournants, les commissions ne donnèrent que des résultats insignifiants. Ainsi, malgré tous les efforts

tentés, la pêche est restée sur les côtes de l'Armorique telle qu'elle était pratiquée il y a un siècle, et il est à craindre qu'un progrès ne soit réalisé de sitôt.

De nos jours, les barques sont pour la plupart de frêles esquifs non pontés, de 7 à 8 tonneaux, munis de deux voiles qui ne présentent pas les garanties de solidité suffisantes pour que les pêcheurs soient tentés de s'éloigner des côtes pour affronter les parages dangereux. Comme engins, ils n'ont que des filets droits, de forme rectangulaire, maintenus à la surface de la mer par des lièges et tendus verticalement par des plombs. Ces filets à mailles très fines sont plongés dans une solution qui leur donne une teinte bleutée et les rend invisibles dans l'eau. Ils sont d'un curieux effet lorsqu'on les voit, le soir, attachés pour sécher aux mâts des barques, qui paraissent alors parées de voiles vaporeuses.

Mais si les filets en usage en Bretagne ont le sérieux inconvénient de ne prendre d'abord qu'une quantité de poissons moindre que celle qu'on capturerait avec des filets tournants, d'exiger ensuite l'emploi de rogues d'un prix élevé, ils ont aussi quelques avantages, dont le principal est de ne pas endommager la sardine, qui est toujours en très bel état de présentation, et de ne fournir aux usines que des poissons d'un même moule, ce qui facilite le travail des usiniers qui n'ont pas à en opérer un triage préalable et peuvent la manufacturer sitôt débarquée. Ces avantages ne se retrouvent pas dans la pêche à la senne grâce à laquelle on capture gros et petits poissons qui, en se débattant, sortent parfois en mauvais état et perdent leurs qualités de fraîcheur et de fermeté. Mais ces inconvénients sont-ils assez forts pour faire renoncer à des avantages certains, et au temps d'âpre concurrence que nous traversons, ne doit-on pas sacrifier la qualité à la quantité ? Ce n'est pas d'ailleurs la raison qu'ont donnée les marins pour se refuser à l'emploi des sennes et des filets tournants ; ce n'est plus aujourd'hui à cause du prix élevé de ces filets qu'ils ne veulent pas les utiliser, car les usiniers, voulant faire triom-

pher leur cause, seraient prêts à faire eux-mêmes l'achat de ces engins. La grande majorité des pêcheurs ne veut pas employer les filets tournants parce que de 1884 à 1887 ils ont fait une tentative qui n'a pas réussi, et ils se refusent à en faire une nouvelle. Au cours de ces années, en effet, les sardines tombèrent au prix ridiculement bas de 2 francs le mille, et même de un franc dans certains ports, prix auquel on ne prenait plus la peine de compter le poisson, qui était vendu par bateaux. Ils prétendent que les sennes et les filets tournants ne peuvent donner aucun résultat là où il n'y aura pas de poissons, pas plus d'ailleurs lorsque par suite de l'abaissement de la température, la sardine ne montera pas à la surface. Par contre, ajoutent-ils, si la pêche est très abondante, les résultats seront déplorables ; la quantité de poissons amènera un avilissement des prix, alors que l'usage des filets droits permet d'approvisionner les usines et de répondre à toutes leurs demandes.

Ce que ne disent pas les marins, c'est la crainte qu'ils ont de se trouver à un moment donné entre les mains des usiniers qui, ayant constitué un stock important de conserves, refuseront d'accepter les prétentions excessives des pêcheurs le jour où ils rentreront au port avec une pêche peu abondante, et les contraindront à accepter leurs offres, même réduites, s'ils ne veulent pas s'exposer à rejeter à la mer le fruit d'une journée de travail.

Leur raisonnement s'explique facilement, car les conserves de sardines et de poisson en général ne s'altèrent pas dans les boîtes hermétiquement fermées, et, contrairement à ce qui se produit pour d'autres denrées, elles acquièrent en vieillissant une plus-value. Un mot à ce propos : on ne consomme jamais les conserves fabriquées dans l'année ; celles qui sont offertes à la clientèle sont vieilles d'un an au moins sinon de plusieurs années, car, trop fraîchement mis en boîte, les poissons n'ont pu être imprégnés de l'huile dans laquelle ils baignent et sont de ce fait secs et peu agréables au goût.

Les marins-pêcheurs prétendent aussi qu'ils ne veulent pas tuer la poule aux œufs d'or. Un vague théoricien leur a raconté que les sennes et les filets tournants étaient de terribles destructeurs qui capturaient non seulement tous les poissons, gros et petits, mais qui, traînant dans les fonds, détruisaient toutes les larves. Cette théorie, le pêcheur l'a acceptée sans contrôle car elle venait fortifier son opinion, alors au contraire que des hommes qualifiés s'efforçaient de les dissuader en donnant comme exemple les pays dans lesquels on emploie ces engins depuis de longues années et dont la prospérité n'a pas été diminuée.

Une autre raison, une de celles que les pêcheurs n'avouent pas non plus, c'est que, partisans par nature du moindre effort, les marins cherchent à retirer de la pêche le maximum de ce qu'elle peut donner et se refusent à tout travail supplémentaire qui n'augmenterait pas le produit de leur journée. Aussi restent-ils sourds lorsque les usiniers leur expliquent qu'en présence de la concurrence étrangère qui devient chaque jour plus envahissante, ils ne peuvent payer le poisson à un prix excessif, ce qui les mettrait dans la nécessité d'augmenter beaucoup leurs prix de vente et leur interdirait la lutte contre les produits étrangers, même frappés d'un droit de douane fort élevé. Ils demandent aux pêcheurs en quoi ils seraient lésés s'ils vendaient une quantité double de poissons en réduisant leur prix de moitié ; ils retireraient ainsi de cette opération la même somme d'argent et feraient vivre les usines qui périssent chaque jour. Ils s'efforcent de leur démontrer que marins-pêcheurs et usiniers sont solidaires et que le sort des uns est intimement lié à celui des autres ; que les usines traquées étant obligées à fermer une à une leurs portes, les marins verront disparaître peu à peu leur débouché le plus important, car il ne faut pas songer pour le moment à diriger sur le marché tout le produit de la pêche à cause de la lenteur des transports, et aussi parce qu'une partie importante des

poissons ne peut être vendue que pour être mise en conserve, notamment les sprats et les petites sardines.

La manière de voir des usiniers méritait au moins un examen et une discussion, mais il n'en a pas été ainsi. Les marins ont répondu par des actes, en limitant leur pêche à un nombre déterminé de poissons, 15.000 ces derniers temps, nombre qu'on ne pouvait dépasser dans la journée. Tout bateau qui avait atteint ce chiffre devait rentrer au port. Ils ont encore décidé de n'effectuer dans la journée qu'une seule sortie en mer et de ne pas armer le dimanche, tout cela pour empêcher l'avilissement des prix. Et c'est là la faute énorme qu'ils ont commise, car ils oublient que la sardine, qui produit la principale pêche, est un poisson migrateur, qu'on ne peut fixer exactement l'époque à laquelle elle fera son apparition, non plus que celle à laquelle elle disparaîtra, et qu'il serait de leur intérêt, pendant qu'ils peuvent la prendre, de faire tous leurs efforts pour en capturer le plus grand nombre possible. Mais ils sont ainsi faits, et, comme je le disais, leur rééducation sera longue. Entêtés, ils ne veulent comprendre aucun raisonnement, et ne peuvent admettre que, guettés par la faillite, les usiniers préfèrent fermer leurs ateliers alors qu'il en est temps encore. Aussi cette mentalité, on le verra lorsque je résumerai les incidents qui se sont élevés entre usiniers et pêcheurs, a-t-elle conduit ces derniers à des excès regrettables, à des pillages et à des incendies volontaires.

Ils continuent et continueront encore malheureusement longtemps à rejeter l'emploi des sennes et des filets tournants et à leur préférer leurs engins désuets qui exigent une dépense d'achat très onéreuse, l'achat de la rogue.

La rogue est un appât dont la sardine est friande ; les pêcheurs la répandent pour attirer à la surface le poisson qui est dans les couches inférieures de l'Océan. Elle est composée d'œufs de morue saumurés, et vient de Norvège où elle est fabriquée et vendue aux pêcheurs par quelques intermédiaires français. M. Vallaux signale dans son ouvrage la hausse qu'a

subi sur le marché ce produit qui, vendu en gros, en 1891, 43 francs le baril de 130 kilogrammes, a atteint en 1902 le prix de 95 francs, auquel l'intermédiaire ajoute pour son bénéfice une somme de 15 ou 20 francs. Lorsqu'on songe que la rogue doit être répandue à profusion, qu'elle est jetée parfois dans un endroit où il n'y a pas de sardines, on est étonné que volontairement le pêcheur fasse une dépense qu'il pourrait éviter. Mais sa mentalité est ainsi faite.

De nos jours, certains produits, la farine d'arachide notamment, ont commencé à être employés, mais cet appât a d'énormes inconvénients, car s'il est employé sans être saumuré, ce qui est assez fréquent, il provoque chez le poisson un éclatement de l'intestin, ce qui donne à la chair de la sardine une couleur rougeâtre et peu engageante. Aussi les usiniers ont-ils à plusieurs reprises demandé la suppression de la farine d'arachide non saumurée, comme avait été interdit, le 23 février 1726, l'emploi de la « gueldre », composée de crevettes salées et pilées mélangées à du frai de poisson.

L'entente entre pêcheurs et usiniers est donc problématique, sinon impossible. Ni les uns ni les autres ne veulent céder et on n'entrevoit pas de solution pratique. Pourrait-on en trouver une ? En est-il temps encore ? Serait-il possible, triomphant de l'esprit de routine, d'arriver à redresser le caractère de nos marins, les amener à une plus saine compréhension de leur rôle ? Je ne crois pas que cela puisse aboutir avec les générations actuelles. Avec elles, il est inutile de rien tenter, et il est impossible d'entreprendre la rééducation d'hommes déjà âgés, surtout lorsque les idées qu'ils ont sont ancrées chez eux au point de devenir indéracinables. Comment pourrait-on alors travailler utilement ? En préparant les nouvelles générations, en leur montrant les difficultés de la vie de nos pêcheurs, en les élevant en vue d'en faire des marins du commerce. Et pour cela, nous disposons d'un organisme qui pourrait nous rendre des services signalés, s'il était bien compris, je veux parler des écoles de pêche.

Quel était leur but à l'origine ? Que devaient-elles être ? Que sont-elles devenues aujourd'hui ?

Partis d'un but très louable et poursuivant une idée féconde, ceux qui instituèrent les écoles de pêche se proposaient de faire l'éducation des nouvelles générations, en attirant les jeunes fils des marins, en leur faisant comprendre que les pêcheurs sont en excès de nombre, en développant leur intelligence, en leur apprenant les notions indispensables que doivent connaître tous ceux qui font métier de la mer, la géographie maritime élémentaire, le calcul, l'astronomie, en les engageant à abandonner le métier ingrat de leur père, en les dirigeant vers les expéditions lointaines, vers les voyages au long cours, vers la carrière de marin du commerce. Ces écoles de pêche devaient donner à ces jeunes gens non pas seulement une instruction théorique, mais aussi une instruction pratique, en les habituant au maniement de bateaux d'un certain tonnage afin d'en faire de bons marins, de déraciner chez eux l'envie ou l'intention qu'ils pouvaient avoir de continuer la profession ingrate de leur père, de les diriger enfin vers d'autres carrières, dégorgeant ainsi cet encombrement que j'ai signalé, et, en diminuant le nombre des pêcheurs, apporter un remède à la crise.

Encouragés par les résultats obtenus par les écoles pratiques d'industrie et d'agriculture, d'où sortent tous les ans d'excellents contremaîtres et des ouvriers accomplis, les organisateurs des écoles de pêche avaient voulu créer pour la marine une institution parallèle qui, formant des élèves plus instruits, aurait pu leur procurer des débouchés plus avantageux. C'était le but très louable qu'ils poursuivaient et qui, si leur idée avait été mise en sérieuse pratique, aurait été atteint, et les résultats eussent été intéressants. Nous devons reconnaître que les espérances fondées sur ces écoles ont été déçues et que jusqu'ici elles n'ont pas rendu les services qu'on attendait d'elles.

Les résultats sont presque nuls. Il faut accuser de cet état

de choses le manque de direction et l'organisation défectueuse des services. Alors que du sous-secrétariat d'Etat qu'on venait de créer devrait dépendre l'unique réglementation des écoles de pêche, elles sont rattachées à la fois au ministère de la Marine et à celui de l'Instruction publique. Il est difficile dans ces conditions qu'elles soient l'objet de la sollicitude de ces deux administrations, qui comptent l'une sur l'autre pour assurer la vie de cette nouvelle création. Ainsi, chose bizarre, un professeur nommé par le Ministre de l'Instruction publique, émarge au budget de la Marine. Le choix de ces fonctionnaires ne fut pas toujours heureux. Il faut en voir la preuve dans ce fait que l'école de Douarnenez, qui est dirigée par un maître compétent et plein de zèle, a donné des résultats dont il faut se déclarer pleinement satisfait. Il faudrait ne confier ces emplois qu'à des maîtres ayant fait leurs preuves et capables d'enseigner. Il me semble que si ces conditions étaient remplies et si les nominations pouvaient être affranchies de toute autre considération, l'institution des écoles de pêche y gagnerait et atteindrait le but pour lequel elles ont été créées.

Je crois à l'efficacité de ces remèdes, mais ils ne donneront des résultats qu'après un certain nombre d'années. On ne peut pourtant pas se désintéresser du sort des générations actuelles, et parce que nos pêcheurs ont l'esprit faussé et qu'ils ne sont pas au demeurant dignes d'un intérêt très spécial, on ne doit pas les abandonner à leur sort et ne rien tenter pour leur venir en aide.

Un essai vient d'être récemment fait en ce sens. On a voulu mettre le pêcheur à l'abri des coalitions et des lock-out des mareyeurs et des usiniers en essayant de leur procurer un débouché direct pour la vente de leur poisson. Le résultat obtenu n'a pas été très brillant. L'institution en elle-même est excellente et ceux qui de près l'ont vue fonctionner ont pu au début croire à sa prospérité. J'ai été en situation de tout voir et de bien juger et, sans entrer dans des détails qui m'amène-

raient peut-être trop loin, je me bornerai à dire quel a été le résultat obtenu.

Une Société coopérative, qui a son siège social à Quimper, a été fondée en 1913 ; elle avait pour objet l'élevage, le parage, la conservation et la vente en commun des produits de la pêche. Elle vient à son heure, et si elle atteint le but qu'elle poursuit, elle libèrera les pêcheurs de la main des mareyeurs, qui pèse lourdement sur eux, et leur permettra de bénéficier des avantages dont profitent ces intermédiaires.

Si les premiers résultats n'ont pas été très satisfaisants, il ne faut pas en faire grief à l'institution en elle-même ; la cause peut sans doute en être attribuée à un facteur passager dont la disparition pourra permettre à la Société remaniée de reprendre son essor et d'atteindre le but que s'étaient proposé ses fondateurs.

Créée avec l'appoint d'une partie des fonds provenant de souscriptions publiques, et, on peut le dire, miraculeusement sauvés, cette Société a pour but de chercher des débouchés sur les divers marchés de Paris et de province ; possédant les capitaux nécessaires pour faire face aux premières dépenses, elle achète, à ses membres de préférence, le produit de leur pêche, qui est emballé par un personnel spécial et dirigé sur les lieux de consommation indiqués par un directeur. Celui-ci reçoit toutes les commandes, donne pour leur exécution toutes instructions nécessaires à ses agents dans les ports voisins, encaisse le produit des ventes et répartit les bénéfices. Et ces bénéfices devraient être importants car les mareyeurs retirent de leur commerce des revenus très appréciables en vendant, à Paris notamment, au prix de 8 francs le kilogramme, le poisson qu'ils ont acheté dans les ports au prix de 3 francs.

Il est aisé de comprendre que ces derniers, se rendant compte de la puissance d'une semblable coopérative à laquelle adhèreraient tous les marins, fassent des efforts désespérés pour la faire disparaître, dussent-ils sacrifier une partie de leurs capitaux. Y réussiront-ils ? Auront-ils le dernier mot ? La question

est délicate. Il ne faut pas espérer trouver un terrain d'entente, les mareyeurs et la coopérative ne peuvent vivre côte à côte. En tous cas, la lutte se poursuit acharnée de part et d'autre. Les mareyeurs ont déjà contraint la Société à faire un appel de fonds, et un nouveau prêt lui a été consenti. Sera-t-il suffisant ? Je le souhaite et ne le crois pas, à moins qu'une modification profonde et un remaniement dans le personnel n'apportent aux syndiqués l'ordre et l'esprit de suite sans lesquels aucune entreprise ne peut prospérer.

Ce serait là alors une atténuation à la rigueur de la crise et une étape franchie pour arriver à améliorer la situation d'un grand nombre de pêcheurs. Ce n'est pas une solution. Et la lutte se poursuit, ardente, sans merci, dans les conditions que je vais préciser.

J'emprunte à l'ouvrage de M. Rouquier, chef des brigades mobiles de Rennes, qui pendant la période aiguë de la crise sardinière remplissait à Quimper les fonctions de commissaire spécial, les documents historiques que je vais citer, et qu'il a réunis dans un travail précis qui lui a valu, en 1910, les félicitations du Ministre du Travail. L'exposé des événements consignés par M. Rouquier s'arrête à 1911. Pendant les trois années suivantes, une certaine effervescence s'est produite dans divers ports, mais elle a été sans importance si on la compare aux troubles violents qui ont marqué la période antérieure. Leur récit est d'une exactitude absolue.

Je ne remonterai pas aux années qui se sont écoulées entre 1830 et 1880, époque pendant laquelle les fabricants de conserves établis en France détenaient un véritable monopole et qui furent des années de grande prospérité favorisées encore par l'abondance du poisson sur les côtes du Finistère. Je ne commencerai l'historique de la crise qu'en 1902, car ce fut au cours de cette année que, pour la première fois, s'élevèrent des dissentiments profonds entre les usiniers et les soudeurs, auxquels vinrent se joindre les marins-pêcheurs.

La France, qui avait eu pendant quarante ans le monopole

de la fabrication des conserves, vit s'établir vers 1870, en Espagne et en Portugal, des usines qui commencèrent à concurrencer sur les marchés étrangers la fabrication française. Pendant les premières années notre industrie ne se ressentit que faiblement de cette concurrence et nos fabricants ne s'émurent point du péril naissant. Convaincus de la qualité supérieure de leurs produits, ils pensaient n'avoir rien à craindre de leurs concurrents étrangers, et continuèrent pendant près de trente ans à diriger leur industrie comme par le passé, ne demandant pas au machinisme, qui de jour en jour faisait de nouveaux progrès, la possibilité de diminuer les frais de main-d'œuvre.

Cet état de choses dura jusqu'en 1902. C'est alors que devant la diminution de leur chiffre d'affaires, les usiniers comprirent qu'ils devaient prendre des mesures efficaces pour enrayer le péril, et que leur seule chance de salut était dans l'abaissement du prix de vente de leur marchandise. Pour obtenir ce résultat, il fallait diminuer les frais de main-d'œuvre, et la première solution qu'ils envisagèrent fut de remplacer la fermeture des boîtes à la main par la fermeture à la machine.

Cette décision devait provoquer des manifestations nombreuses; c'est à ce moment que commença la période aiguë de la crise, car l'entrée des machines dans les usines vint expulser une catégorie entière de travailleurs, qui du jour au lendemain fut jetée à la rue. C'est cette lutte entre patrons et soudeurs, ceux-ci soutenus par les pêcheurs, défendant les uns et les autres leur existence, qui fut l'origine des incidents qui se sont déroulés pendant les douze dernières années; c'est à dater de ce moment que la situation se tendit entre usiniers et marins, et l'état de choses actuel n'est que le contre-coup, la suite inévitable des événements d'alors.

La première manifestation eut lieu à Douarnenez. M. Masson, industriel, en fut la victime. Après avoir introduit en juin 1902 une sertisseuse dans son usine, il vit, le 11 juillet, sa

maison de commerce pillée, sa machine détruite, son immeuble ravagé, et, de ce fait, il subit un préjudice évalué à la somme de 75.000 francs, que la ville de Douarnenez fut condamnée à lui payer. Des sanctions intervinrent contre trois ouvriers, et pendant trois ans le travail reprit comme par le passé.

Rien ne faisait prévoir de nouveaux troubles, lorsqu'un incident, la grève générale du bâtiment, amena dans le Finistère un représentant de la Confédération générale du travail, Abel Craissac, qui, la grève terminée, voulut s'inquiéter de la situation des marins. Il visita tous les ports, y fit des conférences, exhortant les pêcheurs, et surtout les sardiniers, à secouer le joug patronal, et il réussit à faire partager à ses auditeurs les idées de résistance et de lutte pour le triomphe des revendications dont il leur affirmait la justice. C'est à Douarnenez qu'il eut le plus de succès. Là, sans doute plus qu'ailleurs, il avait travaillé l'esprit de ceux qui n'avaient pas oublié les événements de 1902 et qu'il trouva impatients d'une revanche. Il s'attacha dans ce port à faire aboutir les revendications des sardiniers qui réclamaient le travail au mille. Et, sous la menace d'une grève générale, il obtint satisfaction.

Deux années s'étaient écoulées dans le calme lorsque, devant les dangers croissants de la concurrence étrangère, les usiniers reprirent l'idée d'utiliser les machines à sertir. A partir de ce moment, la corporation des soudeurs recommença sa résistance et se prépara à la lutte pour sauvegarder ses droits.

Pendant l'année 1907 et une partie de l'année 1908, les usiniers cherchèrent un terrain d'entente avec les soudeurs sans arriver à un résultat appréciable. En avril 1908, à la suite d'un congrès d'usiniers, MM. Pellet et Ouzille décidèrent d'introduire des sertisseuses dans leurs usines du Finistère, et, prenant l'engagement de ne porter aucune atteinte aux situations acquises chez eux par les soudeurs qu'ils employaient, ils demandèrent à leurs ouvriers d'accepter leurs conditions. Malgré la promesse de signature d'un contrat qui engageait les patrons, presque tous les employés refusèrent et

entretenrent dans tous les ports une vive agitation, menaçant les patrons d'une grève générale s'ils ne renonçaient pas à l'emploi de sertisseuses.

A ces menaces, les usiniers, à l'exception de ceux de Concarneau, répondirent, en décidant au cours d'un congrès d'opposer un lock-out absolu, si les marins et les soudeurs tentaient d'entraver la liberté de leur commerce, pensant bien que leurs capitaux leur permettraient d'avoir raison de la résistance de pêcheurs imprévoyants par nature et vivant au jour le jour. M. Ouzille, qui le premier avait pris l'initiative de signer un contrat avec ses ouvriers, décida d'introduire sans plus tarder des machines à sertir dans ses diverses usines. MM. Bouvais et Caillé à Concarneau, M. Cassegrain à Lanriec, suivirent l'exemple de M. Ouzille, et décidèrent de passer outre au veto de leurs ouvriers.

Comprenant que les décisions des usiniers étaient fermement arrêtées, et se rendant compte que leur obstination était plus nuisible que profitable à leur cause, les soudeurs, craignant de se rendre impopulaires en occupant sans cesse l'opinion, décidèrent de porter sur le terrain de l'hygiène la question d'où dépendait le sort de leur corporation. Ils prétendirent, s'appuyant sur des opinions désintéressées, que la fermeture à la machine n'assurait aucune garantie au consommateur, et ils se dressèrent en défenseurs de la santé publique. Les usiniers répondirent par des arguments en faveur de leur thèse, et plusieurs mois se passèrent en polémiques de presse qui n'apportèrent à la question aucun éclaircissement.

Et pendant ce temps, la concurrence étrangère devenait de plus en plus pressante. Aussi, pour mettre un terme à une situation qui s'éternisait, MM. Ouzille, Bouvais, Caillé et Cassegrain décidèrent de mettre à exécution les décisions qu'ils avaient prises et de faire entrer des sertisseuses dans leurs usines. L'autorité préfectorale mettant la force publique à leur disposition, les usiniers installèrent les machines le 28 juin à Audierne, Douarnenez et Lanriec chez M. Ouzille, et le 3 juil-

let, un convoi composé d'une dizaine de sertisseuses partit de Rosporden à destination des usines Bouvais, Caillé et Cassegrain. Cette installation passa inaperçue, sauf à Concarneau où une manifestation hostile semblait avoir été préparée, mais la vue des gendarmes, redoutés dans ce pays, empêcha l'éclosion de ce mouvement. Quelques réflexions, quelques cris plutôt rares, ce fut tout.

Après ce début, qui paraissait indiquer que les soudeurs étaient décidés à travailler à côté des machines, on crut un instant que l'agitation qui s'était produite au sujet des sertisseuses était toute superficielle et que les manifestations marquaient par leur insuccès la fin du différend qui séparait les patrons et les soudeurs. Déjà on se félicitait du résultat, tout paraissait calme, lorsque brusquement la question des machines fut remise à l'ordre du jour, et cela à la suite d'un incident anodin au début.

Dans les premiers jours de juillet, les pêcheurs, en présence de bancs considérables de sardines signalés dans la baie de Concarneau, décidèrent d'empêcher l'avisement des prix en limitant leur pêche, en décidant aussi que les barques ne feraient qu'une sortie par jour. Cet état d'esprit des marins dont j'ai déjà parlé était connu des usiniers. Mieux que quiconque ces derniers auraient dû savoir qu'ils ne les feraient pas revenir sur leur décision en essayant d'entrer en lutte ouverte avec eux. Il aurait été plus sage de patienter quelques jours avec la certitude que l'entente entre pêcheurs ne serait pas durable, et que grâce à l'intervention de quelques dissidents la liberté de la pêche serait vite reprise. Au lieu d'attendre, certains usiniers furent d'avis qu'il était préférable d'agir, et malheureusement cette opinion prévalut. Pendant la nuit du 8 au 9 juillet, des affiches furent placardées sur tous les murs de la ville, engageant les pêcheurs à ne pas se conformer aux décisions prises par leurs camarades. Le résultat, loin d'être celui qu'attendaient les rédacteurs de cette proclamation, alla à l'encontre du but qu'ils poursuivaient ; les timides, qui

n'avaient point encore pris parti, n'hésitèrent plus à se joindre à leurs amis. Dans un mouvement irraisonné de solidarité, tous les marins pensèrent que c'était une menace qui leur était adressée, tous les hésitants furent gagnés à la cause commune, et, pour défendre leurs droits, ils organisèrent pour le 11 juillet une assemblée générale. La question des machines revint en discussion, on pouvait s'y attendre, mais elle fut posée avec une rare violence par les soudeurs qui virent une occasion de prendre leur revanche. Cette foule hurlante vota d'acclamation un ordre du jour qui maintenait les décisions antérieurement prises en ce qui concernait la limitation du nombre des sorties, et décidait la mise à l'index des usines qui possédaient des machines.

La menace allait être mise à exécution. Un incident suffit pour provoquer des scènes de pillage sans nom.

Apprenant le lendemain que, malgré les résolutions votées la veille, une barque avait vendu le produit de sa pêche à l'usine Ouzille, de Lanriec, qui possédait une sertisseuse, les marins et les soudeurs de Concarneau, après avoir débauché les ouvriers de plusieurs usines, se ruèrent à l'assaut de l'établissement Ouzille. Ni l'intervention de la gendarmerie ni l'énergie du contremaître ne purent arrêter la fureur des assaillants, qui furent bientôt maîtres de la place et brisèrent la machine. Enhardi par ce premier succès, la troupe aveuglée décida de mettre à sac toutes les usines qui possédaient des machines.

L'usine Cassegrain ne dut une première fois son salut qu'à la solidité de ses portes, et les manifestants, au nombre de plusieurs milliers, durent revenir à Concarneau sans avoir pu mettre à exécution leurs projets de vengeance et de destruction. Mais cet échec ne les découragea pas, et ce fut l'usine Caillé qu'ils assiégèrent ensuite. Là, quelques mesures de police avaient été prises, et la colonne de manifestants se heurta à un barrage composé du commissaire de police, de quatre agents et de six gendarmes. Mais que pouvaient faire ces quelques hommes contre une foule furieuse composée de

pêcheurs, de femmes et d'enfants qui, pris individuellement, professent pour l'autorité un profond respect inspiré par la crainte, mais qui, réunis en troupe et déchaînés, perdent toute personnalité et ne redoutent plus rien ? Les gendarmes et les agents firent cependant tous leurs efforts pour faire respecter l'usine, mais ils ne purent y parvenir. L'établissement fut pillé, deux machines furent brisées, et de plus en plus grisés par le succès, les émeutiers vont, continuant leur œuvre de destruction, assiéger l'usine Bouvais. Devant l'impuissance de la police, le maire accourt pour tenter d'arrêter l'émeute qui gronde plus furieuse, il fait tous ses efforts pour persuader ses administrés ; il n'est pas écouté. Les sages conseils du juge de paix sont accueillis par des lazzis, et la foule énermée, rendue plus furieuse, renverse les obstacles qu'elle rencontre, pénètre dans les ateliers de fabrication, met en pièces les sertisseuses et entraîne à sa suite les ouvriers de l'usine.

C'est une formidable émeute. Consciente de sa force, et résolue à porter le dernier coup à toutes les usines, cette foule hurlante retourne, au chant de l'Internationale, vers la propriété de M. Cassegrain, et réussit cette fois à pénétrer dans l'usine épargnée d'abord.

Là, comme partout, on assiste aux mêmes scènes de pillage ; un moteur et les sertisseuses sont détruits.

Se souvenant alors qu'il existe encore à l'usine Ouzille une machine à fermer les boîtes de verre qui a échappé à la destruction, les manifestants retournent chez ce fabricant pour y terminer leur œuvre de vandalisme. Ce n'est plus un mouvement de folie inconsciente qui agite maintenant cette foule, elle raisonne ; c'est un pillage méthodique et organisé qui commence ; rien ne doit y échapper. Les boîtes de verre volent en éclats au milieu des rires nerveux des femmes, et lorsqu'ils sortent pour la seconde fois de l'usine Ouzille, rien n'a échappé à la destruction.

Puis vient le tour de l'usine Teyssonneau, qui possède une machine à sertir les boîtes de conserves de légumes, et enfin

celui de l'usine Chatelard où se fabriquent les boîtes en fer blanc.

Aucun industriel n'a été épargné ; ils ont tous subi le même sort, les émeutiers sont passés partout, accumulant derrière eux la ruine et la destruction. Et, cette œuvre terminée, le calme renaît. Les ouvriers sont satisfaits, ils ont détruit 26 machines, les dégâts qu'ils ont commis dépassent 200.000 francs, ils ont ruiné ceux qui les faisaient vivre ; que leur importe ? n'ont-ils pas assuré leur avenir ?

Malgré les demandes urgentes et répétées, ce ne fut que dans la soirée qu'arrivèrent des forces importantes qui gardèrent les usines. Il était trop tard. Le lendemain une enquête judiciaire était ouverte. Aucune arrestation n'eut lieu.

En réponse à ce mouvement insurrectionnel, les usiniers, dans une réunion tenue secrètement, décidèrent de fermer toutes les usines de Concarneau, de Doëlan et de Brigneau. Tous les industriels adhérèrent à cette résolution, à l'exception des membres du Syndicat des fabricants de Concarneau, qui décidèrent la reprise du travail dans leurs usines.

Cet état de choses dura plusieurs jours, après lesquels les pêcheurs craignant à juste titre que les quelques usines ouvertes ne puissent absorber la quantité de poissons capturés, acceptèrent de chercher un terrain d'entente. Ils consentirent à travailler dans les usines à côté des machines, si les usiniers s'engageaient par contrat à respecter les droits acquis. Une convention provisoire fut signée le 29 juillet après une réunion présidée par M. Viviani, alors ministre du Travail, et les ateliers rouvrirent leurs portes. De nouvelles machines furent introduites sans incident dans les usines de Concarneau. Mais les termes du contrat définitif n'étaient pas encore arrêtés. Après de longs et patients efforts, M. Viviani avait proposé à l'agrément des usiniers et des marins une formule qui devait servir de type à tous les contrats à intervenir ; un point secondaire restait seul à débattre, et tout faisait prévoir un accord définitif, lorsque tout fut remis en cause par l'arrivée de trois

délégués de la Confédération générale du Travail, Merrheim, Mehrer et Pommier, envoyés par le parti socialiste pour défendre la cause du prolétariat. Tous les pourparlers engagés furent rompus à leur instigation, et lorsque ces délégués quittèrent le Finistère, ils laissaient derrière eux une situation extrêmement difficile. Ils n'avaient, cela va sans dire, trouvé aucune solution ; bien mieux, après avoir fait table rase de tous les projets de conciliation, ils donnaient aux ouvriers soudeurs la conviction absolue qu'aucune entente ne pourrait jamais intervenir entre eux et les usiniers. Les deux camps restaient sur leur positions plus aigris encore qu'autrefois. Cet état d'esprit, qui de chaque côté de la barricade allait s'aggravant de jour en jour, devait amener bientôt de nouveaux incidents. En effet, dès les premiers jours d'août, à la suite de pêches très abondantes sur toute la côte, les sardines, qui jusqu'alors avaient été payées 35 francs le mille, furent dépréciées et ne furent vendues que 7 francs. Les pêcheurs de Concarneau s'émurent et se réunirent afin d'envisager quelles mesures il convenait de prendre pour éviter l'avisement des prix. Ils résolurent de demander aux usiniers d'accepter la fixation d'un prix minimum de 15 francs, se réservant, au cas où leur proposition ne serait pas acceptée, de limiter leur pêche. Ce prix minimum de 15 francs parut excessif aux usiniers ; ils refusèrent toute entente, et, le 16 août, les prix tombaient à 2 francs le mille à la suite d'une pêche extrêmement abondante et véritablement miraculeuse : cinq millions de sardines. Le soir même, les pêcheurs limitèrent leur pêche à onze mille sardines par bateau et fixèrent à 18 francs le prix minimum de vente. Des incidents violents allaient renaître, lorsque tout d'un coup, et sans qu'on puisse se l'expliquer, la sardine devint rare et les usiniers la payèrent au prix demandé.

L'abondance de la pêche n'avait pas atteint seulement Concarneau, les pêcheurs des ports de la pointe de Penmarch en furent aussi les victimes. Après une journée de pêche très fructueuse, non seulement les prix furent dérisoires (1 fr. 25

le mille), mais encore les usines furent impuissantes à travailler tout le poisson pêché, et force fut à ceux qui rentrèrent au port dans la soirée de rejeter le poisson à la mer. Ce fut un lamentable spectacle de voir ces hommes brisés par la fatigue de cette longue journée sacrifier, les larmes aux yeux, le fruit de leur labeur. Ils ne manifestaient cependant aucune rancune contre les usiniers, ils comprenaient qu'ils n'étaient pas responsables de ces circonstances et qu'il leur était impossible de travailler pareille quantité de poisson, mais lorsqu'ils eurent appris qu'une usine allait travailler du thon acheté dans un port voisin alors que leur pêche était demeurée invendue, ils allèrent au devant des voitures et les jetèrent à la mer. Les désordres qu'on craignait ne se produisirent pas. Les usiniers, en présence d'une campagne qui s'annonçait fructueuse, acceptèrent de fixer, d'accord avec les pêcheurs, un prix minimum qui devait varier selon le moule de la sardine, de 18 à 5 francs, et de limiter à douze mille environ le nombre de sardines que chaque barque pourrait pêcher.

Cette résolution des usiniers eut une heureuse influence sur les pêcheurs de tous les ports. A Concarneau cependant la situation resta tendue par suite de l'intervention d'un facteur nouveau.

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, je dois indiquer que les usiniers, pour satisfaire leur clientèle, utilisent les sardines d'un moule différent, et que leur provision faite de poissons d'une certaine qualité, ils n'achètent qu'à la condition que les prix soient très avantageux.

Or, depuis le début de la campagne, les pêcheurs n'avaient guère capturé que des sardines très petites, et les usiniers, qui n'avaient plus besoin de poissons de ce moule, ne les payaient que de 1 à 3 francs le mille, et même à ces prix les pêcheurs ne trouvaient pas toujours à les vendre. Pour contraindre les usiniers à leur acheter leur pêche, ils résolurent d'interdire l'accès de leur port à tout pêcheur qui ne serait pas de Concarneau.

Malgré cet interdit un pêcheur d'un port voisin aborda et vendit sa pêche. Pendant le trajet du bateau à l'usine les corbeilles furent arrachées au mousse qui les transportait, et les sardines furent piétinées.

La situation devenait menaçante ; de nombreuses troupes furent demandées et arrivèrent. L'énervement gagnait les deux partis, qui allaient en venir aux mains, lorsqu'un accord intervint fixant au minimum de 5 francs le prix des mille sardines. Tout redevint calme et les troupes se retirèrent. Le lendemain et les jours suivants, le prix du poisson fut satisfaisant et le reste de cette campagne ne fut marqué par aucun incident, si on en excepte la journée du 22 septembre qui aurait pu devenir grosse de conséquences, les pêcheurs éprouvant des difficultés pour vendre toute leur pêche par suite de l'encombrement des usines qui avaient acheté de grandes quantités de thon à des bateaux étrangers. Une fois de plus les usiniers achetèrent l'intégralité de la pêche et la question fut résolue.

Je viens de dire quelle fut au cours de cette année la situation de la pêche dans les divers ports sardiniers du Finistère, à l'exception de celui de Douarnenez qui mérite une mention spéciale.

Là, le début de la campagne fut tranquille et faisait prévoir qu'elle se terminerait sans incidents. Mais le 30 septembre, un événement identique à celui qui s'était produit à Concarneau vint assombrir la situation. Les usiniers, encombrés de thon, refusèrent d'acheter toutes les sardines pêchées, et les marins furent réduits à en jeter à la mer une grande quantité. Les usiniers ne devaient pas tarder à se repentir de la maladresse qu'ils avaient commise. Ils regrettèrent trop tard de n'avoir pas suivi l'exemple de leurs concurrents de Concarneau. Un comité de surveillance fut immédiatement créé par les pêcheurs pour empêcher l'entrée dans les usines du poisson pêché par les équipages appartenant à d'autres quartiers, à moins que la totalité de la pêche du pays n'eût été achetée par les usiniers. Malgré cela, le lendemain, des thoniers vendaient

leurs prises dès le matin, et, ce jour-là, 600.000 sardines demeurèrent invendues. La colère des pêcheurs augmenta, et, en présence de l'inefficacité des résolutions prises la veille, ils résolurent d'employer la violence. Ce grief n'était du reste pas le seul qu'ils eussent à invoquer ; ils reprochaient aux usiniers de n'acheter le poisson qu'au cours de l'après-midi pour le payer moins cher, et de laisser se morfondre au port pendant toute la matinée les pêcheurs rentrés de bonne heure.

Au cours d'une réunion, ils décidèrent de ne plus sortir jusqu'à nouvel ordre, et, pour causer aux industriels de la ville un préjudice plus direct, d'aller débaucher toutes les ouvrières des usines, les empêcher de travailler les sardines qui, de ce fait, devaient être rapidement détériorées. A la sortie de ce meeting, une manifestation se forma.

Telle est la rapidité avec laquelle naissent les émeutes sur les côtes, qu'il est presque toujours impossible de les arrêter ; les forces de police qui existent sur les lieux sont absolument insuffisantes pour maintenir une foule de plusieurs milliers d'individus. Ces mouvements sont si spontanés qu'il est impossible de les prévoir et d'envoyer à temps des forces suffisantes. La plupart du temps la gendarmerie et les troupes arrivent au lendemain des émeutes, lorsque tout est terminé et que la ville a repris son calme normal. Ce ne furent donc pas les quelques gendarmes de Douarnenez qui purent endiguer et refouler cette populace, qui eut tout le loisir d'exécuter les décisions qui avaient été prises. Toutes les usines furent visitées et le travail partout abandonné, mais, cette fois, à part de légers dégâts commis à l'usine Grivart, le matériel fut respecté.

Les pêcheurs ne pouvaient cependant pas rester inactifs ; ils décidèrent alors de fixer à 8.000 par barque la quantité de sardines qu'on pourrait pêcher. A cela, les usiniers répondirent par une menace de lock-out, ce qui ne fit qu'irriter davantage l'opinion publique à Douarnenez. Et comme les usiniers se disposaient à faire des achats de thon, les marins leur firent

connaître leur intention de s'opposer à l'exécution de leur projet.

Des réunions furent tenues, des procès-verbaux dressés, une polémique s'ensuivit par la voie de la presse et par la rédaction et l'apposition de placards. Pendant longtemps la situation resta grave et une entente ne paraissait pas possible entre les fabricants, décidés à acheter le poisson qui leur conviendrait, et les marins résolus à ne pas laisser aborder les thoniers.

A Douarnenez le calme paraissait régner ; contre toute attente, les patrons des bateaux thoniers comprenant les difficultés qu'ils éprouveraient pour débarquer, y renoncèrent, prirent le large, même après avoir jeté dans le port leur cargaison.

Mais cette satisfaction ne suffisait pas aux marins, qui demandaient davantage. Ils pensaient qu'après la manifestation du matin qui avait affirmé leur solidarité, ils obtiendraient des usiniers toutes les conditions qu'il leur plairait de leur imposer. Ce fut pour eux une profonde déception d'apprendre que ces derniers, forts de leurs droits, insensibles à leurs menaces, se refusaient à toute concession.

L'opinion publique, un instant calmée, fut surexcitée à l'annonce de cette nouvelle, et, peu après, d'un commun accord, patrons et pêcheurs décidèrent de ne pas prendre la mer jusqu'à nouvel ordre. Bien que les effets de cette décision fussaient à provoquer la fermeture des usines, — aucun bateau étranger ne pouvant aborder, — les sardiniers se demandèrent s'il ne fallait pas provoquer une grève générale en invitant les ouvrières à abandonner les usines sans attendre leur congédiement. Dès le lendemain, l'entente était parfaite contre les usiniers, à l'exception de quelques rares femmes d'usine, qui furent ensuite entraînées par une foule de 8.000 grévistes qui faisaient une manifestation.

Ce fut en vain que pour protéger la liberté du travail la gendarmerie exécuta plusieurs charges, au cours desquelles on eut à regretter de fâcheux accidents ; quelques marins

furent piétinés, des gendarmes blessés par une pluie de pierres qui s'abattait sur eux. A ce moment, les chefs du parti ouvrier qui conduisaient la manifestation, entendant les cris des femmes, instruits des événements qui se déroulaient et mettaient aux prises la force armée et les grévistes, revinrent sur leurs pas. La mêlée devint générale. Une barricade est élevée par les marins, qui s'y abritent et continuent à jeter des pierres contre les gendarmes. Les escadrons de chasseurs envoyés de Pontivy chargent aussi ; les coups de sabre s'abattent sans distinction sur tous ; femmes et enfants mêlés à la cohue ont eu à en souffrir. Ni la force publique ni les manifestants ne veulent céder ; ceux-ci conscients de leurs droits, les autres de leur force.

Il y avait eu assez de victimes ; en ajouter de nouvelles eût été une faute qui aurait empêché toute entente ; le préfet fit retirer les troupes, admettre à l'hôpital trois des douze blessés, et un calme relatif succéda à cette bagarre.

Mais les pêcheurs ne renoncèrent pas à la vengeance. Apprenant la mort d'un des leurs, qui avait succombé à la suite des émotions de cette journée, des hameçons furent fixés à des lignes pour essayer d'arracher les yeux aux soldats, des mardriers furent placés près du port prêts à choir sur les troupes, en un mot, une émeute se préparait dans le silence. Des renforts de troupes, 300 fantassins et deux escadrons de dragons arrivèrent bientôt à Douarnenez.

Prévoyant d'autres incidents, soucieux de conserver sa popularité, le maire démissionna et vint se ranger du côté des grévistes.

Le 9 octobre la situation devint inquiétante. A la sortie d'une réunion organisée par M. Le Bail père, député, qui supplia les pêcheurs de conserver le calme et le sang froid, la foule, sourde aux paroles de conciliation, voulut se ruer à l'assaut des usines. Mais pour une fois les meneurs comprirent l'intérêt général et demandèrent aux leurs d'attendre le lendemain l'arrivée de M. Chéron, alors sous-secrétaire d'Etat à la Marine.

Celui-ci, qui depuis plusieurs mois cherchait avec obstination un remède, avait conçu l'idée de la création de commissions mixtes, composées de patrons et de pêcheurs, qui auraient pour rôle de solutionner les conflits qui pourraient s'élever entre eux. Profondément convaincu des services que pourrait rendre cette institution, il réunit dès son arrivée à Douarnenez les usiniers et les marins et leur exposa son projet. Il le fit avec tant de persuasion qu'il convainquit les uns et les autres, et il fut décidé que les marins reprendraient la mer et que les usines réouvriraient dès le lendemain.

Les deux engagements furent tenus, et, malgré l'abondance de la pêche, grâce à la bonne volonté de tous, tout le poisson fut absorbé. Il fut même décidé d'un commun accord que les barques ne sortiraient pas le jour suivant pour permettre aux usiniers de travailler le poisson acheté la veille.

A la première réunion de la commission mixte on fut d'accord sur deux points : la limitation de la pêche à 6.000 sardines par bateau, la fixation du prix minimum du mille à 7 francs. Mais les représentants des usiniers ne voulurent pas s'engager à prendre tout le poisson pêché, et ce refus, lorsqu'il fut rendu public, faillit amener de nouveaux conflits. La grève générale fut encore votée. L'intervention de M. Chéron n'avait pas donné les résultats qu'on était en droit d'en attendre.

Cependant, malgré cette menace, l'habileté de M. Rouquier, commissaire spécial, dont j'ai déjà cité le nom, réussit à empêcher la situation de s'aggraver. Il fit plus, il fit accepter une convention aux termes de laquelle le maximum était porté à 8.000 sardines par barque, le prix minimum restant fixé à 7 francs. Il décida les usiniers à prendre l'engagement de faire tous leurs efforts pour acheter le poisson jusqu'à concurrence de trois millions et demi de sardines. Cette convention réglait encore certaines questions de détail.

Aussi, peu après, lors de sa nouvelle visite, M. Chéron n'eut-il pas à intervenir. Il trouva à Douarnenez un calme qui contrastait singulièrement avec l'effervescence de la veille, au

point de tromper ceux qui n'avaient pas vécu les journées d'émeute. Il signa la convention préparée par M. Rouquier et repartit, laissant l'espoir au cœur de tous.

Douarnenez avait vécu des heures poignantes et avait été le théâtre du conflit le plus violent qui se soit élevé dans toute la Bretagne entre usiniers et pêcheurs.

Depuis lors, à cause du rendement réduit de la pêche de la sardine, il ne s'est produit que des incidents sans importance. Je vais cependant, pour rendre complet cet exposé, passer brièvement en revue ceux qui marquèrent la période de 1910 à 1913.

Durant toute la campagne de 1910 la sardine fut très rare, et toutes celles qui furent capturées furent achetées par les usines à des prix tels qu'à aucun moment les marins-pêcheurs ne furent en désaccord avec les usiniers. Malgré l'élévation soutenue de ces prix, les ouvriers soudeurs et les femmes d'usine, payés les uns à la pièce, les autres au mille, eurent surtout à souffrir de cette pénurie de poissons. Aussi, les premiers réclamèrent-ils une augmentation de salaire et posèrent quelques questions de principe qui furent discutées, mais ne donnèrent lieu à aucun incident.

1911 et 1912 furent deux années de très petites pêches au cours desquelles ne se produisirent que des manifestations anodines et toujours localisées. L'année 1913 ne fut pas meilleure quant à la quantité, mais les prix de vente furent plus relevés.

Le nombre des sardines pêchées au cours de ces trois dernières années fut de 7.352.000 en 1911, de 3.218.000 en 1912 et de 3.650.000 en 1913. Cette pénurie de poissons fit venir à l'ordre du jour la question des filets tournants.

Autrefois, en 1884, comme je l'ai dit plus haut, les pêcheurs, à la demande des usiniers, qui demandaient leur aide pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère, avaient consenti à faire usage d'un engin nouveau qui devait permettre

d'obtenir un rendement de pêche supérieur et commencèrent à se servir de filets dits « filets tournants ».

Je crois intéressant d'en donner une description sommaire. Ils sont formés d'un filet très long ayant vers le milieu une vaste poche dans laquelle doit se prendre le poisson. Pour se soutenir sur l'eau, il a dans sa hauteur des flotteurs en liège, et au bas des plombs qui le font plonger perpendiculairement. Ce filet est attaché à la barque par chacune de ses extrémités. Un des bouts est fixé à un aviron à l'arrière, à côté du gouvernail, l'autre à une longue tige fixée dans le milieu de la barque, à droite ou à gauche, et perpendiculairement à l'axe. Ainsi établi, le filet tournant est jeté à la mer, lorsque la barque est parvenue sur le lieu de pêche, et traîné à la recherche des bancs de poissons. Ceux qui sont pris dans les mailles sont entraînés par la vitesse du canot, cherchent une issue pour fuir, pénètrent dans la poche du filet, où ils restent emprisonnés.

Il est facile de comprendre les avantages qu'offre ce filet, qui a sur le filet droit la supériorité de permettre d'aller chercher le poisson et l'encercler au lieu d'attendre qu'il vienne se prendre dans les mailles ; on évite encore une dépense de rogue, produit dont le prix augmente tous les jours, et la quantité de poissons capturée est bien plus grande, cela au grand avantage des usiniers.

J'ai expliqué dans ce chapitre quels sont les avantages et les inconvénients de ces filets, les arguments fournis des deux parts, je n'y reviendrai pas.

Bien que la presque totalité des marins soit opposée à l'emploi des filets tournants, quelques-uns cependant, notamment ceux des ports de la pointe de Penmarch, en sont partisans, non pas qu'ils aient une autre mentalité que les pêcheurs des autres ports, mais ils estiment que par leur situation géographique ils ont un avantage considérable à les employer, les filets droits ne leur procurant qu'une pêche très restreinte.

Aussi, malgré l'interdiction du 8 juin 1912, ils ont continué

à se servir de ces engins avec d'autant plus de facilité que la surveillance sur mer n'est pas possible. Aucun règlement n'interdit en effet d'employer ces filets en dehors des eaux territoriales, et les gardes-pêche ne peuvent interdire aux pêcheurs le droit de les prendre à bord de leurs bateaux. La surveillance de la mer ne peut s'exercer que par les garde-côtes, navires d'un certain tonnage que les marins voient de très loin, et sitôt un de ces bateaux signalé, tous les filets tournants sont retirés de l'eau et remplacés par des filets droits. Mais si l'Administration ignore si l'on fait usage ou non d'engins interdits, les pêcheurs des autres ports, qui se trouvent parfois réunis sur le même lieu de pêche, le savent bien et protestent avec énergie, car ils se rendent compte que l'excédent de la pêche des ports de la Pointe de Penmarch va fatalement aux usines de chez eux et leur fait une concurrence préjudiciable. Aussi les incidents de ces trois années constituèrent-ils des manifestations sans lendemain, au cours desquelles des charrettes remplies de poissons furent assaillies et leur chargement jeté à terre et piétiné. Il y eut encore des décisions prises par les pêcheurs pour interdire l'accès de leurs ports à leurs voisins, mais quelques mesures de police suffirent pour écarter tout danger d'émeute. D'ailleurs, il a été constaté que toutes les années de pêche peu abondante n'avaient jamais favorisé l'éclosion de troubles, et ces trois dernières années, ainsi que je l'ai dit, ne donnèrent que des résultats médiocres.

Telle est, en résumé, l'histoire de nos ports finistériens. Peut-être l'ai-je racontée avec trop de détails, je devais cependant montrer à quel degré d'acuité peut atteindre chez les populations côtières une crise qui est pour ainsi dire à l'état endémique et à laquelle il importerait d'apporter remède.

Que seront les années à venir ? Nul ne peut le prévoir. Calmes peut-être comme les dernières, ou pires que celles que nous avons traversées.

Ce qui est hors de doute, c'est qu'une crise violente sévit dans la Bretagne en général, et en particulier dans le Finis-

tère, crise qui provient d'une part de la rareté du poisson, qui paraît avoir abandonné presque complètement nos côtes bretonnes, sur lesquelles on ne le retrouve que par intermittences, d'autre part du nombre considérable des marins qui augmentent tous les jours, et qui, aux périodes des grandes pêches, offre sur le marché une quantité de poissons supérieure à celle que peuvent absorber les usines. Subissant alors la loi de l'offre et de la demande, les marchandises se trouvent dépréciées, et leur vente ne procure pas aux pêcheurs les bénéfices qu'ils pourraient légitimement escompter. Trop de marins et trop de barques, telle est la principale cause de la crise dont souffre la Bretagne.

Combien sont-ils ? Le tableau suivant, dressé pour les années 1911, 1912 et 1913 pour les huit ports principaux du Finistère, va nous en donner une idée.

PORTS	1911			1912			1913		
	Embarcat ^{ions}	Tonnage	Équipage	Embarcat ^{ions}	Tonnage	Équipage	Embarcat ^{ions}	Tonnage	Équipage
Douarnenez.....	903	7310	5183	918	7622	5033	932	8327	5007
Audierne.....	649	4200	3240	636	4230	3182	603	4194	3145
Pont-l'Abbé.....	561	2740	2586	527	3117	2828	744	4078	3395
Quimper.....	117	321	219	109	286	193	194	211	162
Concarneau.....	677	4631	3326	648	4845	3185	572	4445	2855
Loctudy.....	108	427	405	134	534	499	164	595	523
Douélan.....	220	770	880	206	801	817	198	751	767
Pont-Aven..	197	505	545	216	485	586	231	544	619
Totaux.....	3432	20904	16384	3391	21920	16323	3528	23145	16473

Peut-on espérer voir diminuer dans un avenir prochain le nombre des pêcheurs ? Non ; car la population de ces côtes, très prolifique, s'accroît encore malgré la diminution du taux de la natalité dans le département, et tous les fils de pêcheurs, sans idéal, sans aspirations élevées continueront à se livrer à la profession ingrate et pénible de leurs pères. Dans certains ports la population s'accroît d'une façon surprenante. Ainsi, à Audierne, elle a doublé en vingt ans, pendant qu'à Douarnenez elle passait de 9.000 à près de 14.000 habitants.

J'exposerai, en terminant cette étude, les remèdes qu'on pourrait, à mon avis, apporter à la crise. Pour le moment, les pêcheurs n'ont trouvé qu'un moyen de vivre : maintenir les cours du poisson en limitant les pêches, sans se préoccuper si à côté d'eux les usiniers allaient pouvoir continuer leur industrie. Ils ont vu le présent sans songer à se réserver l'avenir.

Que deviendraient-ils, en effet, si brusquement les 102 usines du Finistère fermaient leurs portes ? Déjà plus d'un usinier a abandonné la partie ; si la situation demeure sans changement, les plus obstinés renonceront à la lutte. Que feront alors les pêcheurs et ceux qui vivent de l'usine ? Trouveront-ils à s'employer dans d'autres industries ? Doivent-ils se précipiter dans l'inconnu alors qu'ils sont assurés des salaires qui leur seront payés par les usiniers, et qui s'élèvent au chiffre de trois millions de francs pour les mauvaises années de pêche et de cinq millions pour les bonnes ?

Les marins, comme je l'ai exposé, ont bien essayé de s'ouvrir des débouchés pour vendre sur divers marchés de France les produits de leur pêche, mais alors même que cette Société prospérerait, pourrait-elle absorber l'ensemble de toutes les pêches ? Evidemment non, car il y a non seulement la question de quantité, mais celle de la qualité du poisson. Si les langoustes, les soles, en un mot tous les poissons de table, se prêtent à l'expédition sur les marchés, la plus grande quantité ne pourrait avoir cette destination. Que ferait-on, en effet, des sardines aujourd'hui englouties par les usines et qui, trop peti-

tes, ne supporteraient pas le moindre voyage ; que ferait-on surtout des anchois et des sprats ? Pour ces sortes de poissons le débouché de l'usine s'ouvre seul. Comment les utilisera-t-on si les usiniers mettent leurs menaces à exécution ?

Car, il faut le dire, un grave danger est sur le point de s'abattre sur les pêcheurs. Depuis plusieurs années les usiniers, après avoir envisagé tous les moyens de défense, tous les « look-out », ont fini en dernier ressort par songer à la fermeture de leurs usines. Danger peut-être pas immédiat, car il y a, semble-t-il, dans ces menaces un essai d'intimidation, mais danger tout de même car les usiniers préféreront, à n'en pas douter, transporter leur industrie dans des pays plus hospitaliers que se sentir amenés à une faillite certaine. Leur situation n'est déjà pas brillante. Alors qu'ils pourraient écouler annuellement dix ou douze millions de caisses de conserves, ils se voient obligés, par l'intransigeance des pêcheurs, à n'en livrer que deux cent mille pendant que leurs frais généraux restent les mêmes, ainsi que les frais d'amortissement. Ils paient la sardine cinq et six fois plus cher qu'en Espagne et en Portugal, ce qui les oblige à majorer de 15 à 30 centimes le coût de leurs produits.

Il serait donc de l'intérêt des pêcheurs de trouver une solution qui leur permettrait de vivre en bonne intelligence avec ceux qui leur facilitent la continuation de leur métier, et ce remède le pêcheur ne le cherchera pas et ne fera rien pour en favoriser l'application, si on le trouve, car, quoi qu'on en ait dit, il n'a jamais connu la profonde misère.

Il ne la connaît pas parce qu'il a trouvé un moyen pour vivre, pendant les mauvaises années, du produit d'une industrie qui s'est implantée en Bretagne et qui permet à sa femme et à ses enfants d'employer leur activité ; je veux parler de l'industrie dentellière.

J'ai déjà parlé de son rendement lorsque j'ai exposé le budget familial. Disons un mot de la façon dont elle est exploitée.

Ce n'est pas dans les ateliers qu'elle se pratique sous la

surveillance de préposés comme dans les villes ; les dentellières bretonnes travaillent chez elles pour le compte d'entrepreneurs. On peut les voir assises sur les grèves, travaillant sans répit pour gagner de maigres salaires, 250 francs environ par an, les gros bénéfices étant absorbés par les intermédiaires, qui presque toujours les exploitent. Les 6.000 ouvrières qui sont employées à ce travail peuvent rapporter au pays une somme de un million et demi. Mais ce nombre d'ouvrières s'accroît d'année en année et déjà cette industrie commence à ne plus apporter dans les familles les sommes qui autrefois leur permettaient de vivre. Si ce gain passager disparaît, il ne restera plus au Breton que la tentative d'une solution violente, ou bien il devra renoncer à son obstination et entrer dans la voie des concessions. S'y résoudra-t-il ?

Telle est la situation actuelle.

Et maintenant, après avoir étudié le pêcheur, sa vie, ses ressources, la crise qu'il traverse et les incidents qui l'ont marquée jusqu'à ce jour, il ne me reste plus, pour terminer ce travail, qu'à donner une opinion sur les remèdes à apporter à cette situation. La lueur des événements passés, la crainte de ceux qu'on peut prévoir, tout concourt à faire désirer une solution. Quelle est-elle ?

Loin de moi la prétention de l'avoir trouvée ; nombreuses sont les personnalités plus autorisées qui l'ont cherchée et la cherchent encore. Je me bornerai, en m'inspirant de ce qui a été écrit, de dégager de cet amas de productions les idées qui me paraissent de nature sinon à provoquer une résolution brusque de la crise, du moins à préparer l'avenir en rendant meilleure, même acceptable pour le moment, la situation présente.

Je l'ai dit au cours de ce chapitre, et j'y reviendrai en insistant, ce qui importerait avant tout serait de faire au pêcheur une mentalité nouvelle. C'est une question de temps, mais ce résultat ne sera pas obtenu sans faire un effort, sans apporter à cette tâche la contribution personnelle de tous ceux qui por-

tent intérêt à leurs semblables. Il faut donc avant tout amener une transformation de l'esprit du pêcheur en donnant à son instruction et à son éducation une orientation nouvelle. Déjà, en ce sens, certains ont fait des efforts très louables en vue de préparer cet avenir meilleur sur de nouvelles bases. Un homme surtout, à qui il est dû beaucoup, a dans sa modeste sphère travaillé avec acharnement. Ce n'est pas un théoricien non plus qu'un de ceux qui n'ont que le souci de leur popularité, c'est un de ces modestes artisans qui travaillent en vue de résultats plus palpables au milieu des pêcheurs, parmi lesquels il vit depuis longtemps, c'est M. Rivoal, directeur de l'Ecole de pêche de Douarnenez.

Auteur de nombreuses brochures de vulgarisation, il préconise avant tout le développement de l'instruction générale et professionnelle, seule capable d'ouvrir aux jeunes marins une carrière honorable dans les équipages de la flotte, dans la marine marchande ou dans la grande pêche, autant de débouchés qui restreindraient l'innombrable quantité de petits pêcheurs de nos ports bretons et permettraient aux autres de trouver dans la rémunération de leur travail les ressources suffisantes pour assurer leur vie et celle des leurs.

Et c'est surtout vers la grande pêche qu'on doit aiguiller le pêcheur, car son avenir est vers la haute mer. Des mesures radicales permettront seules de solutionner la crise. Il faut rejeter toute idée de maintenir l'industrie de la pêche dans l'erreur dans laquelle elle s'est obstinée. Ce n'est pas en cherchant à imposer aux usiniers le soudage à la main qu'on rendra meilleur le sort des soudeurs. On n'obtiendrait qu'un résultat, celui de renchérir le prix des boîtes de conserves et de placer nos producteurs sur les marchés étrangers dans une situation désavantageuse. Il ne faut pas se dissimuler le danger de cette concurrence. Depuis longtemps l'Espagne et le Portugal avaient porté à notre industrie des coups redoublés ; demain le Japon, qui commence à s'organiser, viendra jeter sur les marchés du monde son importante fabrication. Il ne

faut pas non plus espérer trouver dans l'interdiction de certains engins la solution du problème, pas plus que dans la création de commissions mixtes, qui ne peut avoir qu'un temps et dont le but unique doit être de permettre d'attendre que les effets de l'enseignement donné aux nouvelles générations puisse se faire sentir.

La pêche de l'avenir doit être libre si on ne veut pas assister à la ruine prochaine des pêcheurs.

Et pour cela, une réforme radicale s'impose tout d'abord ; grosse de conséquences : la suppression de l'inscription maritime.

Cette suppression ne se fera pas, comme bien on pense, sans soulever d'énergiques protestations. J'ai expliqué, avec des chiffres à l'appui, que le pêcheur, qui est en même temps inscrit maritime, pouvait être considéré, grâce aux pensions qu'il recevait, comme un fonctionnaire, peut-être, ai-je dit, comme le plus favorisé des petits fonctionnaires. On a vu quelles sommes il recevait, et on comprend dès lors qu'il ne se laissera pas déposséder sans faire entendre de violentes protestations et sans chercher à intéresser à sa cause ses représentants au Parlement.

Certes il faut rendre hommage à l'institution créée par Colbert et reconnaître les services qu'elle a rendus à notre marine, mais aujourd'hui on se rend compte qu'elle est surannée. Il faut aussi louer comme elles le méritent les générations de marins bretons qui de tout temps ont fait la force de nos flottes et toujours vaillamment servi dans nos escadres, mais il me semble qu'il serait possible de supprimer l'inscription maritime très coûteuse, et devenue d'ailleurs inutile de nos jours. On pourrait espérer, par la suppression des retraites, éloigner de la mer quelques marins sans nuire pour cela à notre marine, et éviter ainsi la pléthore de bateaux et de pêcheurs qui encomrent nos côtes.

Qu'on ne me dise pas que je sacrifie de gaité de cœur des intérêts particuliers fort légitimes, il ne faut pas oublier que

sous tous les régimes l'intérêt général doit primer l'intérêt particulier.

Il faut encore supprimer cette distinction entre la mer libre et la mer territoriale soumise à des réglementations draconiennes. Du jour où sera devenue libre la mer territoriale, qui s'étend sur une bande de trois milles à partir des côtes, elle pourra être industrialisée, et, dès lors, les marins, même en nombre restreint, pourront, munis de bateaux et d'engins perfectionnés, faire des pêches autrement fructueuses que celles que leur procure de nos jours un outillage défectueux à peu près dans tous les ports, et rudimentaire même dans certains d'entre eux. Cette mesure dispenserait de légiférer sur les engins qui sont autorisés et sur ceux qui sont défendus, règlements qui sont des entraves à la liberté de la pêche. Il faudrait modifier le régime actuel qui confie à une commission mixte le soin de se prononcer sur le point de savoir quels sont les filets dont l'usage sera permis.

Je ne méconnaissais pas les heureux résultats qu'ont parfois donné ces commissions, mais le plus souvent elles n'ont pas réalisé l'entente et n'ont joué qu'un rôle très effacé. Leur disparition dans un avenir prochain n'est pas douteuse, et nous serons ramenés à la situation d'il y a dix ans.

Eloigner le marin de la pêche côtière, en supprimant les pensions avec l'inscription maritime, le diriger vers la terre, vers la haute mer, vers le commerce, industrialiser cette industrie, tel est le seul remède qu'on puisse apporter, me semble-t-il, à la situation présente. Les pêcheurs, comme les usiniers, y trouveront leur avantage. Ceux-ci, dont l'existence est précaire, pourront se relever et se défendre contre la concurrence étrangère, ils seront en mesure d'empêcher les produits japonais de prendre sur les marchés du monde une extension très considérable, car il ne faut pas se dissimuler que la concurrence étrangère est un facteur important de la crise dans laquelle se débattent les usiniers et, avec eux, les populations maritimes du Finistère.

Pour défendre les uns et les autres, qu'avons-nous fait en France ? Nous avons réglementé, prohibé certains engins pendant qu'à l'étranger règne un régime de large liberté, choix des engins, pêche en tous temps. Aussi, chez nous, seules quelques maisons qui ont depuis longtemps des marques appréciées et recherchées, et qui d'ailleurs possèdent des usines en Portugal et en Espagne, n'ont pas encore trop souffert de cet état de choses ; quant aux autres, elles n'ont qu'une vitalité très incertaine, car elles ont à se débattre non seulement contre la concurrence étrangère, mais encore sur place contre des manœuvres et des procédés qui les affaiblissent de jour en jour, jusqu'au moment où elles finiront par disparaître. Il n'est pas douteux qu'à moins qu'une modification n'intervienne, la petite industrie sous le régime actuel sera peu à peu remplacée par la grande, l'usine du particulier par la puissante industrie, le petit patron par la riche société anonyme.

Il est à craindre, si les choses se passent ainsi, que le marin-pêcheur ne devienne qu'un salarié au service du grand industriel, qui deviendra de ce fait son propre fournisseur de matière première. Cette situation ne manquerait pas de donner lieu à des conflits redoutables entre les salariés des patrons et ceux qui pêcheraient pour leur compte ; et la solution de ces nouvelles difficultés serait difficile à trouver sinon impossible, car la Société régulièrement pourvue de matières premières se refuserait énergiquement à écouter les doléances de ceux qui n'auraient pas consenti à entrer à son service.

Pour éviter ce danger, il faut industrialiser la pêche, et, pour cela, prendre comme exemple l'Angleterre qui, grâce à une volonté soutenue et à des efforts persévérants, a remédié en peu d'années à la crise qu'elle traversait.

Il faut que tous ceux qui ont la mission de veiller sur le pêcheur le fassent sortir de sa routine et de ses instincts casaniers, il faut le persuader qu'il a tort de pêcher comme pêchaient ses devanciers, que son travail est une industrie tou-

jours soumise, sous peine de décadence, à la préoccupation constante du mieux.

Il faut l'engager à refaire son outillage, au moins à le transformer. On se demande, lorsqu'on voit au port ces méchantes embarcations, comment des hommes peuvent être assez fous pour confier leur vie à des esquifs si fragiles, surtout dans les parages comme ceux du Finistère, où les tempêtes surgissant brusquement causent de si effroyables ravages. Il importerait de substituer à ces embarcations des canots à vapeur grâce auxquels le retour au port serait toujours assuré. Les marins pourraient ainsi s'aventurer plus loin, faire des pêches plus abondantes, avoir la certitude d'apporter du poisson toujours frais. Ils ne seraient pas réduits à se mouvoir dans une zone éloignée au maximum de cinq milles des côtes, leur horizon serait moins borné.

C'est par le Crédit maritime qu'on obtiendra ce résultat. J'ai dit quels résultats bienfaisants on pourra en attendre lorsque cette institution, encore à peu près inconnue de nos pêcheurs, sera en pleine période de vulgarisation. Actuellement, du jour de sa création au début de l'année 1912, le Crédit maritime n'a consenti de prêts que pour une somme de 40.000 francs, alors que le montant des avances eût dû être cinquante fois plus grand.

Seul le Crédit maritime, qui peut soutenir des associations ou des coopératives, pourra toujours reculer le moment où les gros usiniers mettront la main sur les petits et vraisemblablement rendre improbable cette échéance. J'ai suffisamment indiqué le mécanisme de cette institution pour n'avoir pas à y revenir ; j'ai exposé l'effort accompli par le législateur pour la mettre en harmonie avec les besoins actuels. Maintenant que des lois successives ont comblé les lacunes et ont fait du Crédit maritime un organisme presque parfait, mis à la disposition des pêcheurs, ils n'ont qu'à en user, car ils peuvent, grâce à lui, donner à leur industrie une orientation nouvelle.

De l'application de ces diverses mesures peut, à mon avis,

dépendre l'issue de la crise. Ce n'est pas, en effet, par des secours individuels qu'on conjurera le danger, le passé a prouvé l'inefficacité de leur distribution ; ni par des essais de colonisation ; la seule expérience tentée en 1902 prouve que le pêcheur breton ne peut pas vivre loin de son clocher, sous un autre ciel que son ciel gris. S'il s'éloigne sans esprit de retour, la nostalgie le gagne et il abandonne tout pour aller revoir son pays. Ce n'est pas par des remèdes aussi simples qu'on pourra songer à résoudre le problème complexe des pêches en Bretagne.

J'aurais fini si je ne tenais, en terminant, à exposer un projet qui me paraît présenter de grands avantages et qui pourrait permettre aux usiniers de se défendre contre la concurrence étrangère : la création de « bateaux-usines ».

Ce projet, séduisant en théorie, offrirait peut-être des inconvénients si on tentait de le mettre en large pratique ; il me paraît cependant assez intéressant pour mériter une mention.

Le bateau-usine, tel qu'il est facile de le concevoir, serait un navire d'un certain tonnage qui porterait dans ses flancs le matériel et le personnel d'une usine. Mû par la vapeur, il pourrait se transporter le long des côtes et offrirait de nombreux avantages. Parmi les principaux, celui de ne plus laisser l'usinier à la merci des pêcheurs d'un port, qui peuvent, s'ils se solidarisent, l'obliger à accepter toutes leurs conditions ou à fermer son établissement. Le bateau-usine choisirait les côtes hospitalières, et peut-être de ce fait amènerait-il le pêcheur à faire les concessions qu'il refuse aujourd'hui, alors qu'il a la certitude de l'impossibilité d'un look-out patronal.

Un autre avantage consisterait pour l'usinier à ne pas rester inactif lorsque pendant de long mois le poisson fait défaut sur le point de la côte où est installée son usine ; il ne serait pas contraint de fermer ses portes pendant plusieurs mois de l'année. Le bateau-usine pourrait se transporter sur des côtes

plus favorisées et travailler sans arrêt, ce qui amènerait une réduction du prix de revient, les frais généraux restant sensiblement les mêmes alors que la production serait augmentée. L'usinier trouverait un autre avantage dans le prix du poisson. J'ai signalé les écarts brusques des cours de cette marchandise qui varie non seulement d'un jour à l'autre, mais dans la même journée, d'un port au port voisin, variations qui passent parfois sans transition aucune du simple au double. Il pourrait, au cas de pêche exceptionnelle dans un port, s'y transporter et faciliter ainsi l'écoulement du produit de la pêche et empêcher les prix de s'avilir. Le personnel exclusivement occupé à l'usine durant toute l'année deviendrait plus exercé et donnerait un rendement meilleur.

Il ne faudrait pas cependant voir se généraliser l'emploi des bateaux-usines, mais ils peuvent avoir leur existence à côté des établissements sédentaires dont le rôle devenu secondaire serait d'acheter à des prix raisonnables le produit de la pêche locale.

J'ai eu, au sujet de la création de ces bateaux, de fréquentes et longues causeries amicales avec un fabricant qui, grâce à son intelligence et à son esprit inventif, a pu se défendre contre les prétentions des pêcheurs, même au cours des mauvaises années de pêche, en établissant une de ses usines à égale distance de plusieurs ports, ayant ainsi la possibilité d'acheter son poisson là où les cours étaient le plus favorables et en le faisant transporter chez lui sur des camions-automobiles. Je lui demandais quels griefs il pouvait soulever contre la création de cet organisme. Il ne m'a jamais fait qu'une objection, toujours la même : la crainte de la concurrence allemande. Il redoutait que cette idée mise en pratique en France ne vînt engager les industriels allemands à nous imiter, et grâce aux débouchés nombreux et importants de cette nation si industrielle, voir porter le dernier coup aux marques françaises.

Aujourd'hui, au commencement de l'année 1915, j'ai la conviction que ses craintes se sont évanouies, et peut-être se lais-

serait-il plus facilement convertir à l'idée de cette création, qui me paraît répondre à une nécessité.

Je suis arrivé à la fin de cette étude. J'ai indiqué le mal dont souffrent les pêcheurs, mis au jour leurs revendications, décrit leurs violences et proposé les mesures qui me paraissent de nature à conjurer la crise qui depuis tant d'années s'est abattue sur eux.

L'avenir dira si les solutions que j'ai préconisées peuvent recevoir une application utile et pratique. Quoi qu'il en soit, je ne resterai qu'un modeste ouvrier de cette œuvre éminemment nationale et dont tous les Français doivent souhaiter la réalisation : la réconciliation sur le terrain du droit, de la justice et de la solidarité d'adversaires d'aujourd'hui, qui demain deviendront des collaborateurs, unis pour la plus grande prospérité de notre Patrie.

Conclusions

A l'époque où j'avais arrêté le plan de ce travail, la situation extérieure de notre pays ne paraissait donner lieu, du moins dans un avenir immédiat, à aucun sujet d'inquiétude. Après avoir décrit le Finistère d'autrefois, et celui de nos jours, essayé d'étudier l'économie politique de ce département, montre que sa marche vers le progrès est continue, si elle n'est pas rapide, contrariée qu'elle est par l'esprit de routine et l'obstination systématique qui sont caractéristiques de la mentalité bretonne, je m'étais proposé d'envisager quel était l'avenir qui pouvait s'ouvrir devant les populations d'une contrée déjà riche, mais appelée à le devenir plus encore.

Il m'avait paru, quelque difficulté que présente la prévision d'événements auxquels l'expérience donne souvent un cruel démenti, que l'évolution du Finistère pouvait être envisagée avec confiance.

Au point de vue agricole, le plus important à mon avis, je le voyais s'ouvrir chaque jour davantage aux progrès que l'esprit français ne cesse de concevoir et de réaliser ; continuer sa marche en avant, débarrassé des tendances particularistes qui sont sa principale faiblesse. Et les Finistériens, ayant du rôle qu'ils peuvent remplir une conception plus exacte, s'organisaient alors pour retirer le maximum de rendement des richesses réelles dont ils disposent et dont ils paraissent ignorer ou négliger la puissance.

Il me paraissait que les progrès étaient plus problématiques en ce qui touche à l'industrie et au commerce. Je ne prévoyais

pas l'extension de la grande fabrication dans les ateliers de l'Etat, qui constituent à eux seuls l'exploitation de la grande industrie, et l'avenir des usines établies sur la côte me semblait subordonné à la solution de la crise sardinière, solution qui peut seule donner à une industrie éminemment française la prospérité qu'elle a le droit légitime d'espérer après s'être pendant si longtemps débattue au milieu de difficultés péniblement surmontées, mais qui continuent, en se reproduisant, à paralyser son effort.

Le commerce pouvait progresser lentement à suite d'une meilleure utilisation des richesses agricoles ; quant aux transports, les moyens en restaient bornés, surtout par la situation géographique du Finistère et la pauvreté des voies d'accès. Le projet « Brest-Transatlantique » ne m'inspirait qu'une confiance médiocre et ne justifiait pas l'espoir qu'avaient placé dans son exécution les populations du nord du département.

Aujourd'hui, des événements considérables se sont produits, dont l'issue, qui est attendue avec la plus ferme confiance par notre pays tout entier, doit avoir une influence incontestable sur les destinées de la France, par conséquent sur celles de toutes ses régions.

Si, comme nous l'espérons tous, le triomphe complet et définitifs vient couronner notre magnifique effort, si au prix de cruels sacrifices nous devons avoir le droit de voir disparaître la puissance redoutable qui pendant si longtemps a pesé de tout son poids sur notre vie nationale, si nous n'avons plus à redouter une concurrence étrangère qui s'étendait sur tous les marchés du monde, et prétendait les asservir, nous pouvons envisager l'avenir comme une ère nouvelle de prospérité qui va s'ouvrir pour nous. Notre pays tout entier, plein de confiance, ayant la certitude du lendemain, va reprendre son activité et retrouver la prépondérance qui lui avait été ravie.

Que pourra être alors l'avenir du Finistère ?

Il connaîtra comme tous les autres départements une longue période de prospérité. L'agriculture trouvera un essor nouveau

qui peut réaliser les plus légitimes espoirs. L'élevage du cheval notamment bénéficiera d'avantages considérables ; nous aurons en effet à reconstituer notre cavalerie militaire et à fournir aux besoins de la propriété, qu'une réquisition nécessaire a privée de ses animaux de travail ; peut-être aussi nous sera-t-il possible de faire connaître nos produits à des pays qui deviendront par la suite tributaires de notre élevage, qui bénéficiera de débouchés nouveaux.

Le commerce sera appelé à un développement considérable ; la marine marchande, débarrassée de l'âpre concurrence qui l'étreignait, fera pénétrer nos produits sur des marchés qui jusqu'à ce jour lui demeuraient fermés ; le port de Brest pourra voir se réaliser en partie ses aspirations et, aidé par le gouvernement, devenir un port de commerce important.

Les industries se reprendront à vivre ; enfin, il pourrait résulter du bouleversement actuel une modification sensible de la situation actuelle de nos pêcheurs. Il faut espérer voir cesser le vent de folie qui poussait les nations à ces armements à outrance. Déjà, de nos jours, il y avait pléthore d'inscrits maritimes que n'absorbait pas le service de la flotte. Si une réduction intervenait, le mal s'aggraverait sans doute et force serait aux pouvoirs publics d'attaquer l'institution merveilleuse due à Colbert, mais qui a fait son temps : l'inscription maritime. J'ai déjà signalé comme un remède à la crise dont souffrent les populations côtières de ce département la suppression de cette institution qui attire à elle tous les pêcheurs, qui les éblouit par les avantages qu'elle leur offre et les empêche de faire effort pour employer ailleurs leur activité.

Peut-être était-il difficile de faire une réforme aussi radicale à une époque de fièvre où la mise en chantier d'une unité de combat succédait au lancement d'un autre et où on craignait de manquer d'hommes pour constituer les équipages au moment voulu. Mais, cette guerre heureusement terminée, il sera possible de tenter un effort en ce sens en profitant de la période de paix consécutive à une tourmente sans exemple dans l'his-

toire. Certes, il serait souverainement injuste d'oublier les services rendus par les marins de nos escadres alors qu'ils ont acquis des titres imprescriptibles à la reconnaissance du pays, et de supprimer les avantages qui leur appartiennent ; mais on peut trouver des compensations à offrir aux marins de notre flotte et prendre des mesures pour plus tard.

Mais l'avenir du Finistère est surtout dans les modifications profondes des mœurs de ses habitants, dans le développement de leur instruction, dans l'enseignement et la mise en pratique des règles de l'hygiène, dans l'idée qu'il faut faire pénétrer chez eux que leur pays n'est pas constitué par un sol ingrat, mais qu'au contraire, si les méthodes modernes sont employées, il doit donner des revenus autrement importants que ceux qui sont le résultat d'une exploitation dont les usages sont inchangés depuis un temps infini. Il faut leur faire admettre que l'Etat n'est pas une Providence créée pour veiller sur eux.

Et le jour où elles auront compris qu'elles doivent se libérer des routines et des préjugés et développer l'esprit d'initiative, les populations de la Bretagne, celles du Finistère notamment, le plus breton, je l'ai dit, des départements armoricains, connaîtront une ère de prospérité qui, en leur révélant l'existence de richesses qu'elles ignorent, accroîtra leur bien-être et mettra un terme aux luttes sociales qui les déchirent.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 20 avril 1915.

Le Recteur,
ANT. BENOIST.

Vu et approuvé :
Montpellier, le 20 avril 1915.

Le Doyen de la Faculté,
BRÉMOND.

Vu : *Le président de Thèse,*
MOYE.

BIBLIOGRAPHIE

Archives du Département du Finistère.

AULANIER. — Traité du domaine congéable (Saint-Brieuc, 1828).

BARROIS. — Des divisions naturelles de la Bretagne (Annales de Géographie, 15 janvier et 15 mars 1897).

BAUDOUIN DE LA MAISON-BLANCHE. — Les institutions convenancières ou Traité du domaine congéable (Saint-Brieuc, 1776).

BLÉAS. — Les chevaux bretons (Morlaix, Lajat, 1913).

BORDERIE (DE LA). — Géographie féodale de la Bretagne (Rennes, 1889).

— Histoire de la Bretagne (Rennes, 1899).

BOURDE DE LA ROGERIE (H.). — Inventaire sommaire des Archives départementales du Finistère (non encore publié).

CAMBRY. — Voyage dans le Finistère en 1794 (Brest, 1835).

ELEOUEY. — Considérations générales sur la race équestre et la race bovine dans le Finistère (Morlaix, 1837).

GALLOUÉDEC. — Etude sur la Basse-Bretagne (Ann. de Géographie, II, p. 173 ; III, p. 42 et 450).

GILLET et MAGNE. — Flore française.

LE BRAZ (Anatole). — Au pays des pardons (Rennes, Paris, 1894).

— La terre du passé.

— La légende de la mort chez les Bretons armoricains (Paris, 1902).

LE GOFFIC. — Sur la côte (Paris, 1897).

LOTH. — L'émigration bretonne en Armorique (Paris, 1883).

ROUQUIER. — La crise sardinière dans le Finistère (Rennes, Impr. Simon, 1910).

SOUDRY. — Traité du domaine congéable (Rennes, 1899).

VALLAUX (Camille). — La Basse-Bretagne (Paris, Ed. Cornely et C^e, 1907).

A cette Bibliographie doivent s'ajouter les nombreuses brochures publiées par divers auteurs, notamment par M. Le Bail père, député du Finistère ; les innombrables polémiques et articles de presse, en particulier ceux publiés par M. Dulot dans « Le Temps » ; des statistiques fournies par les Administrations publiques : Marine, Agriculture, Contributions indirectes, Remonte, Haras, Chemins de fer, Douanes, Ponts-et-Chaussées, Manufactures de tabacs, Poudreries, Parquets, Préfecture et Communes du Finistère, etc., etc.

J'ai recueilli encore des renseignements personnels, et d'autres qui m'ont été fournis par des personnes désireuses de rester anonymes.
